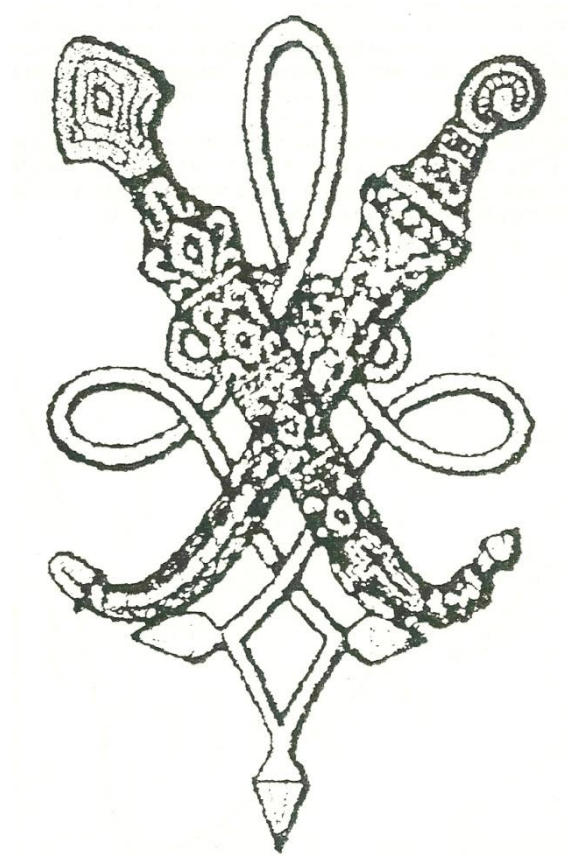


# L'idéalisme défie

La loyauté des officiers des Sections administratives spécialisées (SAS) au gouvernement de Gaulle (1958-1962)



*Insigne du service des Affaires algériennes*

**Bent Egil Roalkvam Bakken**

Mémoire de master

Institut de littérature, civilisation et langues européennes (ILOS), Université d'Oslo.

Septembre 2010.

## Remerciements

Je remercie sincèrement mon directeur de recherche à l'Université d'Oslo, Svein Erling Lorås, de ses conseils – tantôt au niveau de la langue, tantôt sur le contenu – et de son encouragement.

Le professeur Guy Pervillé à l'Université de Toulouse le Mirail m'a guidé pour trouver des sources très utiles et m'a mis en contact avec Monsieur Grégor Mathias.

Mathias, auteur du seul ouvrage de référence sur les SAS, a minutieusement répondu à toutes mes questions, même dans les cas où elles se sont montrées superflues. J'en suis très reconnaissant !

Arnaud Daugé, Xavier Massonnet, Paul Michelin et Pauline Ferron Stensland ont lu le mémoire et offert leurs conseils pertinents, pour que je ne déraile pas d'un usage respectueux du français.

Mes amies vichyssoises, Andrée Desfemmes et Lillien Meyzonnier, ont également contribué à me motiver pour des recherches approfondies sur l'histoire de France. J'apprécie votre amitié !

Les anciens *képis bleus* qui ont accepté d'être interviewés – Jean Favarel, Claude Hary, Georges Oudinot et René Roesch – méritent un remerciement particulier. C'est en grande partie grâce à eux que le travail sur ce mémoire a été un plaisir plus qu'un devoir. Leur hospitalité a été exceptionnelle et leur contribution a été d'une importance capitale. Outre ceux qui sont cités, Daniel Abolivier à l'Association des anciens des Affaires algériennes m'a aidé avec beaucoup d'enthousiasme, et je lui remercie de tous ses conseils.

Ma femme, Stine, m'a patiemment soutenu depuis le début de mes recherches et a ainsi donné un appui décisif pour que ce mémoire soit réalisé. Nous attendons tous les deux avec impatience le jour où elle pourra le lire.

Ce mémoire n'aurait jamais été écrit sans l'inspiration qu'a été Georges Glomet, soldat de l'Algérie et des plages de Normandie. Merci !



## Table des matières

1.	Introduction.....	6
2.	Sources et méthodologie .....	8
2.1.	Sources primaires .....	8
2.1.1.	Les mémoires.....	8
2.1.2.	Les archives.....	8
2.1.3.	Les interviews .....	9
2.2.	Sources secondaires .....	9
2.2.1.	Grégor Mathias.....	9
2.2.2.	Les mémoires de maîtrise .....	10
2.2.3.	Les ouvrages généraux .....	12
2.3.	Méthodologie .....	12
3.	Les SAS – une présentation .....	15
3.1.	Recrutement et formation des officiers SAS .....	16
3.2.	Fonctionnement .....	18
3.2.1.	La place des SAS dans les hiérarchies.....	21
3.3.	Les SAS et les grands moments de l’Algérie française .....	22
4.	De Gaulle : Le grand traître de l’Algérie française ? .....	26
5.	L’OAS et Alain de la Tocnaye .....	30
6.	Les études de cas.....	33
6.1.	Georges Oudinot .....	33
6.1.1.	Cinq années de patience .....	33
6.1.2.	Un homme content et confiant .....	35
6.1.3.	Le putsch et l’OAS.....	37
6.1.4.	Armée et nation.....	39
6.1.5.	Obéissance conditionnelle .....	41
6.1.6.	Oudinot et de Gaulle .....	42
6.1.7.	Respect des Kabyles .....	44
6.1.8.	Les émotions d’un militaire .....	46
6.1.9.	La polyvalence de l’officier SAS .....	47
6.2.	Claude Hary .....	48
6.2.1.	« Parachuté » dans le bled .....	48
6.2.2.	Recensement, AMG et propagande .....	50

6.2.3.	Service dans différentes SAS en Oranie .....	51
6.2.4.	Le tournant .....	52
6.2.5.	Une expérience unique .....	54
6.2.6.	Torture et intellectuels de gauche .....	56
6.2.7.	La bureaucratie.....	57
6.3.	Jean Favarel.....	58
6.3.1.	Quatre ans en Oranie .....	58
6.3.2.	Les étapes du désillusionnement .....	61
6.3.3.	Regard en arrière sur une épopée.....	63
6.3.4.	La solution de la dernière chance : Adhésion à l'OAS .....	65
6.3.5.	De Gaulle .....	66
6.4.	René Roesch .....	66
6.4.1.	Le parcours .....	67
6.4.2.	Les grandes étapes .....	69
6.4.3.	Les Pieds-noirs.....	70
6.4.4.	De Gaulle et le FLN .....	70
6.5.	Monique et Roger Eoche-Duval .....	71
6.5.1.	Le parcours .....	72
6.5.2.	Les relations avec les hiérarchies parallèles.....	76
6.5.3.	Les relations avec les Pieds-noirs .....	77
6.5.4.	Les moments décisifs.....	77
6.5.5.	Le bilan .....	79
7.	Récapitulation et synthèse.....	81
7.1.	Mission réussie ? .....	81
7.2.	La diversité : seul point commun des SAS.....	87
7.3.	Les raisons d'un engagement.....	89
7.4.	L'esprit indépendant des officiers SAS .....	91
7.5.	Solitude.....	93
7.6.	Mission noyée dans la paperasse.....	95
7.7.	Antigaullisme : mépris et désobéissance .....	96
7.8.	Relations tendues avec les Pieds-noirs.....	98
7.9.	... et avec les métropolitains.....	100
7.10.	La relation avec les moghaznis .....	101
7.11.	Les SAS et la torture .....	103

8.	Autocritique et conclusion .....	107
8.1.	Autocritique.....	107
8.2.	Conclusion .....	108
9.	Bibliographie.....	110
10.	Annexe : Cartes.....	113
10.1.	SAS de Beni-Douala et SAS de Champlain .....	113
10.2.	Les différentes SAS de Claude Hary.....	114
10.3.	SAS d'Henri Huc .....	115

## 1. Introduction

Ce mémoire traitera un sujet jusqu'à maintenant peu abordé dans la littérature, pourtant abondante, sur la guerre d'Algérie : les Sections administratives spécialisées (SAS), créées en 1955 pour encadrer la population musulmane rurale jusque-là très mal intégrée dans l'administration française. L'auteur s'intéresse à l'Algérie française depuis longtemps et – puisque cette époque fait souvent penser, il faut l'admettre, à un régime colonial brutal, impitoyable et discriminant volontiers la population musulmane majoritaire – a voulu interroger l'Histoire pour essayer de découvrir des aspects plus humanitaires, plus bienveillants et voir s'il n'existait pas quelque part de vrais idéalistes, soucieux de faire du pays algérien une terre où toutes les communautés qui l'habitaient – Européens, Arabes, Kabyles, Juifs... – pouvaient coexister paisiblement. Nous pensons avoir trouvé dans les SAS des traces de cet idéalisme.

Nous ne prenons pas position sur la loi du 23 février 2005 et son article 4, abrogé le 15 février 2006, reconnaissant le rôle positif de la présence française outre-mer. Nous constatons simplement que le débat public sur la repentance a fait ressurgir les controverses sur la période coloniale de la France, opposant les milieux d'antiracistes et de personnes issues des anciennes possessions françaises d'outre-mer à ceux d'anciens combattants et d'anciens habitants européens de ces territoires. Qui dit débat dit également obligation de faire entendre toutes les opinions divergentes sur le sujet en question. Or, nous ne nous permettrons pas de cacher au lecteur notre désir d'analyser dans ce mémoire principalement les arguments de ceux qui retiennent des souvenirs positifs de l'Algérie française. Nous sommes conscient des controverses qu'un tel énoncé peut susciter, d'autant plus que tout travail universitaire se doit de maintenir une distance objective par rapport à son sujet, et que certains pourraient trouver que ce mémoire s'inscrit dans la logique dudit article 4. Nous espérons tout de même que le lecteur acceptera qu'il soit possible de traiter seulement l'un des deux camps opposés, tout en le soumettant à une analyse critique et nuancée. Ainsi, nous osons prétendre que l'objectivité nécessaire est respectée.

Quatre principaux objectifs ont motivé la réalisation de ce mémoire :

- Jeter plus de lumière sur les SAS.
- Montrer qu'au milieu de la haine et de la brutalité des deux belligérants, certains soldats et officiers désintéressés œuvraient pour la promotion sociale de la communauté musulmane.
- Contester l'idée que l'Organisation armée secrète (OAS) n'était qu'une bande d'utopistes fascistes et sadiques de l'extrême droite.

- Mieux comprendre les motivations des officiers SAS partisans de l'Algérie française.

Vu ces objectifs, nous avons formulé quatre hypothèses après une première étude sommaire de la littérature sur les SAS :

- La solitude dans le bled et le manque de coordination et d'échange d'idées entre les SAS peuvent avoir pesé aux officiers SAS. Des efforts pour améliorer les conditions de travail auraient éventuellement pu donner un sens renforcé de loyauté au régime.
- Le caractère individualiste présent chez les officiers SAS peut les avoir rendus plus susceptibles de définir eux-mêmes les objectifs de leur mission et d'employer des méthodes illégales pour y aboutir.
- La sollicitude pour les moghaznis<sup>1</sup> et la peur de ce qui pourrait leur arriver après l'indépendance peuvent avoir poussé certains officiers SAS à rejoindre l'OAS.
- Les officiers SAS qui ont lutté pour l'Algérie française l'ont vraisemblablement fait plus par sollicitude pour la population musulmane que pour protéger les européens d'Algérie.

Ces hypothèses seront discutées à travers ce mémoire, mais non nécessairement de façon chronologique, et de nouveaux constats y seront ajoutées.

---

<sup>1</sup> Voir la note numéro 29.

## 2. Sources et méthodologie

Les sources les plus utiles à la rédaction de ce mémoire ont été de trois genres différents : des mémoires d'anciens officiers SAS, des documents concernant les SAS conservés aux archives, et quatre interviews que nous avons réalisées avec d'anciens officiers SAS<sup>2</sup>. En outre, nous nous sommes appuyé sur plusieurs sources secondaires, dont des ouvrages généraux sur la guerre d'Algérie.

### 2.1.Sources primaires

#### 2.1.1. Les mémoires

Nous avons lu et analysé cinq mémoires publiées par des personnes ayant vécu l'expérience des SAS. Quatre d'entre elles – celles de Nicolas d'Andoque, Claude Hary, Georges Oudinot et Alain de Bougrenet de la Tocnaye – émanent d'anciens chefs de SAS, la dernière – celle de Monique Eoche-Duval – de la femme d'un ancien chef de SAS. Celles de Claude Hary, Monique Eoche-Duval et Georges Oudinot sont de date relativement récente, alors que ceux d'Alain de la Tocnaye et de Nicolas d'Andoque sont publiées moins de temps après la fin de la guerre d'Algérie. D'autres anciens chefs de SAS ont également publié leurs mémoires ; s'il peut sans doute en exister d'autres, nous avons connaissance de celles de Guy Vincent, Jean Pierre Sénat et Alain Maillard de la Morandais. Ces dernières ne seront pourtant pas évoquées dans ce mémoire, en raison du désir de favoriser l'étude approfondie d'une sélection plus étroite de personnages. Puisque son livre n'évoque jamais sa mission dans les SAS, nous n'allons que très sporadiquement faire référence à Alain de la Tocnaye, mais nous allons tout de même voir qu'il a joué un rôle capital dans l'attentat manqué contre Charles de Gaulle au Petit Clamart le 22 août 1962.

#### 2.1.2. Les archives

Les documents concernant les SAS sont conservés dans deux centres d'archives, à savoir aux Archives nationales d'outre-mer (ANOM) à Aix-en-Provence, et au Service historique de la défense (SHD) au château de Vincennes. Les archives d'Aix-en-Provence ont été de loin les plus intéressantes pour la réalisation de ce mémoire, car c'est là que l'on trouve les rapports périodiques sur le moral rédigés par les chefs de SAS eux-mêmes et également les synthèses qu'en ont fait les échelons de liaison des arrondissements (ELA) auprès des sous-préfets.<sup>3</sup> Des documents consultables à Vincennes, nous nous sommes principalement servi des rapports synthèses des échelons de liaison départementale (ELD),

---

<sup>2</sup> L'un d'entre eux – René Roesch – était chef d'une Section administrative urbaine (SAU).

<sup>3</sup> La hiérarchie des AA comptait quatre niveaux. Les SAS, circonscriptions de base, rapportaient aux échelons de liaison des arrondissements (ELA) auprès du sous-préfet. Ensuite, les ELA rapportaient aux échelons de liaison départementale (ELD) auprès du préfet, qui à son tour rapportaient à l'Inspection générale des Affaires algériennes (AA), auprès du Gouverneur général de l'Algérie. Le service des AA est l'institution cadre des SAS. Voir chapitre 3.



ainsi que de ceux de l'Inspection générale des Affaires algériennes. Toutefois, il faut savoir que les archives des SAS et des ELA de l'Oranais n'ont pas pu être rapatriées après l'indépendance et que, par conséquent, les seuls documents de cette région qu'on puisse étudier aujourd'hui sont ceux des ELD, conservés à Vincennes. Dans les notes, nous ferons référence à la cote du carton où le document en question est conservé, précédé par le sigle ANOM ou SHD.

### 2.1.3. Les interviews

Nous avons eu la chance de rencontrer personnellement quatre anciens chefs de SAS – Jean Favarel, Claude Hary, Georges Oudinot et René Roesch – et nous avons réalisé avec chacun d'entre eux une interview d'une durée d'environ deux heures.<sup>4</sup> En offrant leurs réflexions personnelles, ayant tous vécu des expériences uniques – ils ont apporté à ce mémoire une contribution décisive. René Roesch, par exemple, a décrit son parcours dans une Section administrative urbaine (SAU), sujet jusqu'à maintenant presque jamais traité. Jean Favarel, quant à lui, est, excepté Alain de la Tonnaye, le seul officier SAS que nous connaissons qui a rejoint l'OAS. Cela n'amoindrit pas non plus l'importance des témoignages de Claude Hary, ayant servi dans l'Oranais dont les archives ont disparu, et Georges Oudinot, qui est parmi les rares officiers SAS à avoir obtenu des ralliements de villages musulmans à sa cause.

Le chapitre 6, *Les études de cas*, offrira une présentation détaillée de cinq anciens des SAS : Claude Hary, Georges Oudinot, Monique Eoche-Duval, Jean Favarel et René Roesch. Ensemble, ces cinq cas incarnent non seulement tout un éventail de différentes expériences, mais aussi, non moins important, d'interprétations des événements. Nous avons choisi de ne pas consacrer un sous-chapitre entier à Nicolas d'Andoque, mais nous allons faire référence à son livre dans le chapitre 7, *Récapitulation et synthèse*.

## 2.2.Sources secondaires

### 2.2.1. Grégor Mathias

Grégor Mathias est l'auteur du seul ouvrage de référence sur les SAS.<sup>5</sup> Par son approche académique, sa distanciation par rapport aux événements (il n'a pas personnellement vécu la guerre d'Algérie) et sa bibliographie extensive, cet ouvrage a naturellement servi de base pour notre mémoire.

Il commence par expliquer les raisons ayant abouti à la création des SAS et les moyens de recrutement et de formation des officiers, présentant sept différentes catégories d'officiers SAS. Ensuite, il explique les missions civile et militaire des SAS. Un chapitre aborde l'état d'esprit des

---

<sup>4</sup> Les retranscriptions des quatre interviews sont disponibles auprès de l'auteur.

<sup>5</sup> Grégor Mathias, *Les sections administratives spécialisées : Entre idéal et réalité* (Paris : L'Harmattan, 1998).

officiers SAS et, avant de conclure, Mathias présente une étude de cas sur une SAS modèle, celle d'Alma dans l'Algérois.

Puisque Grégor Mathias a consacré un chapitre entier à l'état d'esprit des officiers SAS, et puisque leur état d'esprit est précisément le thème central de notre analyse, il serait possible d'avancer l'argument que notre mémoire est superflu. Or, nous avons considéré qu'il reste encore tant d'aspects non traités qu'il y a lieu de se lancer dans des recherches supplémentaires. Notamment, Mathias n'a pas cherché à expliquer les raisons fondamentales de la sympathie des officiers SAS envers la cause de l'Algérie française. En plus il n'a que brièvement traité leurs cas de conscience face à la création de l'OAS et au putsch d'Alger. Finalement, bien que son livre soit sorti en 1998, plusieurs mémoires dont nous nous sommes servis n'ont été publiées que jusqu'à dix ans plus tard et peuvent ainsi contribuer à compléter l'analyse de Mathias.

Grégor Mathias a interviewé huit personnes et étudié les mémoires de sept autres.<sup>6</sup> Nous avons interviewé une même personne – Claude Hary – et nous nous sommes servis d'un même ouvrage écrit, celui de Nicolas d'Andoque. Après la publication du livre de Grégor Mathias, Claude Hary a sorti ses propres mémoires, de même que Monique Eoche-Duval et Georges Oudinot. Dans les cas où nous avons utilisé les mêmes sources, nous avons eu la possibilité de combler les éventuelles lacunes de l'étude de Mathias, alors que les sources que nous avons ajoutées nous permettent d'entreprendre une analyse indépendante. Pourtant, en ce qui concerne les archives, il est inévitable que nos deux études se servent occasionnellement des mêmes cartons. Or, la quantité d'informations disponibles dans chaque carton est abondante et nous les avons étudiés dans une totale indépendance par rapport à Mathias.

### 2.2.2. Les mémoires de maîtrise

Il existe divers mémoires de maîtrise sur les SAS, dont la plupart semblent avoir été réalisés à l'Université de Provence, sans doute grâce à la présence à Aix-en-Provence de l'ANOM. Nous nous sommes contenté d'en étudier trois, tous les trois disponibles à la bibliothèque de la *Maison méditerranéenne des sciences de l'homme* à Aix-en-Provence.

Premièrement, le mémoire réalisé en 1960 par Francis Beuchard est très intéressant puisque contemporain des SAS et puisque l'auteur est allé enquêter sur place auprès des officiers SAS eux-mêmes. En plus, ses recherches ont été faites dans le seul département de Tlemcen, département dont les archives n'ont pas pu être rapatriées. L'ambition du mémoire de Beuchard est d'« aider à supputer les possibilités et les résultats de la politique du 16 Septembre, dont les sections administratives spécialisées constituent, très certainement, les atouts les plus précieux. » Sa

---

<sup>6</sup> Mathias, *op.cit.*, 227-228.

méthodologie est fondée sur l'étude des documents qui donnent les instructions de base aux SAS, en comparant leurs intentions aux réalités sur le terrain.

La *politique du 16 septembre* sera évoquée en détail ci-dessous. Il convient quand même de remarquer tout de suite que le discours du général de Gaulle du 16 septembre 1959, ouvrant la voie à l'autodétermination en Algérie, sera ultérieurement interprété par les sympathisants de l'Algérie française, y compris de nombreux officiers SAS, comme le premier pas de l'abandon de l'Algérie par de Gaulle. Or, Beuchard, rédigeant son mémoire bien avant l'indépendance algérienne, n'y voit pas cette politique d'abandon. Au contraire, il croit y déceler l'idée que les SAS sont réellement des instruments du gouvernement : « Il semble donc que le Gouvernement Français considère la réussite de l'application pratique des principes de la solution du 16 Septembre comme liée à l'efficacité de ces organismes spécialisés. »<sup>7</sup> Contrairement à ce que nous allons remarquer, Beuchard ne trouve pas non plus que le nouveau principe gaullien d'autodétermination ait un effet négatif sur le moral des officiers SAS : « [U]ne grande foi dans le succès de sa mission anime le corps des Affaires Algériennes. »<sup>8</sup>

Ensuite, le mémoire de Sylvain Bartet, écrit en 1997 sous la direction de Jean-Louis Triaud, nous a été utile dans la mesure où il est fondé sur une étude extensive des SAS, des ELA et des ELD de tout le département de la Grande Kabylie. Ce mémoire nous offre ainsi un supplément aux études plus approfondies que nous avons menées sur des SAS particulières. La Kabylie constitue un cas paradoxal puisqu'elle est à la fois un des points forts du FLN et une région où la France a cru pouvoir plus facilement qu'ailleurs mener à bien le projet d'intégration. En effet, selon un certain « mythe kabyle » les Kabyles seraient plus proches des Français que les Arabes et par conséquent plus facilement assimilables.<sup>9</sup>

Finalement, nous avons étudié le mémoire d'Abdelkader Benferhat qui a fait une étude de cas sur les arrondissements de Tébessa et de Clairfontaine dans le département de Bône. Le mémoire a été écrit en 1998, lui aussi sous la direction de Jean-Louis Triaud. Le mémoire de Benferhat est à la fois suffisamment approfondi pour comprendre le fonctionnement des SAS et suffisamment étendu pour souligner la diversité qui les sépare. Il confirme quelques préoccupations importantes des officiers SAS, notamment la difficulté de recrutement, le manque de cohésion et de coordination au sein du

---

<sup>7</sup> Francis Beuchard, *La section administrative spécialisée et son action dans le cadre et les perspectives de la déclaration du 16 septembre 1959* (Mémoire de maîtrise, Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence, 1960), p. 6.

<sup>8</sup> Beuchard, *op.cit.*, 108.

<sup>9</sup> Sylvain Bartet, *Les sections administratives spécialisées en Grande Kabylie 1955-1962 : Ambiguïtés et échecs d'une politique de pacification* (Mémoire de maîtrise, Université de Provence, 1997), p. 34-35.

corps des AA<sup>10</sup> et la situation délicate dans laquelle furent placées les SAS à cause de leur double subordination aux hiérarchies civile et militaire.<sup>11</sup>

### 2.2.3. Les ouvrages généraux

Outre les rares ouvrages traitant directement des SAS, la lecture d'ouvrages généraux sur la guerre d'Algérie a été indispensable. Non seulement ils ont fourni des raisons de contester certaines affirmations des officiers SAS, ils nous ont également aidé à placer les SAS – et, dès lors, les officiers SAS – dans leur contexte et à comprendre les raisons de leur existence. Ayant suivi des cours du professeur Guy Pervillé à l'Université de Toulouse le Mirail, et conscient de sa place parmi les spécialistes les plus reconnus sur la guerre d'Algérie, c'est à son *Pour une histoire de la guerre d'Algérie* que nous avons le plus souvent fait référence.<sup>12</sup> Pour toute information concernant l'OAS, *Les soldats perdus* de Vincent Quivy a été la source la plus importante.<sup>13</sup> Finalement, en supplément aux ouvrages généraux, nous avons trouvé utile le mémoire de maîtrise de Hege Hognestad sur la politique algérienne du général de Gaulle.<sup>14</sup>

## 2.3.Méthodologie

Ce mémoire a été réalisé avec une méthode qualitative et herméneutique. Le choix de la méthodologie reflète notre désir de nous rapprocher autant que possible des événements et, surtout, des protagonistes. Pour ainsi dire, nous trouvons dans l'herméneutique l'opportunité de comprendre la réalité sociale comme étant construite de façon dynamique par des acteurs créatifs et conscients. Etant donné les objectifs que nous nous sommes fixés, nous avons trouvé irréaliste d'y appliquer une méthodologie positiviste, car il apparaît clairement impossible d'identifier des vérités uniformes dans la diversité qui caractérise les SAS. Nous n'avons pas, non plus, désiré nous servir de l'approche méthodologique de l'analyse du discours, craignant que le résultat ne devienne trop abstrait.

Nous sommes inspiré du milieu scientifique du Département d'histoire de l'Université de Toulouse le Mirail, où des historiens comme Guy Pervillé et Jean-François Soulet se sont consacrés à la promotion des recherches sur l'histoire immédiate, collaborant activement avec l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP), fondé en 1978 comme une unité propre du CNRS. Il succède au Comité d'histoire de la guerre, et se concentre sur les études historiques de la période débutant avec la

---

<sup>10</sup> AA = Service des Affaires algériennes. Le service des AA est l'institution cadre des SAS. Voir chapitre 3.

<sup>11</sup> Abdelkader Benferhat, *Les sections administratives spécialisées : Etudes de cas, département de Bône, arrondissements de Tébessa et Clairfontaine (1954-1962)* (Mémoire de maîtrise, Université de Provence, 1998), p. 33-35.

<sup>12</sup> Guy Pervillé, *Pour une histoire de la guerre d'Algérie* (Paris : Picard, 2002).

<sup>13</sup> Vincent Quivy, *Les soldats perdus : Des anciens de l'OAS racontent* (Paris : Seuil, 2003).

<sup>14</sup> Hege Hognestad, *Je vous ai compris ! Une étude de la politique algérienne de Charles de Gaulle à travers ses discours (1958-1962)* (Mémoire de maîtrise, NTNU Trondheim, 2001).

Seconde guerre mondiale.<sup>15</sup> Selon Benoît Verhaegen, porte-parole d'un mouvement d'histoire immédiate né à l'Université Lovanium de Kinshasa dans les années soixante, l'histoire immédiate doit se limiter au seul objet d'étudier « les sociétés en crises saisies dans un mouvement de transformation structurale rapide ».<sup>16</sup> L'on ne saurait mieux décrire l'Algérie de 1954 à 1962.

En guise de principal ouvrage de méthodologie, nous nous sommes servi de *L'Histoire immédiate : Historiographie, sources et méthodes*, publié par Jean-François Soulet en 2009 et qui se veut le premier ouvrage de synthèse apte à donner aux chercheurs débutants « une idée d'ensemble des sources et des pratiques de l'histoire immédiate ».<sup>17</sup> Soulet y plaide la cause de l'histoire immédiate, notamment contre les courants scientifiques prétendant que seuls sont admissibles comme sujets de recherche historique les événements dont les protagonistes sont décédés, mais également contre la perception répandue qu'il incombe aux historiens de rechercher uniquement des événements jusqu'alors impénétrables : « [Nous] refusons de tomber dans le fétichisme du secret, qui conduit à accorder une valeur capitale à un document sous prétexte qu'il a été classé « secret défense » ».<sup>18</sup>

Nos trois types de sources – ouvrages écrits, archives et interviews – exigent des traitements particuliers. Pourtant, dans tous les cas, le devoir de l'auteur de les soumettre à une analyse critique est incontournable, d'autant plus que nous avons choisi de présenter presque exclusivement les points de vue des anciens des SAS, privant ainsi le lecteur du point de vue des Français métropolitains en faveur de l'indépendance de l'Algérie, aussi bien que celui des activistes algériens. En particulier, nous sommes conscient du défi lancé à l'objectivité que constituent les rencontres directes avec les anciens officiers SAS, car l'enquêteur risque alors indéniablement d'embrasser une interprétation exagérément favorable de leurs actes et de leurs mobiles. Selon le professeur Soulet, l'intervention directe de l'historien auprès d'un témoin, « si elle n'est pas codifiée, réfléchie, contrôlée de bout en bout, peut considérablement déprécier le témoignage et même, pire, le déformer au point de fausser le récit historique. »<sup>19</sup> Nous avons fait de notre mieux pour prendre acte de ce risque.

Il existe sans doute maints autres arguments pour questionner l'utilisation de sources orales. Pour citer encore une fois Jean-François Soulet, « la source orale partage une première faiblesse avec toutes les autres sources de l'historien : elle n'exprime pas la réalité mais la simple représentation

---

<sup>15</sup> Jean-François Soulet, *L'histoire immédiate : Historiographie, sources et méthodes* (Paris : Armand Colin, 2009), 141.

<sup>16</sup> Benoît Verhaegen, *Introduction à l'histoire immédiate*. Cité dans Soulet, *op.cit.*, 142.

<sup>17</sup> Soulet, *op.cit.*, 5.

<sup>18</sup> Soulet, *op.cit.*, 69-70.

<sup>19</sup> Soulet, *op.cit.*, 156.

d'un fragment de celle-ci. »<sup>20</sup> Il nous appartient dès lors de rappeler au lecteur la subjectivité de toutes les assertions de nos témoins – qu'elles proviennent de leurs mémoires, de nos interviews ou des documents des archives – et leur susceptibilité d'obscurcir d'euphémismes leurs expériences de la guerre d'Algérie.

Nonobstant les risques ci-évoqués, nous trouvons les sources orales indispensables en cherchant à mieux comprendre les émotions et les pensées intimes des officiers SAS, plutôt que raconter un simple récit d'événements. « [L]es détracteurs de la source orale doivent admettre que, sans le recours systématique à celle-ci, nous connaîtrions bien mal ces parties de la société civile non reconnues et souvent combattues par la société dominante. »<sup>21</sup>

En ce qui concerne la recherche entreprise aux archives, le professeur Soulet y voit deux problèmes principaux :

L'un, commun à tous les historiens, est celui de la fiabilité des documents et de leur approche critique, car sa proximité temporelle avec l'objet étudié non seulement ne le protège pas d'éventuels dérapages subjectifs, mais tend plutôt à l'y exposer. L'autre, plus spécifique, est liée [sic] à l'accessibilité à des sources, qui lui est souvent refusée ou chichement accordée par les gouvernants.<sup>22</sup>

Nos recherches n'ont pas été sensiblement entachées par le problème d'accessibilité, car le seul document soumis à dérogation dont nous nous sommes servi, à savoir la cote 1 H 2556/1 du SHD, a été mis à notre disposition sur demande. Or, à l'instar du défi posé par les interviews, il a fallu être bien conscient du premier problème évoqué par Soulet, car les documents auxquels nous faisons référence sont pour la plupart des rapports rédigés par les officiers SAS eux-mêmes, et expriment donc un point de vue subjectif.

---

<sup>20</sup> Soulet, *op.cit.*, 147.

<sup>21</sup> Soulet, *op.cit.*, 152.

<sup>22</sup> Soulet, *op.cit.*, 77.

### 3. Les SAS – une présentation

Choqué par la sous-administration et l'ignorance avec laquelle les musulmans d'Algérie avaient été traités depuis la conquête française, convaincu de la nécessité de reprendre contact avec cette population déshéritée et, par conséquent, facilement prise en main par les rebelles du FLN, et inspiré par deux avant-coureurs historiques – le service des Affaires indigènes (AI) du Maroc et les Bureaux arabes (BA) de l'Algérie du 19<sup>e</sup> siècle<sup>23</sup> – le nouveau gouverneur général Jacques Soustelle décide de créer le service des Affaires algériennes en septembre 1955. Le service aura pour mandat précisément d'étoffer le maillage administratif du bled algérien dans deux buts étroitement liés l'un à l'autre : Réaliser un effort, attendu depuis plus de cent ans, pour faire évoluer la population musulmane, et priver le FLN de sa base populaire. Les SAS seront les circonscriptions de base des AA ; elles seront réparties sur la totalité du territoire algérien, et chacune d'entre elles sera chargée de l'administration d'une moyenne d'entre 10.000 et 20.000 habitants.

Au moment de la création des AA, l'Algérie était divisée en trois départements : Oran, Alger et Constantine.<sup>24</sup> Si leur statut était en principe identique à celui des départements de la métropole, leur fonctionnement était en réalité très différent, particulièrement sur le niveau communal. Les villes et les gros villages, où la population européenne était majoritaire ou presque, étaient organisés en communes dites *de plein exercice* fonctionnant comme en métropole, à une importante exception près : un maximum de 2 sièges sur 5 dans les conseils municipaux pouvaient être détenus par des musulmans.<sup>25</sup> Quant aux communes où la population musulmane dépassait largement celle des Européens, elles étaient euphémiquement nommées *communes mixtes* et gérées par un administrateur et quelques adjoints nommés. Leur superficie était presque sans exception maintes fois plus étendue, et leur population maintes fois plus nombreuse, que celles des communes de plein exercice – les 79 communes mixtes comptaient au total quelque 7 millions d'habitants – et l'encadrement y faisait totalement défaut.

---

<sup>23</sup> Les Bureaux arabes furent créés en 1844 pour obtenir des renseignements par des contacts étroits avec la population indigène de l'Algérie. Ils ont disparu dans les années 1870 et ne subsistèrent qu'au Sahara où ils existaient encore, d'ailleurs, en 1954. Le service des Affaires indigènes fut établi au Maroc en 1909 et chargé de surveiller l'administration locale tout en fonctionnant comme un service de renseignement militaire.

<sup>24</sup> Par une réforme administrative de 1957, le nombre de départements en Algérie sera augmenté à 14. Trois seront ajoutés en 1958, dont deux seront supprimés déjà en 1959.

<sup>25</sup> Bernard Droz et Evelyne Lever, *Histoire de la guerre d'Algérie : 1954-1962* (Paris : Seuil, 1982, revue et augmentée en 1991), 44.

En quoi consistait, donc, la mission des SAS ? Autant de réponses, semble-t-il, que d'officiers SAS. A part le mot d'ordre de « reprendre le contact avec la population »<sup>26</sup>, les instructions du haut commandement étaient vagues ou inexistantes sans, d'ailleurs, que cela n'ait nécessairement déplu aux officiers eux-mêmes. Mais avec le recul, observant ce qui a réellement été fait, il est tout de même possible d'identifier quelques axes directeurs de l'action des SAS.

Il s'agirait selon les sources d'une double, d'une triple, voire d'une quadruple mission, mais les trois définitions sont essentiellement identiques. Dans un cahier intitulé *Notice de renseignements sur les Sections Administratives Spécialisées* et émanant de la délégation générale du gouvernement en Algérie, quatre missions sont spécifiées : représentation du pouvoir central, conseil des nouvelles municipalités, coordination des activités des grandes administrations et conseil technique de l'autorité militaire.<sup>27</sup> Si l'on suppose une double mission, elle consiste d'un côté en l'aspect militaire et de l'autre côté en l'aspect civil. Pour d'autres – et c'est le cas notamment pour le capitaine Georges Oudinot de la SAS de Beni-Douala en Kabylie – la mission était triple, car la mission civile contient deux aspects : le travail politique et le travail administratif. D'autres encore identifient deux aspects de la mission militaire : un aspect opérationnel de répression, et un aspect de collecte de renseignements auprès de la population. De toute manière, on peut déduire que si les officiers des SAS étaient bel et bien des militaires, la mission à accomplir était différente de la mission des troupes du quadrillage, notamment par l'accumulation de tâches civiles. « On peut considérer que la mission administrative est la plus importante, car elle a pour objectif de faire des musulmans des citoyens comme les autres. »<sup>28</sup>

### 3.1.Recrutement et formation des officiers SAS

Bien que les SAS fussent chargées de plusieurs aspects de l'administration civile, leurs chefs étaient exclusivement des officiers, temporairement détachés hors cadre. Le recrutement était censé se baser sur le volontariat, mais à cause du besoin élevé d'encadrement – au total, à peu près 700 SAS ont été créées, chacune d'entre elles comptant en théorie un officier, un adjoint militaire et un commandant de *maghzen*<sup>29</sup> – et du scepticisme qu'éprouvaient beaucoup d'officiers à se porter

---

<sup>26</sup> Le préfixe *re-* peut être qualifié d'euphémisme, car, dans de nombreux cas, la population n'avait eu strictement aucun contact avec l'administration française. Pour certains, et surtout pour les femmes, le chef de SAS était le premier blanc qu'ils avaient vu !

<sup>27</sup> Archives du Service historique de la Défense (SHD), carton 1H 2556/1. La notice n'est pas datée.

<sup>28</sup> Mathias, *op.cit.*, 43.

<sup>29</sup> Le *maghzen* est une troupe composée en moyenne d'une trentaine de *moghaznis*, majoritairement, mais pas exclusivement, des Algériens musulmans. Il a pour mission la protection des bâtiments et du personnel de la SAS. Le cas échéant il peut aussi prendre en charge la protection de la population locale. Alors que les *moghaznis* étaient payés sur un budget civil, les harkis recevaient leur solde de l'armée. Autrement, il y a peu de différences entre les harkis et les *moghaznis*.



volontaires pour un service mal défini et avec des apparences fortement civiles, il a fallu assigner d'office certains officiers chefs de SAS. Grégor Mathias identifie sept catégories d'officiers SAS<sup>30</sup> :

- Des anciens des AI qui, après l'indépendance du Maroc, souhaitent continuer sur un autre terrain la mission de faire progresser les populations musulmanes. Plusieurs d'entre eux ont été confrontés au problème de limite d'âge pour servir aux Affaires algériennes, normalement fixée à 45 ans. Dans la majorité des cas, cependant, des dérogations à cette règle ont été accordées à cause de l'importante expérience qu'apportaient les anciens des AI aux AA. Par le même raisonnement, ces officiers n'ont que rarement servi dans les SAS elles-mêmes, mais plutôt dans les échelons supérieurs des AA.
- Les anciens d'Indochine profondément marqués par la débâcle indochinoise et voyant, en Algérie, selon Mathias, une chance d' « utiliser l'expérience acquise pour réussir en Algérie, là même où ils avaient échoué en Indochine. »<sup>31</sup> Georges Oudinot et Jean Favarel appartiennent à cette catégorie.
- Les arabisants, spécialistes de la culture, de la religion et de la société du Maghreb. Selon Mathias, « on peut les considérer comme des volontaires car leur formation les conduit automatiquement à être en contact avec la population. »<sup>32</sup>
- Les jeunes idéalistes, souvent issus du mouvement du scoutisme et influencés par ses idéaux. Claude Hary et René Roesch, que nous avons interviewés, font partie de ce groupe.
- Ceux qui ont déjà servi dans un régiment opérationnel et qui cherchent à continuer la lutte sous des formes plus humanitaires que celle de la répression à force d'armes. Nicolas d'Andoque, dont nous allons présenter les mémoires, en fait partie.
- Des administrateurs qui n'ont pas compris la mission des AA et qui cherchent une carrière tranquille derrière un bureau. Comme on peut le deviner, ils ne resteront pas longtemps à leur poste.
- Des officiers qui occupent simultanément le commandement d'une SAS et d'une unité opérationnelle. Dès le début de 1959, dans le cadre du Plan Challe, cherchant entre autres à démanteler les réseaux politico-administratifs du FLN, plusieurs SAS sont converties en « SAS

---

<sup>30</sup> Mathias, *op.cit.*, 32-35.

<sup>31</sup> Mathias, *op.cit.*, 33.

<sup>32</sup> Ibid.

renforcées », le chef de SAS détenant alors le commandement civil et militaire de sa circonscription.

Si on a réussi à doter beaucoup de SAS d'officiers compétents et motivés, le recrutement a tout de même été un défi difficilement relevé. Des problèmes de recrutement résulte également un problème de continuité : pour que la mission des AA réussisse, il était essentiel que les officiers s'engagent à long terme, car il fallait beaucoup de temps pour gagner la confiance des populations. Grégor Mathias cite les anciens officiers SAS Yves Romanetti et Pierre Sas qui décrivent les AA comme un « réceptacle de tous les ratés du civil et du militaire. »<sup>33</sup> Cette description semble exagérée, mais sert quand même à indiquer que les AA ont eu de la peine à se défaire de leur piètre réputation. Georges Oudinot remarque lui aussi que « contrairement à ce qu'a connu le service des Affaires indigènes du Maroc, l'affectation au service des Affaires algériennes reste considérée comme une position de simple transit dans la carrière d'un officier. »<sup>34</sup>

Pour préparer les officiers à un service qui ne ressemble à rien d'autre dans les trois armes, il aurait fallu une formation minutieuse avant qu'ils ne prennent leurs fonctions. Or, on peut constater de sérieuses lacunes dans ce domaine. Certes, des cours d'initiation avaient été prévus – une année entière pour les officiers qui prenaient un engagement de longue durée, et deux mois pour des engagements plus brefs – mais les urgences sur le terrain étaient souvent telles que nombreux sont ceux qui ont dû se rendre immédiatement sur leur lieu de service dans le bled.

Le chef de la SAS de Tifera dans l'arrondissement de Tizi-Ouzou remarque dans son rapport annuel sur le moral de 1958 que « la situation du Chef de S.A.S. – celle du jeune Sous-Lieutenant qui a été envoyé dans le Bled sans stage, sans rodage, ayant à faire à des hierarchies [sic] multiples [...] et au surcroit [sic] peu aidé par ses supérieurs, est pénible, parfois intenable. »<sup>35</sup>

### 3.2.Fonctionnement

Le nombre de cadres militaires dont toutes les SAS étaient censées être dotées a déjà été évoqué. En outre, elles disposaient en théorie d'un attaché secrétaire comptable, d'un attaché secrétaire interprète, d'un attaché radio et d'une trentaine de moghaznis. Si les conditions de sécurité le permettaient, elles pouvaient embaucher des attachées féminines, et la compagnie militaire de la

---

<sup>33</sup> Mathias, *op.cit.*, 31.

<sup>34</sup> Georges Oudinot, *Un béret rouge... En képi bleu ! : Mission en Kabylie 1956-1961* (Sceaux : L'esprit du livre, 2007), 208.

<sup>35</sup> Archives nationales d'outre-mer (ANOM), Aix-en-Provence, carton 5 SAS 201.

région pouvait également détacher un médecin, des instituteurs et des moniteurs.<sup>36</sup> Or, un encadrement complet semble avoir été l'exception plutôt que la règle.

Toutes nos sources confirment qu'il n'existait pas dans les SAS un jour typique. Le travail était tellement divers, les réalités sur le terrain tellement imprévisibles, que l'officier SAS qui voulait réussir devait faire preuve d'une flexibilité extraordinaire. Il est tout de même possible de reconnaître quelques tâches dans lesquelles pratiquement toutes les SAS durent s'engager. En ce qui concerne les tâches civiles, il s'agissait dans un premier temps de l'établissement de l'état-civil, du règlement de *chicayas*<sup>37</sup>, des chantiers de puits, de routes et de bâtiments publics, ainsi que de l'organisation des élections. Parmi les tâches militaires, la collecte de renseignements au profit des troupes du quadrillage était importante et parfois les SAS purent aussi mettre leur *maghzen* à la disposition d'une compagnie qui entreprit des opérations sur leur terrain.

L'établissement et la gestion des camps de regroupements occupaient également une grande partie du temps de plusieurs SAS. Ces camps – peuplés de personnes déplacées de force de leurs villages et regroupées ensuite sous le contrôle de l'armée dans des conditions souvent rudimentaires – faisaient partie de la stratégie de l'armée pour éliminer les milieux où les rebelles du FLN pouvaient se cacher parmi les civils. Ils étaient un millier en mai 1959, comptant un million d'habitants, un nombre qui a augmenté jusqu'à 1,5 million en décembre 1960.<sup>38</sup> Il incombait aux SAS d'y assurer la vie, car les populations avaient été coupées de leur milieu naturel et de leur moyens – déjà faibles – de survie. « Mais ils ont eu aussi des points positifs pour les SAS puisqu'ils ont permis à l'action administrative et médico-sociale, la scolarisation, et aux activités féminines de se diffuser plus efficacement que si cette même population était restée dispersée. »<sup>39</sup>

Parmi les caractéristiques des SAS que nous allons évoquer figure en premier rang la *diversité*. Pour Pierre Quieffin, chef de SAS en Oranie « il n'y a pas deux S.A.S. qui se ressemblent. [...] [L]a cause première en a été l'absence de directive précise sur l'activité multiforme que nous devons développer pour remplir notre mission, sur la hiérarchie des tâches à accomplir. »<sup>40</sup> Grégor Mathias, quant à lui, qualifie de « subjective » la doctrine des SAS, car les régions de l'Algérie sont tellement diverses que l'on ne voit ni utile ni nécessaire d'élaborer un document écrit standardisé.<sup>41</sup>

---

<sup>36</sup> Mathias, *op.cit.*, 39.

<sup>37</sup> Petites disputes, souvent concernant des questions de propriété, de statut civil ou de dettes.

<sup>38</sup> Mathias, *op.cit.*, 87.

<sup>39</sup> Mathias, *op.cit.*, 88.

<sup>40</sup> Bulletin FARAC numéro 436 (mars 2009).

<sup>41</sup> Mathias, *op.cit.*, 39.

Au fur et à mesure qu'il est apparu que les SAS – ou au moins certaines d'entre elles – étaient capables non seulement de rétablir les contacts avec la population, mais aussi d'aider les unités opérationnelles avec des renseignements utiles, des avatars des SAS ont été créés aussi en dehors du bled. Ainsi, les Sections Administratives Urbaines (SAU) sont établies au début de 1957, d'abord uniquement sur Alger. Par les SAU, on a voulu pallier à la ghettoïsation croissante que causait la rébellion dans les grandes villes, où les contacts entre les communautés se faisaient de plus en plus rares, et essayer, bien sûr, d'éviter que le FLN ne trouve de sanctuaires dans des quartiers jusqu'alors peu pénétrés par l'armée.

Ensuite, des *Sections d'assistance aux travailleurs en métropole* (SAT), similaires aux SAU, sont établies dans de nombreuses villes en métropole dès le printemps 1959.<sup>42</sup> Les SAT résultent du départ d'un très grand nombre de fellahs paupérisés pour les usines en métropole, laissant derrière eux des villages pratiquement sans hommes en âge de travailler et, par conséquent, la difficulté qu'ont eue les SAS à faire respecter leurs ordonnances, car les femmes n'ont aucun pouvoir dans cette culture rurale conservatrice. Les SAT œuvreront donc à assurer des contacts entre l'officier SAS et les ressortissants travaillant en métropole, pour les tenir au courant des progrès réalisés chez eux. Au total, 23 SAT seront créés à Paris, Marseille, Lyon, Metz, Lille et Bordeaux, et une réunion d'officiers supérieurs des AA de l'arrondissement de Tizi-Ouzou les 27 et 28 octobre 1959, a jugé très utile cette mesure.<sup>43</sup> Outre les SAU et les SAT, des SAS nomades sont créées en 1960 pour s'adapter aux besoins des populations non-sédentaires de l'Algérie.<sup>44</sup>

En ce qui concerne les attributions budgétaires, la différence entre les SAS devient de nouveau perceptible. Alors que certains chefs de SAS sont contents et trouvent qu'ils reçoivent l'aide qu'ils demandent, plusieurs décrivent le manque de crédits comme un des principaux obstacles à la bonne réussite de leur mission. Or, avec une certaine créativité, tous ont plus ou moins réussi à éviter les conséquences les plus graves des éventuels problèmes financiers. Un phénomène qu'on rencontre souvent est celui des « moghaznis fictifs ». Pour jongler avec les budgets, des moghaznis fictifs ont fréquemment été enregistrés et rapportés aux autorités afin d'obtenir des soldes qui, une fois attribuées, pouvaient être utilisées à d'autres fins. Entre des mains honnêtes, ce système pouvait fonctionner très bien, permettant la construction d'écoles, de routes ou de puits ; cependant, on a aussi constaté des cas où les soldes d'un moghazni fictif ont fini dans la poche d'un officier malhonnête.<sup>45</sup> En effet, la « créativité budgétaire » n'est qu'un des nombreux exemples de la liberté

---

<sup>42</sup> Procès-verbal d'une réunion des officiers supérieurs des AA les 9 et 10 juin 1959, 5 SAS 201.

<sup>43</sup> ANOM, 5 SAS 201.

<sup>44</sup> Mathias, *op.cit.*, 103.

<sup>45</sup> Mathias, *op.cit.*, 95.

dont jouissent les officiers SAS. Puisque les instructions sont imprécises, voire ambiguës, il appartient à l'officier lui-même d'organiser sa SAS et de définir ses priorités.

### 3.2.1. La place des SAS dans les hiérarchies

Rattachées au cabinet militaire du gouvernement général, les AA trouvent aussi leur place dans la hiérarchie civile par un décret publié en septembre 1959 où l'officier SAS est nommé « représentant du sous-préfet ».<sup>46</sup> Or, bien avant 1959, les officiers SAS avaient déjà le droit, selon les cas individuels, de « se voir investis des fonctions identiques à celles normalement exercées par les administrateurs des services civils. »<sup>47</sup> Hiérarchiquement au dessus des SAS, les ELA et les ELD tiennent les administrateurs civils au courant du progrès dans les SAS et de l'évolution de l'état d'esprit des officiers SAS, alors que l'inspection générale des AA est assurée par un général<sup>48</sup> en service auprès du gouverneur général. Pour résumer, les AA étaient un corps civil encadré par des militaires. Les ambiguïtés concernant le double rôle civil et militaire des SAS seront en effet renforcées par cette double organisation hiérarchique.

Les relations qu'ont eues les SAS avec les deux hiérarchies varient beaucoup. Pour commencer avec la hiérarchie militaire, les officiers SAS furent confrontés à deux défis principaux : le scepticisme qu'éprouvaient les unités opérationnelles envers un service d'apparence civile, et les désaccords entre les SAS et les troupes du quadrillage sur les méthodes d'engagement contre les rebelles. Les civils furent trop souvent mis entre le marteau et l'enclume, le FLN pénétrant les villages la nuit pour y faire la collecte des impôts et pour exiger d'y être logé et nourri, et l'armée française ratissant les mêmes villages le jour sur soupçon – souvent justifié, donc – de collaboration avec la rébellion. Si les SAS sont conscientes de ce dilemme, cherchant à limiter autant que possible les engagements armés contre les civils, elles sont souvent ignorées par l'armée opérant sur le même territoire mais nullement soumise à leur autorité. Grégor Mathias observe que « certaines unités militaires allaient manifester une incompréhension totale à l'égard des officiers SAS. »<sup>49</sup>

Certes, les unités opérationnelles et les SAS tiraient souvent des avantages mutuels les unes des autres. Puisque les SAS étaient bien renseignées sur les mouvements des rebelles sur leur territoire, et puisque les unités opérationnelles avaient la force de frappe nécessaire pour les combattre, la coopération entre les deux pouvait assurer la réussite des opérations de ratissage sans infliger des pertes civiles. Dans le rapport annuel sur le moral de l'année 1958 émanant de la SAS de Boudjima et Tikobain dans l'arrondissement de Tizi-Ouzou, il est précisé : « Une entente parfaite règne entre

---

<sup>46</sup> Mathias, *op.cit.*, 26-27.

<sup>47</sup> Mathias, *op.cit.*, 26.

<sup>48</sup> Un colonel à partir du printemps 1961.

<sup>49</sup> Mathias, *op.cit.*, 148.

Militaires et S.A.S., ce qui continue à maintenir le moral actuel. Il est à souhaiter que cette ambiance présente continue à durer. »<sup>50</sup> Pour François Lescel, président de la Fédération des amicales régimentaires et des anciens combattants (FARAC), présentant les SAS dans le bulletin de son organisation, « la solidarité d'armes a joué très largement en faveur des chefs de SAS de la part des officiers des unités de secteur qui avaient conscience de l'isolement de leurs camarades au képi bleu ciel. »<sup>51</sup> Georges Oudinot, par contre, lui aussi servant dans le même arrondissement, est catégorique dans son rapport de cette même année en condamnant ce qu'il perçoit comme l'ignorance des troupes du quadrillage et leur tendance à se mêler des affaires qu'il aurait mieux fallu laisser à la responsabilité de la SAS : « Il y a du travail pour chacun, chacun restant à sa place. »<sup>52</sup>

En ce qui concerne les relations avec l'administration civile, Grégor Mathias affirme que « [l]es relations entre l'officier SAS et l'administration sont très variées, il semble tout de même que les récriminations à l'égard de l'administration soient beaucoup plus nombreuses que ceux qui en ont trouvé un soutien. »<sup>53</sup> Une frustration particulière a été l'énorme quantité de rapports exigée par l'administration, un phénomène dont se plaint la totalité des anciens des AA que nous avons interrogés. Mathias cite deux officiers SAS qui parlent respectivement de « l'appétit paperassier de l'administration [qui] tendait à la névrose » et de « l'administration papivore ». <sup>54</sup> Paradoxalement, lorsque les officiers SAS ont eu de bonnes relations avec l'administration, c'est souvent à cause du manque d'intérêt de la part de l'administrateur qui laisse ainsi les mains libres au chef de SAS.

### 3.3. Les SAS et les grands moments de l'Algérie française

Puisque ce mémoire cherche essentiellement à comprendre l'état d'esprit des officiers SAS et en particulier leur loyauté très versatile au gouvernement, il est nécessaire d'observer l'évolution de cet état d'esprit à travers les grands événements décisifs pour l'Algérie française. Nous allons notamment regarder de plus près les répercussions qu'ont eues le 13 mai 1958, le discours du général de Gaulle du 16 septembre 1959, la semaine des Barricades en janvier 1960 et le putsch des généraux d'avril 1961, ce dernier sonnant pour certains le glas définitif de l'Algérie française et marquant soit le début d'un combat antigouvernemental clandestin, soit le point où, désillusionné, on commence à chercher sa mutation hors d'Algérie. C'est surtout dans le chapitre 6, *Les études de cas*, que ces grands événements seront analysés, mais nous allons tout de même les résumer brièvement ici.

---

<sup>50</sup> ANOM, 5 SAS 201.

<sup>51</sup> Bulletin FARAC numéro 436 (mars 2009). Le képi bleu faisait partie de l'uniforme des officiers des AA et le terme *képi bleu* est ainsi devenu synonyme d'officier SAS.

<sup>52</sup> ANOM, 5 SAS 208.

<sup>53</sup> Mathias, *op.cit.*, 103.

<sup>54</sup> Nicolas d'Andoque et Claude Paillat, cités dans Mathias, 104.

Les officiers SAS, au moins ceux qui servent volontairement dans les AA, sont quasiment tous en faveur de l'Algérie française. Si cela n'empêche pas que ceux qui ont été interrogés pour ce mémoire diffèrent radicalement sur ce qu'ils considèrent comme les buts de l'Algérie française et les moyens aptes à la défendre, il n'en reste pas moins que le 13 mai 1958 – avec ses fraternisations intercommunautaires et ses promesses de rompre avec la chaîne interminable de gouvernements paralysés et impuissants face à la révolte – réveille dans leur esprit un grand enthousiasme. Plusieurs officiers SAS ont soit créé soit fait partie d'un comité de salut public (CSP) local, établi pour assurer la liaison avec le nouveau commandement civil et militaire à Alger.

Or, comme la vaste majorité des SAS sont trop éloignées des grandes villes, où se déroule le spectacle des grands événements, elles n'en seront le plus souvent pas directement influencées. Après le 13 mai, par exemple, on peut tirer la conclusion des nombreux rapports sur le moral rédigés par les chefs de SAS qu'ils sont eux-mêmes enthousiasmés par ce nouveau courant, mais que leurs administrés n'y trouvent pratiquement aucun intérêt tant qu'ils ne voient pas d'amélioration immédiate de leur situation matérielle. Tel le rapport annuel sur le moral de 1958 de la SAS de Tifera dans l'arrondissement de Tizi-Ouzou : « Aucune réaction profonde de la population aux événements qui secouent l'Algérie depuis le 13 mai et aux différends [sic] scrutins, parce que localement les bandes rebelles et l'O.P.A. ont continué leur action, et que rien, du point de vue de la population, n'a changé profondément. »<sup>55</sup>

A la suite du discours radiotélévisé du 16 septembre 1959, où le général de Gaulle suggère pour la première fois publiquement la future autodétermination de l'Algérie, on peut observer des désaccords entre les plus ardents défenseurs de l'Algérie française – et ils semblent constituer la majorité au sein des AA – et ceux qui sont prêts à accepter la politique gaullienne. Si Georges Oudinot a « l'impression de faire un cauchemar »<sup>56</sup> après avoir entendu les paroles du chef de l'Etat, Monique et Roger Eoche-Duval sont plus optimistes : « Nous nous rangeâmes parmi ceux qui pensaient que la troisième solution était la meilleure, parce qu'elle était en rapport avec les réalités et qu'elle n'excluait pas l'espoir. »<sup>57</sup>

En janvier 1960 des révoltes éclatent à Alger, où les éléments les plus radicaux de la communauté pied-noir considèrent la politique gouvernementale comme une véritable trahison de l'Algérie française. Les manifestations dégénèrent en la violence, occasionnant vingt morts et plus de cent

---

<sup>55</sup> ANOM, 5 SAS 201.

<sup>56</sup> Oudinot, *op.cit.*, 258.

<sup>57</sup> Monique Eoche-Duval, *Madame S.A.S. : Femme d'officier, Algérie 1957-1962* (Paris : F.-X. de Guibert, 2007), 193. La « troisième solution » était, dans les mots de De Gaulle, « le gouvernement des Algériens par les Algériens, appuyé sur l'aide de la France et en étroite union avec elle. » Elle était la solution préconisée par le général lui-même.

blessés, les forces de l'ordre subissant les pertes les plus lourdes. Cette insurrection sera connue comme *la semaine des Barricades*. On s'imaginerait que de tels actes commis par la communauté européenne, ayant adopté avec zèle la doctrine d'intégration le 13 mai 1958, aurait pu influencer sensiblement l'état d'esprit de la population musulmane. Or, les fellahs du bled semblent plutôt avoir fait preuve d'attentisme, craignant toujours de prendre position en faveur de ni l'un ni l'autre des deux parties du conflit.

En avril 1961 un dernier espoir vient revitaliser les fanatiques de l'Algérie française quand les quatre généraux Challe, Jouhaud, Zeller et Salan – avec le concours d'une poignée de colonels – prennent le pouvoir à Alger afin de barrer la voie à l'autodétermination. Pour beaucoup d'officiers SAS, le *Putsch des généraux* est une raison de se réjouir, mais les réactions sont mélangées et certains y sont nettement opposés. Grégor Mathias repère quelques exemples d'officiers SAS ayant participé ou ayant tenté de participer au putsch mais il affirme au même temps que la majorité n'a pas pu ou n'a pas voulu s'y joindre : « On peut émettre l'hypothèse qu'une grande partie des officiers SAS par leur idéal de construire l'Algérie française ont été moralement favorable [sic] au putsch même si la participation active a eu peu d'adeptes. »<sup>58</sup> Quoi qu'il en soit, le putsch a eu un grand effet sur l'état d'esprit des cadres des AA, comme le démontre cet extrait du rapport annuel sur le moral de 1961, rédigé par l'échelon de liaison de l'arrondissement de Tizi-Ouzou : « Les événements d'Avril ont provoqué un certain trouble parmi les officiers de l'arrondissement. Il en reste encore un douloureux souvenir ; le souvenir d'une aventure où l'Armée a été déchirée. »<sup>59</sup>

Après le putsch, le service des AA a été graduellement démantelé, suscitant selon les cas la colère, le désillusionnement ou la mélancolie de ses officiers. Par un décret du 17 février 1962, il a été prévu de réduire le nombre de SAS et de les transformer en Centres d'aide administrative (CAA), les privant entièrement de leur rôle militaire mais assurant la continuité des services socio-administratifs. En réalité, peu de CAA seront créés, car plusieurs SAS seront tout simplement abandonnées, les autres restant en place jusqu'à la dissolution formelle du service des Affaires algériennes le 18 juin 1962.<sup>60</sup> Au total, 4000 officiers, 2000 sous-officiers et quelques dizaines de milliers de moghaznis ont servi dans les SAS. Les chiffres du bilan des pertes humaines varient. Le général François Cann, dans sa préface du livre de Georges Oudinot, parle de 133 officiers, 63 sous-officiers et 1312 moghaznis et attachés civils morts pour la France<sup>61</sup>, alors que l'historien Jacques Frémeaux avance le nombre de 70

---

<sup>58</sup> Mathias, *op.cit.*, 173.

<sup>59</sup> *Rapport sur le moral de l'année 1961*, échelon de liaison d'arrondissement de Tizi-Ouzou, daté le 20 décembre 1961. ANOM, 5 SAS 201.

<sup>60</sup> Mathias, *op.cit.*, 174-179.

<sup>61</sup> Oudinot, *op.cit.*, 5.



officiers, 33 sous-officiers, 42 attachés civils et 607 moghaznis morts dans la période de 1956 au début de 1962.<sup>62</sup>

---

<sup>62</sup> Jacques Frémeaux, Les SAS (sections administratives spécialisées), *Guerres mondiales et conflits contemporains* 2002/4, numéro 208, p. 55-68.

#### 4. De Gaulle : Le grand traître de l'Algérie française ?

Après cinq ans d'absence de la vie politique, Charles de Gaulle, invité à retourner à la tête du pays après le mouvement insurrectionnel algérois du 13 mai 1958, se déclare le 15 mai « prêt à assumer les pouvoirs de la République ».<sup>63</sup> Fort de son investiture le 1<sup>er</sup> juin par l'Assemblée nationale en tant que Président du conseil de la IV<sup>e</sup> République – il en sera le dernier – il incombe immédiatement à de Gaulle de tracer la voie à une future solution au problème algérien.

Se prononçant d'abord de manière à faire croire que son but était de garder l'Algérie à jamais française, la politique du Général s'est graduellement évoluée pour le mener à admettre pour la première fois, le 16 septembre 1959, la possibilité d'une future rupture entre les deux pays ; ensuite, à l'appel à la négociation et aux pourparlers de Melun en juin 1960 ; puis, le 4 novembre 1960, à l'affirmation qu'il y aurait un jour une « Algérie algérienne » ; et finalement, à partir de mai 1961, aux négociations avec le GPRA<sup>64</sup> aboutissant aux accords d'Evian le 18 mars 1962. Les partisans de l'Algérie française, dont les officiers SAS que nous allons présenter ci-dessous, ont tendance à évoquer les propos du Général comme de simples mensonges. Toutefois, l'on peut se permettre de constater que de Gaulle maîtrise parfaitement l'art du discours ambigu, lui permettant postérieurement d'affirmer n'avoir trahi aucune promesse. Ayant étudié la politique algérienne du général de Gaulle à travers ses discours, Hege Hognestad identifie trois phases de sa rhétorique : d'abord, il s'agit de restaurer le pouvoir de l'État, humilié successivement en 1940, à Diên Biên Phu, à Suez et le 13 mai 1959 ; ensuite, de Gaulle prépare l'opinion au projet d'autodétermination ; finalement, ses déclarations n'hésitent plus à évoquer ouvertement l'indépendance de l'Algérie.<sup>65</sup>

Or, les ambiguïtés gaulliennes méritent des explications. Puisqu'elles se prêtent à plusieurs interprétations, il n'est guère étonnant que certains puissent les comprendre comme des affirmations de la pérennité de l'Algérie française, tout comme d'autres y voient des promesses solennelles d'ouverture à la voie menant à une Algérie algérienne. Qu'il s'agisse de son « Je vous ai compris ! » lancé le 4 juin 1958 à la foule devant le balcon du gouvernement général à Alger, ou, le surlendemain, à Mostaganem, de son « Vive l'Algérie française ! », l'on ne saurait être surpris de l'assurance que ressentaient les partisans de l'Algérie française quant à leur victoire imminente. Selon le professeur Pervillé, l'infléchissement de la politique gaullienne a pourtant débuté déjà en juillet 1958.<sup>66</sup>

---

<sup>63</sup> [http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/de\\_gaulle.asp](http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/de_gaulle.asp). Consulté le 5 septembre 2010.

<sup>64</sup> Gouvernement provisoire de la République algérienne. Proclamé au Caire le 19 septembre 1958.

<sup>65</sup> Hognestad, *op.cit.*, 107.

<sup>66</sup> Pervillé, *op.cit.*, 184-185.

Le 25 mars 1959, de Gaulle donne sa première conférence de presse à l'Élysée. A la question d'un journaliste lui demandant si l'Algérie restera française, il répond : « La France, tout en s'efforçant d'aboutir à la pacification, travaille à la transformation où l'Algérie trouvera sa nouvelle personnalité. »<sup>67</sup> Dans la mesure où « nouvelle personnalité » est loin de révéler une quelconque vision précise du chef de l'État – le terme peut aussi bien signifier une vraie *France des deux côtés de la Méditerranée*, que l'autodétermination de l'Algérie, voire son indépendance – l'on pourrait voir dans cette déclaration l'inauguration des ambiguïtés gaulliennes sur l'Algérie.

Six mois après, le 16 septembre 1959, de Gaulle est de nouveau à l'écran et sur les ondes en expliquant aux Français et aux Algériens les trois alternatives qu'il envisage comme pouvant être des solutions au problème algérien. Le conflit aboutira, selon lui, soit à la sécession – la totale rupture, donc, entre l'Algérie et la France – soit à la francisation pleine et entière, soit – et c'est la solution préconisée par le général – au « gouvernement des Algériens par les Algériens, appuyé sur l'aide de la France et en union étroite avec elle ». <sup>68</sup> Si les partisans de l'Algérie française sont alors scandalisés que de Gaulle ait prononcé le mot même de *sécession*, il n'y a pas de raison de croire, à ce moment-là, que la sécession était réellement souhaitée par de Gaulle. Le cas échéant, selon lui, la France « cesserait de fournir à l'Algérie tant de valeurs et tant de milliards, ne ferait désormais plus rien pour l'aider à éviter la misère et le chaos et prendrait les mesures voulues pour le regroupement et l'établissement de ceux des Algériens qui voudraient rester Français. »<sup>69</sup>

La préférence du général de Gaulle pour la solution dite d'*association* est de nouveau manifeste en janvier 1961, après le référendum où est approuvé le principe de l'autodétermination de l'Algérie. Conscient des bénéfices que la France aurait pu tirer d'un retrait immédiat du territoire algérien, de Gaulle espère encore une sorte d'union des deux pays : « [La] séparation totale, désastreuse pour l'Algérie, ne le serait pas pour nous et il m'arrive de l'envisager franchement. Cependant, tout compris, je persiste à croire qu'il peut y avoir mieux à faire : parvenir à une association réciproquement privilégiée de la France et de l'Algérie. »<sup>70</sup>

Entretemps est intervenu un événement d'importance capitale : La semaine des Barricades. Le général Massu – commandant du corps d'armée d'Alger, et hautement estimé par la communauté pied-noir – ayant été relevé de son commandement suite à une interview dans laquelle il s'est prononcé défavorablement sur la politique de De Gaulle, des étudiants de l'université d'Alger

---

<sup>67</sup> Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir : Le renouveau, 1958-1962* (Paris : Plon, 1970), 75.

<sup>68</sup> <http://www.charles-de-gaulle.org/pages/l-homme/accueil/discours/le-president-de-la-cinquieme-republique-1958-1969/discours-sur-l-autodetermination-de-l-algerie-16-septembre-1959.php>. Consulté le 7 septembre 2010.

<sup>69</sup> De Gaulle, *op.cit.*, 80-81.

<sup>70</sup> De Gaulle, *op.cit.*, 103.

dressent des barricades dans la ville et se heurtent violemment aux forces de l'ordre. Devant ces faits, de Gaulle tient ferme :

Pour moi, qui crois que les émeutiers n'ont pour but, dans l'immédiat, que de me contraindre à revenir sur l'autodétermination, je suis résolu à vider l'abcès, à ne faire aucune concession et à obtenir de l'armée une entière obéissance. [...] [S]ans méconnaître la possibilité du pire, j'ai l'impression que, dans tout cela, il y a vis-à-vis de moi essai d'intimidation plutôt qu'ardeur à en découdre.<sup>71</sup>

Le chef de l'État doit de nouveau faire preuve de fermeté pendant le *Putsch des généraux*, en avril 1961, quand les quatre généraux prennent le pouvoir à Alger, espérant ainsi refaire un 13 mai 1958 et contraindre le gouvernement à changer de politique pour garantir l'avenir de l'Algérie française. S'il se présente comme la menace la plus sérieuse à son autorité qu'ait connue jusqu'alors le général de Gaulle, le putsch échoue après quelques jours seulement, faute de soutien populaire et de l'appui de la grande majorité des officiers et des soldats de l'armée, ces derniers répondant à l'appel du chef de l'État pour « barrer partout la route » aux insurgés.<sup>72</sup> Ultérieurement, de Gaulle qualifie le putsch d' « absurde et odieuse tentative »<sup>73</sup> et estime que son autorité personnelle a été décisive afin d'éviter la rupture du pays : « Ma décision est prise. Il faut réduire la dissidence sans composer, ni différer, en affirmant dans toute sa rigueur la légitimité qui est mienne et en amenant ainsi le peuple à prendre parti pour la loi et l'armée pour la discipline. »<sup>74</sup> Il convient néanmoins de remarquer que de Gaulle n'est pas totalement insensible aux motifs des généraux putschistes. Les généraux Challe et Zeller, ainsi que le colonel Gouraud, ayant été condamnés par un haut tribunal militaire à des peines de prison ne dépassant pas quinze ans, de Gaulle estime que le verdict « tient compte avec indulgence [...] des mobiles de leur faute qui – je le sais, je le sens, – n'étaient pas tous de bas étage. »<sup>75</sup>

Pour aussi ferme qu'elle souhaite apparaître, la politique algérienne du Général contient pourtant de nombreux paradoxes, voire des contradictions. Ainsi, pendant une même tournée en Algérie au printemps de 1960, il déclare d'abord à la 25<sup>e</sup> division parachutiste que « Moi vivant, le drapeau vert et blanc ne flottera jamais sur Alger ! », pour ensuite affirmer devant les habitants musulmans du petit village d'Azziz que l'avenir du pays sera « une Algérie algérienne liée à la France ».<sup>76</sup> De même, s'il affirme à la radio le 2 octobre 1961 « n'av[oir] pas cessé, depuis trois ans, de nous rapprocher du

---

<sup>71</sup> De Gaulle, *op.cit.*, 84-85.

<sup>72</sup> <http://www.charles-de-gaulle.org/pages/l-homme/accueil/discours/le-president-de-la-cinquieme-republique-1958-1969/message-au-lendemain-du-putsch-des-generaux-23-avril-1961.php>. Consulté le 18 août 2010.

<sup>73</sup> De Gaulle, *op.cit.*, 116.

<sup>74</sup> De Gaulle, *op.cit.*, 112-113.

<sup>75</sup> De Gaulle, *op.cit.*, 118.

<sup>76</sup> Oudinot, *op.cit.*, 329.

but que j'ai fixé au nom de la France »<sup>77</sup>, cela correspond mal à sa promesse donnée au chef de SAS Georges Oudinot – que nous allons présenter ci-dessous – trois ans auparavant, jour par jour, de ne pas abandonner ceux qui luttent pour l'Algérie française.<sup>78</sup> Finalement, s'il considère, en juin 1962, le mouvement de mai 1958 comme une « entreprise d'usurpation qui a placé la France au bord de la guerre civile », il ne faut pas oublier que c'est par ce mouvement même que le Général a été appelé à retourner à la tête du pays, et que de Gaulle – « l'homme du 18 juin » – s'était lui-même rebellé en 1940, sans que cela ne fasse de controverses aujourd'hui.

Or, de Gaulle lui-même n'admet aucune défaillance, ses mémoires ne font part d'aucun regret. Au contraire, il y résume ainsi le processus qui aboutit à l'indépendance de l'Algérie :

Cette œuvre capitale, le destin veut qu'il m'incombe de la diriger. Comme il est advenu au long de notre Histoire à ceux qui eurent, eux aussi, à imposer l'intérêt suprême, comme cela m'est arrivé à moi-même en d'autres temps, il me faut, pour y réussir, contraindre, parfois châtier, d'autres Français qui s'y opposent mais dont le premier mouvement a pu être de bonne foi.<sup>79</sup>

---

<sup>77</sup> De Gaulle, *op.cit.*, 130.

<sup>78</sup> Voir la note numéro 145.

<sup>79</sup> De Gaulle, *op.cit.*, 87.

## 5. L'OAS et Alain de la Tocnaye

Si ce mémoire a pour objectif de contester l'idée que l'OAS n'était qu'une bande d'utopistes fascistes et sadiques de l'extrême droite, et si nous avons émis l'hypothèse que la sollicitude pour les moghaznis et la peur de ce qui pourrait leur arriver après l'indépendance peuvent avoir poussé certains officiers SAS à rejoindre l'OAS, nous ne prétendons pas pour autant donner ici une description détaillée de l'OAS. La littérature sur le sujet est déjà abondante<sup>80</sup>, et il suffit de dire ici qu'il s'agit d'une organisation créée en février 1961 pour combattre l'indépendance de l'Algérie en regroupant en son sein entre autres les généraux putschistes Salan et Jouhaud, le colonel Godard et les activistes civils Jean-Jacques Susini et Jean-Claude Perez. L'OAS a eu recours à des méthodes extrêmement violentes, et elle est aujourd'hui largement considérée comme un mouvement terroriste. Guy Pervillé, par exemple, affirme qu'« [a]ux yeux du monde entier, depuis le 19 mars 1962, l'OAS était la seule organisation terroriste et le seul obstacle à la paix en Algérie. »<sup>81</sup>

Sans contester l'interprétation de l'OAS comme une organisation terroriste, il convient tout de même de nuancer et de regarder de plus près les mobiles derrière les actions de ses militants. C'est ce qu'a fait Vincent Quivy, qui a mené des enquêtes auprès de 19 d'entre eux. Il commence son livre en affirmant que « [s]i l'OAS a tué, détruit, terrorisé, si elle a accueilli en son sein d'authentiques fascistes et d'impitoyables fanatiques, elle ne peut se résumer à cet aspect-là et à ces hommes-là. »<sup>82</sup>

Or, non seulement les méthodes mais aussi les objectifs de ce mouvement étaient d'ordre extrême ; entre autres, il cherchait inlassablement à abattre le général de Gaulle, personnification, pour les défenseurs les plus ardents de l'Algérie française, de tout le malaise sociétal. Bien évidemment, de Gaulle lui-même n'était nullement inconscient de la menace que lui proférait ce mouvement :

Il n'y a pas là simplement une explosion spontanée de colères et de déceptions. Il s'agit d'une entreprise de grande envergure, visant à imposer, à force de crimes, une politique intitulée dérisoirement « l'Algérie française » et qui ne tend qu'à creuser entre les deux peuples un infranchissable fossé.<sup>83</sup>

L'OAS étant facilement analysée comme un mouvement pied-noir, cette assertion mérite pourtant d'être contestée. Nous allons voir, par exemple, que Georges Oudinot, qui éprouvait de fortes sympathies pour l'OAS, même s'il n'est pas arrivé à s'y joindre activement, condamne vivement certains actes de la communauté pied-noir. De même, au moment de la semaine des Barricades, Michel Alibert, futur militant de l'OAS, reste encore confiant dans l'aptitude du général de Gaulle à résoudre le problème algérien, n'acceptant nullement la rancœur des Pieds-noirs révoltés :

---

<sup>80</sup> Voir par exemple le récit événementiel détaillé de Georges Fleury, *Histoire secrète de l'O.A.S* (Paris : Grasset, 2002), ou Rémi Kauffer, *L'O.A.S. : histoire d'une organisation secrète* (Paris : Fayard, 1986).

<sup>81</sup> Pervillé, *op.cit.*, 211. Le 19 mars 1962 est la date de l'entrée en vigueur des accords d'Evian.

<sup>82</sup> Vincent Quivy, *op.cit.*, 14.

<sup>83</sup> De Gaulle, *op.cit.*, 127-128.

Qu'est-ce qu'ils ont ces brailards ? Qu'ils viennent faire la guerre ! L'Algérie française, elle se gagne sur le terrain. [...] Ma position était : Nous nous battons, nous essayons de faire revenir la paix, pourquoi est-ce que les Pieds-noirs ne nous font pas confiance ? C'était une position simpliste mais on était militaires, on faisait confiance à notre chef. En plus la politique de septembre 59 me paraissait bonne.<sup>84</sup>

Puisqu'Alain de Bougrenet de la Tocnaye, l'un des deux dirigeants, avec le colonel Bastien-Thiry, de l'attentat manqué contre de Gaulle au Petit Clamart le 22 août 1962, était un ancien chef de SAS<sup>85</sup>, il nous a semblé pertinent de poser la question de savoir si certains faits avaient contribué à pousser d'autres officiers SAS dans les rangs de l'OAS. Or, il s'est avéré que très peu d'autres ont suivi de la Tocnaye dans son choix dramatique. Outre de la Tocnaye et Jean Favarel, ni Grégor Mathias, ni l'auteur de ce mémoire, ni Favarel lui-même, n'ont connaissance d'un cas similaire.

Selon Grégor Mathias, Alain de la Tocnaye était en fait gaulliste jusqu'en 1958 et il aurait même fait élever une immense croix de Lorraine dans la cour de sa SAS.<sup>86</sup> Sans doute est-ce pour cela que le livre de De la Tocnaye – l'auteur étant parvenu à souhaiter la mort de son héros de jadis – ne fait aucune référence à son service aux AA. Il ne cache pourtant pas son euphorie devant les événements du 13 mai 1958 : « Mon cœur se met à tourner comme une dynamo et une joie immense m'envahit. »<sup>87</sup> Prenant la tête d'un Comité de salut public à la suite du 13 mai, de la Tocnaye n'en demeure pas plus favorable au concept de *l'intégration* réclamée par la foule algéroise, ne voyant pas les nécessaires points communs entre les deux communautés musulmane et européenne : « L'intégration ne devait-elle pas être fondée sur la même spiritualité, sur une langue commune, sur des conceptions sociales et morales identiques ? »<sup>88</sup> Cela donne lieu à croire que la vision qu'avait Alain de la Tocnaye de la future Algérie était celle d'un pays où les deux communautés coexisteraient, certes, mais où la prédominance des Européens serait maintenue. Si une telle vision semble utopiste et exagérément nostalgique, il faut souligner que son livre est parsemé d'allusions à une prétendue société de naguère, harmonieuse et équilibrée, facilement comparable à l'Ancien régime : « [J]e rêve souvent à la grandeur incomparable des libertés réelles et méritées au Moyen Age. »<sup>89</sup> L'on pourrait en effet en conclure qu'Alain de la Tocnaye appartient à toute une catégorie identifiée par Guy Pervillé d'officiers contre-révolutionnaires :

---

<sup>84</sup> Michel Alibert cité dans Quivy, *op.cit.*, 73.

<sup>85</sup> Celle d'Ouriacha en Kabylie.

<sup>86</sup> Correspondance privée.

<sup>87</sup> Alain de Bougrenet de la Tocnaye, *Comment je n'ai pas tué de Gaulle* (Paris : Edmond Nalis, 1969), 72.

<sup>88</sup> Tocnaye, *op.cit.*, 74-75.

<sup>89</sup> Tocnaye, *op.cit.*, 32. Alain de la Tocnaye était issu d'une famille d'aristocrates bretons ; dans son livre figure le certificat d'amnistie accordé à son ancêtre Jacques-Louis de Bougrenet de la Tocnaye pour fait d'émigration pendant la Révolution.

Une partie du corps des officiers, gagnée à l'idéologie contre-révolutionnaire du catholicisme intégriste, [voyait] dans la révolution algérienne le dernier avatar de la Révolution commencée en 1789, définie comme la révolte satanique de l'orgueil humain contre l'ordre naturel institué par Dieu.<sup>90</sup>

Quoi qu'il en soit, Alain de la Tocnaye exprime un avis fort défavorable du Français moyen de son époque – « Le Français, c'est le pète-sec, à la lèvre mince et au teint blafard, marbré de barbe, c'est le petit confortable, haut en couleurs et fort en gueule qui vous balance, en tapinois, une canette, alors que le train passe en gare à toute vitesse. »<sup>91</sup> – et de son théorique commandant en chef, le général de Gaulle : « On ne peut pas en vouloir à de Gaulle, car le cas « de Gaulle » est trop aberrant. On ne peut en vouloir à quelque chose d'« anormal » ; on ne peut que s'en écarter avec un recul hygiénique ou tenter de l'annihiler si l'envie vous en prend. »<sup>92</sup>

L'attentat du Petit Clamart ayant échoué, Alain de la Tocnaye fut arrêté à Paris quinze jours après. A l'instar de son compagnon, le colonel Bastien-Thiry, il fut condamné à mort le 4 mars 1963. Sa peine fut commuée en prison à perpétuité<sup>93</sup>, et il fut gracié et libéré en 1968.

---

<sup>90</sup> Pervillé, *op.cit.*, 131

<sup>91</sup> Tocnaye, *op.cit.*, 156.

<sup>92</sup> Tocnaye, *op.cit.*, 126.

<sup>93</sup> Le colonel Bastien-Thiry fut fusillé le 11 mars 1963.



## 6. Les études de cas

### 6.1. Georges Oudinot

« *Mon métier SAS, le principal, c'était de faire tous les métiers* ». <sup>94</sup>

Parmi les anciens des Affaires algériennes, une personne se distingue comme particulièrement facile à étudier de près. Il s'agit de l'ancien capitaine Georges Oudinot, commandant pendant cinq ans la SAS de Beni-Douala dans l'arrondissement de Tizi-Ouzou en Grande Kabylie. Ses mémoires, publiées en 2007, constituent le témoignage écrit le plus riche de tous ceux publiés par les anciens des SAS. A la suite de la publication de ce livre, France 3 a montré en 2008 un documentaire basé sur le témoignage du capitaine Oudinot, de sa femme et d'autres personnes qui ont pendant des périodes plus ou moins longues partagé l'expérience du capitaine. <sup>95</sup> Oudinot a également accepté d'être interviewé pour ce mémoire. <sup>96</sup> D'autre part, il existe aux archives d'outre-mer à Aix-en-Provence une grande collection de rapports périodiques de la SAS de Beni-Douala que nous avons pu consulter. Par conséquent, Georges Oudinot peut être considéré comme la source primaire la plus importante pour ce mémoire.

Brièvement décrit, Oudinot est un homme de la droite conservatrice, idéaliste, tenant en très haute estime les valeurs militaires, et dont l'honneur et l'intangibilité de la parole donnée sont les pierres angulaires de ses perspectives morales. Ayant combattu en Indochine et regrettant fortement l'abandon par la France de ces territoires, Oudinot retourne désillusionné en métropole en octobre 1955 pour retrouver un milieu de commerçants champenois dont il est lui-même issu mais où il se sent maintenant « à peu près aussi à l'aise [...] qu'un poisson sur le sable. » <sup>97</sup> Impatient de retourner à l'armée, il multiplie les démarches pour obtenir une affectation en Algérie, dans l'espoir de pouvoir ainsi soigner ses cicatrices d'Indochine. <sup>98</sup> Le service des Affaires algériennes lui paraît propice à l'entrée en contact direct avec la population algérienne.

#### 6.1.1. Cinq années de patience

En mai 1956, après trois mois de stage à Paris et une affectation initiale comme adjoint d'un autre officier SAS, Oudinot obtient finalement le commandement d'une SAS, celle de Beni-Douala. Outre l'importance qu'accorde Oudinot aux valeurs militaires – parmi lesquelles figurent au premier rang la loyauté, l'obéissance, et l'esprit de corps – il faut également souligner son caractère individualiste. Il est en effet très attiré par la perspective d'être le chef incontestable d'une petite SAS en plein djebel,

---

<sup>94</sup> Interview avec Georges Oudinot, Meudon (92), le 10 novembre 2009.

<sup>95</sup> *Le Destin d'un capitaine*, DVD, réalisé par Alain de Sedouy (Paris : Collection Images de guerre, 2008).

<sup>96</sup> Ibid.

<sup>97</sup> Oudinot, *op.cit.*, 13.

<sup>98</sup> Oudinot, *op.cit.*, 17-18.

et il confirme que la solitude, l'éloignement et le manque de coordination entre les SAS ne l'ont jamais vraiment gêné.<sup>99</sup>

Contrairement à ce qui semble avoir été la norme, Oudinot est resté plusieurs années dans la même SAS, ce qui lui a permis de gagner graduellement la confiance de la population kabyle et finalement le ralliement pur et simple de la quasi-totalité des 23 villages dépendant de la SAS de Beni-Douala, même si la terreur du FLN leur avait longtemps interdit tout rapprochement avec l'administration française.<sup>100</sup> Par ce fait, il est incontestable que Beni-Douala ait connu plus de succès que la grande majorité des SAS.

Mais le resserrement des liens avec les Kabyles n'est pas obtenu rapidement. Arrivé à Beni-Douala en mai 1956, Oudinot n'obtient aucun succès notable avant 1959. Dans son rapport mensuel de février 1957, il décrit une situation où les consignes du FLN sont pleinement respectées : « Tension maximum atteinte et maintenue. Aucun signe de détente. »<sup>101</sup> Encore à la fin de 1958, dans son rapport annuel sur le moral, le ton est pessimiste, les fraternisations intercommunautaires du 13 mai n'ayant eu aucun effet sur le bled :

Le prestige du KEPI BLEU, prestige qui aurait pu être acquis par 3 ans et demi de travail, ce prestige n'existe pas. [...] Personnellement, si je reste, c'est que je suis venu volontairement et que, pris au jeu, je voudrais pouvoir vivre le problème auquel je me suis attaqué, jusqu'à ce que la solution soit en place.<sup>102</sup>

La patience du capitaine a finalement été couronnée de succès en juin 1959 lorsque les hommes du village de Tizi-Hibel sont venus annoncer leur décision de rallier la France, rapidement suivis par trois autres villages.<sup>103</sup> Progressivement, de plus en plus de villages se sont ralliés jusqu'à ce que – au moment où Oudinot fut contraint de quitter Beni-Douala en avril 1961 – trois villages seulement demeuraient hostiles ou attentistes envers la SAS. Pour Oudinot, le succès de sa mission se résume ainsi : « On a tout simplement enlevé la peur, et on a installé la paix française. On leur a donné de quoi se défendre, on les a aidés et on a mis l'administration en route. Toute la modernisation qu'il fallait apporter. »<sup>104</sup> Fin 1959, le chef de Beni-Douala est donc content :

[1959] fut, à Beni-Douala, l'année du virage, du renversement de la situation. La terreur et l'insécurité généralisée instaurées par le FLN dès 1955 ont fait place à la paix, une paix certes encore partielle, mais les

---

<sup>99</sup> Oudinot, Meudon, le 10 novembre 2009.

<sup>100</sup> Le FLN s'engageait souvent dans des actes violents de répression contre des musulmans soupçonnés d'entretenir des relations amicales avec l'administration française.

<sup>101</sup> *Rapport mensuel de février 1957*. SAS de Beni-Douala. ANOM, 5 SAS 208.

<sup>102</sup> *Rapport annuel sur le moral de 1958*. SAS de Beni-Douala. ANOM, 5 SAS 208.

<sup>103</sup> Oudinot, *op.cit.*, 237-244.

<sup>104</sup> Oudinot, Meudon, le 10 novembre 2009.

rebelles ne font plus la loi sur le territoire, plus de la moitié de la population ayant basculé de notre côté et le reste étant en bonne voie.<sup>105</sup>

1959 et 1960 étant les années du progrès – les ralliements s’enchaînent, les écoles, les routes et les puits s’achèvent assidûment – 1961 fut manifestement celle de la débâcle à Beni-Douala. Au début de l’année, Oudinot est toujours optimiste mais inquiet aussi de ce qui lui semble être de la faiblesse de la part du gouvernement dans la lutte contre le FLN : « Tout le monde est pour la paix, c’est certain, mais dans l’esprit des Kabyles honnêtes, conscients et décidés, cette paix ne peut être que le résultat d’une capitulation du F.L.N. devant le Gouvernement Français. »<sup>106</sup>

Or, déjà au deuxième trimestre de la même année, le ton a radicalement changé. Oudinot ayant été arrêté à cause, nous allons le voir, de son implication dans le putsch d’avril, ce n’est plus lui qui rédige le rapport, mais son remplaçant, le chef d’escadron Fernando. Lui-même pied-noir, Fernando condamne en termes vifs les négociations ouvertes à Evian entre le gouvernement français et le GPRA : « Permettre à des criminels, et des condamnés de droit commun de venir discuter à une même table avec une Délégation représentant la France, est absolument inconcevable. »<sup>107</sup> Au troisième trimestre, la confiance laborieusement acquise de la population kabyle au cours des années n’existe pratiquement plus. En témoigne un notable du village d’Ighil-Mimoun qui vient déclarer au chef de la SAS : « Le général de Gaulle a parlé de l’indépendance, donc, le F.L.N. est vainqueur, nous n’avons plus à suivre la France. »<sup>108</sup>

### 6.1.2. Un homme content et confiant

Bien que la fin fût des plus amères, Oudinot semble jusqu’à la fin de 1960 être relativement content de sa situation à Beni-Douala, ce qui n’est pas du tout le cas de plusieurs autres officiers SAS. Avant son départ pour l’Algérie, Oudinot avait suivi un stage de trois mois satisfaisant pleinement ses besoins de connaissance de la culture kabyle et de la spécificité de sa mission. Arrivé sur place et abordant son travail, il décrit des budgets qui ne permettaient certes pas de réaliser tous les projets qu’il aurait voulu mais qui couvraient le nécessaire : « Il ne me manquait rien. On avait tout ce qu’il fallait pour travailler, on m’a donné les moyens que je demandais. »<sup>109</sup> L’absence de contacts avec d’autres SAS et surtout la solitude de l’officier isolé dans le bled – aspects fréquemment évoqués comme durs à supporter par d’autres officiers SAS – ne semblent pas gêner Oudinot.<sup>110</sup>

---

<sup>105</sup> Oudinot, *op.cit.*, 299.

<sup>106</sup> *Rapport trimestriel du 1<sup>er</sup> trimestre 1961*. SAS de Beni-Douala. ANOM, 5 SAS 208.

<sup>107</sup> *Rapport du 2<sup>ème</sup> trimestre 1961*. SAS de Beni-Douala. ANOM, 5 SAS 208.

<sup>108</sup> *Rapport du 3<sup>ème</sup> trimestre 1961*. SAS de Beni-Douala. ANOM, 5 SAS 208.

<sup>109</sup> Oudinot, Meudon, le 10 novembre 2009.

<sup>110</sup> Ibid.

Toutefois, le temps semble avoir réussi à euphoriser les souvenirs du capitaine Oudinot. Certes, dans son livre et pendant l'interview il a donné l'impression d'avoir été content de sa situation. Par contre, les rapports périodiques qu'il a rédigés lui-même pendant son séjour à Beni-Douala, conservés aux ANOM, donnent une image plus nuancée. Les plaintes concernant le manque ou le mauvais fonctionnement de l'équipement – fût-ce fusils, véhicules ou bois de charpente – sont récurrentes. Pour n'en prendre qu'un exemple, en décembre 1958 on peut lire :

Il est bien évident que, pour que nous assistions à une évolution favorable de la situation, il faudrait que les moyens mis en place soient, comme on l'a répété si souvent, plus puissants, les troupes plus nombreuses et l'implantation des postes modifiée. Ce sont des sentiers battus et y revenir plus longuement ne sert à rien.<sup>111</sup>

Il n'en reste pas moins que le capitaine Oudinot, à travers toutes les sources disponibles, donne l'impression d'être avant tout optimiste, plein d'assurance et convaincu de la réussite imminente de sa mission. Ainsi, à la fin de 1958, à un moment où aucun des villages de Beni-Douala ne s'est encore rallié à la France, l'esprit rénovateur du 13 mai n'ayant jamais touché le bled kabyle, Oudinot garde l'espoir : « Ma conviction profonde, confortée par les succès des dernières semaines et par mes multiples contacts par ailleurs, est que la situation va basculer en notre faveur à Beni-Douala. »<sup>112</sup>

Deux ans plus tard, en novembre 1960, la situation est inversée : À l'extérieur, le général de Gaulle vient d'ouvrir la voie à une « Algérie algérienne », enfonçant ainsi encore un clou dans le cercueil de l'Algérie française. Puisque Beni-Douala a en même temps obtenu les ralliements successifs déjà évoqués, Oudinot résume la situation ainsi : « Alors que l'avant tient, c'est l'arrière qui flanche ! »<sup>113</sup>

Son optimisme et sa conviction de la réussite imminente sont évidemment à la base de l'endurance dont fait preuve le capitaine Oudinot, et c'est par cette endurance même que naissent une grande partie des succès obtenus sur le terrain, parmi lesquels les nombreux ralliements de villages figurent naturellement au premier rang. Mais il est important de noter en même temps les effets moins heureux que cause son obstination. D'abord, par sa certitude de réussir lui-même naît aussi une conviction inébranlable de l'erreur de ceux qui tenteraient de s'opposer à ses méthodes. Souvent – voire constamment vers la fin de la guerre – Oudinot désobéit ouvertement à des personnes de l'administration civile qui sont formellement ses supérieurs, notamment le préfet et le sous-préfet de Tizi-Ouzou.<sup>114</sup>

---

<sup>111</sup> *Rapport mensuel de décembre 1958*. SAS de Beni-Douala. ANOM, 5 SAS 208.

<sup>112</sup> Oudinot, *op.cit.*, 220.

<sup>113</sup> Oudinot, *op.cit.*, 435.

<sup>114</sup> Oudinot, Meudon, le 10 novembre 2009.

Or, la conséquence principale de l'obstination d'Oudinot est sans doute la quasi-impossibilité pour tout officier de lui succéder. Soigneusement établies et développées pendant cinq ans, ses relations étroites avec les hommes et les femmes des villages ainsi que sa manière même d'organiser le travail de la SAS de Beni-Douala étaient presque entièrement les fruits des efforts du capitaine Oudinot, et très difficilement transférables à un successeur. Oudinot mis aux arrêts de rigueur à Tizi-Ouzou après le putsch et libéré d'office de ses fonctions aux AA, son successeur, le chef d'escadron Fernando, trouve en effet impossible de continuer à faire un travail utile à Beni-Douala. Dans son rapport du troisième trimestre 1961, Fernando écrit : « A l'exception de deux ou trois villages qui y croient, ou qui font semblant d'y croire encore, la situation se désagrège de jour en jour. Qu'est devenu ce Capital : "Une France, de Dunkerque à Tamanrasset" ? »<sup>115</sup> Encore aujourd'hui, quarante-huit ans après avoir quitté Beni-Douala, Oudinot lui-même admet n'avoir jamais songé à préparer une éventuelle succession : « Je m'accrochais. [...] On ne chausse pas les bottes de quelqu'un facilement, si on n'a pas la même pointure des pieds. »<sup>116</sup>

### 6.1.3. Le putsch et l'OAS

Quand il a commencé à entendre des rumeurs d'une action militaire destinée à prendre le pouvoir à Alger pour ainsi redresser la position de l'Algérie française, Oudinot fut immédiatement enthousiasmé. En effet, son dilemme principal face au putsch ne fut pas l'hésitation de s'y joindre ou non, mais plutôt son éloignement des centres où le putsch se déroulerait et donc les difficultés d'y contribuer et de s'en tenir au courant.

Le processus menant Oudinot à prendre sa place dans les rangs des putschistes débute à la mi-janvier 1961, peu de temps, donc, après le référendum approuvant le principe de l'autodétermination en Algérie. Oudinot et sa femme étaient alors en permission à Palma de Majorque, et il en a profité pour prendre contact avec l'entourage de Raoul Salan à Madrid<sup>117</sup>, par le biais de son ami Jacques Achard – qui allait lui-même s'engager dans l'OAS. Mis au courant du mouvement clandestin en préparation, le capitaine Oudinot fut excité mais réaliste. Quand le général Salan lui a demandé son avis sur la position que prendraient éventuellement les unités militaires d'Algérie, Oudinot répondit ainsi : « Il y a un Rubicon que seule une minorité motivée par plusieurs années de présence en Algérie [...] serait a priori capable de franchir. »<sup>118</sup> Quant aux SAS, Oudinot

---

<sup>115</sup> *Rapport du 3<sup>ème</sup> trimestre 1961*. SAS de Beni-Douala. ANOM, 5 SAS 208. Dunkerque étant la ville la plus septentrionale de la France métropolitaine et Tamanrasset la plus méridionale de l'Algérie, ce slogan était fréquemment employé par les militants de l'Algérie française pour souligner l'unité inébranlable des deux pays.

<sup>116</sup> Oudinot, Meudon, le 10 novembre 2009.

<sup>117</sup> Interdit de séjour en Algérie, Salan s'est exilé en Espagne dès octobre 1960. Il y a multiplié les contacts avec des activistes d'extrême droite issus du mouvement des Barricades, avec lesquels il a créé l'OAS. Voir Droz et Lever, *op.cit.*, 284-285.

<sup>118</sup> Oudinot, *op.cit.*, 496.

estima que leur sympathie serait dans le camp du putsch, mais que les officiers SAS seraient trop peu nombreux pour qu'ils puissent donner un appui décisif.

De retour à Beni-Douala, deux mois se sont écoulés sans qu'Oudinot n'eût de nouvelles. Fin mars, il est finalement contacté par le capitaine Hustaix – chef de SAS et camarade parachutiste – qui lui demande s'il serait prêt à « participer à un clash militaire solide destiné à reprendre en main la situation en Algérie ».<sup>119</sup> Euphorique, Oudinot n'hésite pas une seconde à donner son « oui » :

Ce que je viens d'apprendre me change la vie. Je suis brusquement soulagé du poids que je traînais sur l'estomac. J'étais en plongée, je fais surface ! Tout est clair : l'Algérie restera française, personne ne sera trahi, et personne non plus ne me flanquera à la porte de Beni-Douala, c'est nous qui allons les foutre dehors !<sup>120</sup>

Le putsch étant concentré sur les grandes villes alors qu'Oudinot était éloigné dans son bled, son rôle dans le mouvement serait d'une moindre importance. Il fut chargé de trouver un colonel loyal à la cause pour remplacer le général commandant de la zone. Or, Oudinot lui-même a été démasqué la veille du putsch par le service des renseignements et mis aux arrêts de rigueur à Tizi-Ouzou, où il n'a appris qu'au matin du 21 avril les nouvelles d'Alger où les quatre généraux avaient pris le pouvoir.<sup>121</sup> Il fut aussitôt relâché et rentra à Beni-Douala où la vie de tous les jours resta inchangée. Suivent alors quelques journées où l'atmosphère se dégrade peu à peu jusqu'à ce que le putsch ait été complètement étouffé le 25 avril. Il est désormais évident qu'Oudinot sera relevé de ses fonctions à Beni-Douala. Il a obtenu 48 heures de liberté pour faire les dernières préparations aux bureaux de la SAS, mais le 28 avril au matin une cérémonie d'adieu a eu lieu dans la cour du bordj<sup>122</sup>, et l'ère du capitaine Oudinot chef de la SAS de Beni-Douala prit ainsi fin, non sans émotions : « Ce matin-là, j'avais fait hisser mon drapeau du Tonkin, celui qui avait flotté sur le dernier cantonnement de mes commandos en Indochine et que j'avais hissé, devant la SAS, lorsque j'en avais pris le commandement, voilà cinq ans presque jour pour jour... »<sup>123</sup>

Après quelques mois d'incarcération à Tizi-Ouzou et en métropole, Oudinot fut acquitté pendant son procès. Aujourd'hui encore, il ne se pose pas de questions sur la nécessité de défendre l'Algérie française par des moyens illégaux : « Depuis le référendum du début de l'année soixante-et-un on a vu que c'était quand même fichu. On était mal parti. Et comment rattraper ça, sinon en changeant le

---

<sup>119</sup> Oudinot, *op.cit.*, 542.

<sup>120</sup> Oudinot, *op.cit.*, 546.

<sup>121</sup> Oudinot, *op.cit.*, 567-570.

<sup>122</sup> Mot arabe signifiant « fortin ». Bâtiment en forme d'une tour servant à protéger les locaux de la SAS.

<sup>123</sup> Oudinot, *op.cit.*, 604.

pouvoir ? Il n'y a pas d'autre solution. Elle était peut-être folle, elle était peut-être impensable, mais pour nous, non. »<sup>124</sup>

Même si le capitaine Oudinot a joué un rôle dans le putsch des généraux, il n'a jamais participé activement à l'OAS. Or, ceci n'est point dû à un manque de volonté de sa part, mais plutôt à l'impossibilité de s'y joindre. Pendant les premiers mois de l'existence de l'OAS – avant le putsch des généraux – Oudinot fut isolé à Beni-Douala. Après le putsch il était d'abord en métropole – incarcéré d'abord, puis étroitement surveillé – ensuite il fut muté à Madagascar, loin de tout événement pouvant concerner l'Algérie. Mais il ne cache pas son désir de se rendre utile à l'OAS, en dépit de la dégradation continuelle de sa situation : « Si j'avais réellement eu l'occasion de faire un travail utile, j'aurais foncé sans hésitation. Mais je voyais bien que ça bricolait, comme on disait. Ce n'était pas très étoffé. C'était squelettique. »<sup>125</sup>

#### **6.1.4. Armée et nation**

Sans hésitation on peut qualifier Oudinot d'un homme pour qui l'armée, les valeurs militaires et la camaraderie entre soldats sont des repères essentiels dans la vie. Contrairement à Claude Hary et à plusieurs autres jeunes idéalistes ayant servi dans les SAS, Oudinot n'a jamais été scout et, bien que foncièrement catholique, il confirme que sa foi n'a pas joué de rôle non plus quand il s'est décidé à chercher une affectation au service des Affaires algériennes. Ayant combattu en Algérie pendant la Seconde Guerre mondiale et au Tonkin pendant la guerre d'Indochine, et profondément marqué par les défaites qu'a subies la France pendant ces deux guerres, sa motivation réside plutôt dans le désir de se rendre utile sur un territoire où se trouvaient, selon lui, les meilleures chances de restaurer l'honneur perdu de l'armée.<sup>126</sup>

Bien qu'il constate lui-même que la mission des SAS était tripartite – militaire, politique et administrative – le chef de la SAS de Beni-Douala n'hésite pas à avoir recours à des méthodes militaires pour résoudre des tâches essentiellement civiles. Par exemple, lors du référendum sur le projet constitutionnel à la suite du 13 mai 1958, quand la population, sous les menaces du FLN, hésite à aller voter, Oudinot emploie son maghzen à les emmener au bureau de vote, manu militari.<sup>127</sup>

---

<sup>124</sup> Oudinot, Meudon, le 10 novembre 2009.

<sup>125</sup> Ibid.

<sup>126</sup> Ibid.

<sup>127</sup> *Rapport synthèse sur la situation générale dans la S.A.S. de Beni-Douala*, 5 octobre 1958. ANOM, 5 SAS 208.

En octobre 1960, une réorganisation des dispositifs militaires fait de la SAS de Beni-Douala un « quartier-SAS »<sup>128</sup> ce qui veut effectivement dire que les pouvoirs civil et militaire sont réunis sous le commandement d'Oudinot. Sans surprise on peut constater que cette solution convient parfaitement au capitaine lui-même : « Quarante ans plus tard, je ne m'explique toujours pas pourquoi une solution aussi simple n'a pas été mise en place plus tôt et plus fréquemment. »<sup>129</sup>

Son goût pour les méthodes militaires est en effet à la base de certaines opinions qui sont aujourd'hui entourées de controverses. En évoquant dans son livre les événements d'Alger du début 1957 connus sous le nom de « la bataille d'Alger », où la 10<sup>ème</sup> division parachutiste du général Massu a employé des méthodes exceptionnellement brutales pour briser les réseaux souterrains du FLN, Oudinot écrit que les parachutistes « font le ménage à Alger » et salue avec enthousiasme « la déculottée définitive infligée aux fellas sur Alger, signée par la 10<sup>e</sup> division parachutiste (DP) du général Massu ».<sup>130</sup> Préférant à l'époque l'île de Majorque pour passer ses vacances, Oudinot est également impressionné par le dictateur militaire Franco « dont tout le monde avait approuvé la façon de panser les plaies en imposant la réconciliation ».<sup>131</sup> Il est en effet rare de trouver en 2009 pareille apologie de l'Espagne franquiste. Finalement, depuis leur première rencontre au Tonkin en 1954, Oudinot conserve toujours des liens amicaux avec son camarade parachutiste et leader de l'extrême droite française, Jean-Marie Le Pen.<sup>132</sup>

Si son amour de l'armée le laisse convaincu de la nécessité d'une réussite en Algérie pour restaurer l'honneur de celle-ci, encore un idéal contribue à renforcer l'adhérence du capitaine Oudinot à la cause de l'Algérie française : celui de la nation intégrale. C'est pourquoi l'idée selon laquelle l'Algérie serait une nation à part, détachée de la France, lui est impensable et il est chagriné de voir les déchirements entre les communautés qu'entraînent les violences : « Ahmed ou Ali, qui hier trinquaient depuis des années avec Pierre ou Alfred, après être allés à l'école ensemble et avoir joué dans la même équipe de foot, s'évitent tout à coup ou se saluent furtivement et demain changeront de trottoir pour ne pas avoir à se rencontrer. »<sup>133</sup> Si le conflit algérien est facilement interprété comme un conflit entre peuples, voire entre races, les différences de langue ou d'ethnicité n'ont

---

<sup>128</sup> *Quartier* signifie ici la zone d'opération d'un bataillon. De même, *sous-quartier* signifie celle d'une compagnie.

<sup>129</sup> Oudinot, *op.cit.*, 398.

<sup>130</sup> Oudinot, *op.cit.*, 148, 181.

<sup>131</sup> Oudinot, *op.cit.*, 391.

<sup>132</sup> Oudinot, *op.cit.*, 679.

<sup>133</sup> Oudinot, *op.cit.*, 86.



aucune importance dans la pensée d'Oudinot : « Pour moi, il n'y avait pas de Pieds-noirs... Pieds-noirs et Kabyles, c'étaient des Français, et on faisait partie de la France. »<sup>134</sup>

Selon Oudinot, les trois principaux obstacles à la réussite de l'intégration de toutes les communautés au sein d'une même nation étaient les hommes politiques, les médias français et, évidemment influencée par ces derniers, l'opinion métropolitaine. Son mépris pour les hommes politiques se laisse deviner dès les premières pages de son livre : « J'ai toujours apprécié l'expression « éventail des partis », l'éventail servant à faire du vent, on ne pouvait pas trouver mieux. »<sup>135</sup> Dans son rapport du 4<sup>ème</sup> trimestre 1959, il parle avec frustration d'une France métropolitaine « actuellement amorphe, invertébrée, prête à accepter n'importe quelle solution pourvu que celle-ci soit facile. »<sup>136</sup> Il faut se rappeler que ces propos tombent peu de temps après le 16 septembre 1959 et la présentation par le général de Gaulle des trois solutions envisagées pour résoudre le problème algérien, parmi lesquelles figurait pour la première fois la sécession.

#### 6.1.5. Obéissance conditionnelle

Bien qu'adhérant pleinement aux idéaux militaires, Georges Oudinot fait preuve d'un extraordinaire individualisme, souvent aux limites de ce qui serait acceptable au sein d'une hiérarchie militaire. Dès son arrivée, il a eu des relations difficiles avec le haut commandement qu'il percevait comme distancé et sans compréhension des réalités du terrain. Au début de 1957, il décrit ces relations ainsi : « Je savais que je boxais avec un édredon. »<sup>137</sup> En effet, sa volonté de vaincre, sa confiance en lui et parallèlement sa conviction de l'erreur de ceux qui ne seraient pas d'accord avec lui se combinent pour entraîner parfois des actes de pure désobéissance.

Un bon exemple date de 1960, quand deux villages de Beni-Douala furent sur le pas de se rallier. Puisque les villages savaient qu'ils risquaient des représailles du FLN, ils avaient posé la condition que des groupes d'autodéfense soient formés et armés. Or, l'administration militaire tergiversait, craignant la désertion des villageois une fois les armes acquises. Oudinot, connaissant mieux les hommes et convaincu de leur sincérité, employa alors son *maghzen* à occuper les deux villages contre les ordres de la hiérarchie militaire et procura des armes à leurs groupes d'autodéfense. Ainsi fait, il fut immédiatement convoqué chez le colonel commandant du secteur qui lui donna l'ordre explicite de faire évacuer les deux villages et de relocaliser les habitants dans des tentes ailleurs. Choqué, le capitaine Oudinot lui répondit alors : « Mon Colonel, je préférerais me tirer une balle dans

---

<sup>134</sup> Oudinot, Meudon, le 10 novembre 2009.

<sup>135</sup> Oudinot, *op.cit.*, 14.

<sup>136</sup> *Rapport du 4<sup>ème</sup> trimestre 1959*. SAS de Beni-Douala. ANOM, 5 SAS 208.

<sup>137</sup> Oudinot, *op.cit.*, 154.

la tête, ici, dans votre bureau, plutôt que d'exécuter cet ordre ! »<sup>138</sup> L'épisode a entraîné des poursuites à haut niveau puisque le général Massu est venu enquêter personnellement. Sympathisant avec la cause de l'Algérie française, Massu n'en a pas moins précisé à Oudinot en des termes très clairs qu'en dépit de ses bonnes intentions, la forme de ses actions était inacceptable.<sup>139</sup>

Néanmoins, Oudinot n'a jamais hésité à prendre ouvertement position dans les questions politiques et à travailler dans le sens de sa solution préférée. Lorsque le général de Gaulle a présenté en 1959 ses trois solutions envisagées pour résoudre le problème algérien – sécession, association ou assimilation – Oudinot fut inébranlable : « Il y a trois solutions prévues, et nous, on travaille pour une seule. On continue comme on l'a fait avant, c'est-à-dire pour la francisation. On travaillait avant pour ça, et on a continué. Mais évidemment, ce n'était pas dans le sens du vent à cette époque-là. »<sup>140</sup>

Plus tard, en janvier 1961, les SAS furent chargées sur l'ordre direct du général Crépin, alors commandant en chef en Algérie, de faire campagne auprès des populations pour une réponse positive au référendum sur l'autodétermination en Algérie. Oudinot admet dans son livre avoir lu les instructions du haut commandement, puis les avoir rangées immédiatement dans son tiroir sans en faire mention à personne, transmettant plutôt une note à ses chefs de poste où il les encouragea vivement à voter non : « Oui, c'est pousser l'Algérie hors de la nation française [...]. C'est trahir la population de ces montagnes et la livrer pieds et poings liés à ses bourreaux d'hier. »<sup>141</sup>

S'il ne semble pas normal qu'un militaire s'engage avec un tel dévouement dans une lutte politique, il est néanmoins important de noter qu'il en va de même pour le commandement supérieur. Il est également important de noter qu'Oudinot n'agit pas sur des pulsions propres à lui. D'importantes personnalités comme le juge d'instruction de Tizi-Ouzou et le sous-préfet de Fort-National sympathisaient tous les deux avec les intentions ainsi qu'avec les méthodes d'Oudinot, exerçant à plusieurs reprises leur influence pour sortir Oudinot des ennuis qu'il avait de temps en temps avec des administrateurs civils ou militaires.<sup>142</sup>

#### **6.1.6. Oudinot et de Gaulle**

Les sentiments d'Oudinot envers le chef de l'État sont évidemment fonction de la politique algérienne du dernier. Pendant l'interview que nous avons réalisée, Oudinot a affirmé avoir ressenti un certain scepticisme envers de Gaulle déjà en 1943 quand de Gaulle est venu s'installer à Alger, ce

---

<sup>138</sup> Oudinot, *op.cit.*, 269.

<sup>139</sup> Oudinot, *op.cit.*, 274.

<sup>140</sup> Oudinot, Meudon, le 10 novembre 2009.

<sup>141</sup> Oudinot, *op.cit.*, 483.

<sup>142</sup> Oudinot, Meudon, le 10 novembre 2009.

qui provoqua des frictions entre lui et le général Giraud, nommé commandant en chef civil et militaire de l'Algérie par les Alliés. Or, comme la quasi-totalité des officiers SAS, tout comme le reste de l'armée, Oudinot fut heureux de voir un général prendre les rênes de la nation après le 13 mai 1958 : « Quand de Gaulle est venu en cinquante-huit, tout le monde était d'accord, moi j'étais d'accord, parce qu'on considérait que dans le fond, parmi le monde politique qui nous gouvernait, le seul type qui avait le poil pour nous en sortir, [c'était] de Gaulle. »<sup>143</sup>

La confiance d'Oudinot en son commandant en chef sera de nouveau confirmée et renforcée lors d'un dîner qu'a donné de Gaulle à Alger pour une douzaine de capitaines en octobre 1958. Pendant une discussion délicate sur la nouvelle politique algérienne, Oudinot osa finalement traduire ses hésitations en une question directe : « Mon Général, si pour une raison ou pour une autre, vous étiez amené à prendre un jour la décision d'abandonner l'Algérie, qu'adviendrait-il de nos populations et de nous qui nous sommes engagés sans retour ? »<sup>144</sup> Après un long silence, de Gaulle lui répondit :

- Oudinot, je crois ?
- Oui, Mon Général.
- Eh bien, Oudinot, dites-moi, avez-vous déjà vu De Gaulle abandonner quelqu'un ou quelque chose ?<sup>145</sup>

Pour Oudinot, de tels propos sortant directement de la bouche du chef de l'État mettent effectivement fin à toutes ses incertitudes sur l'avenir : « Sa réponse est reçue comme une promesse, une profession de foi, comme la parole sacrée d'un chef à ses soldats. [...] Nous étions ravis, nous nous sommes quittés plus gonflés que jamais. »<sup>146</sup>

Suit alors une année de progrès et d'optimisme pour le capitaine Oudinot, une année notamment marquée par les premiers ralliements de villages en juin 1959. Cependant, le 30 août 1959, Oudinot et de Gaulle se croisent de nouveau, et cette fois-ci le ton est moins chaleureux. Le discours de De Gaulle du 16 septembre 1959 est connu comme la première fois où le général a évoqué la possibilité d'une future autodétermination algérienne. Or, dans son discours lors d'une visite à Tizi-Hibel le 30 août, de Gaulle a déjà présenté les trois options qu'il envisageait. Oudinot en fut foudroyé : « A cet instant, j'ai l'impression de faire un cauchemar... Tout tourne dans ma tête. Comment a-t-il osé dire à des gens qui viennent de choisir la France les armes à la main, au péril de leur vie, que ce choix ne vaut rien ? »<sup>147</sup>

---

<sup>143</sup> Ibid.

<sup>144</sup> Oudinot, *op.cit.*, 205.

<sup>145</sup> Oudinot, *op.cit.*, 205.

<sup>146</sup> Oudinot, *op.cit.*, 206, 207.

<sup>147</sup> Oudinot, *op.cit.*, 258.

Refusant obstinément de se laisser assombrir par le pessimisme, et encouragé par une série de ralliements de villages à Beni-Douala, Oudinot gardait néanmoins confiance en l'éventuelle réussite de sa mission. Ce ne fut qu'au début de 1961, nous l'avons vu, qu'il commença définitivement à perdre espoir et à faire ses premiers pas en direction d'un milieu d'officiers dont allait naître l'OAS et le mouvement putschiste. Aujourd'hui encore, presque cinquante ans après, il ne cache pas sa rancœur contre le général de Gaulle. Lors de notre interview, quand l'attentat manqué contre de Gaulle au Petit-Clamart en août 1962 a été mentionné, Oudinot a déclaré avec émotion : « On aurait bien aimé que ça réussisse, ça ! Ah oui. »<sup>148</sup>

#### 6.1.7. Respect des Kabyles

S'il existe un stéréotype plus ou moins justifié d'une certaine attitude condescendante dans l'armée française envers les habitants indigènes de l'Algérie, Georges Oudinot a été d'une autre conviction. Nulle part on ne peut découvrir de telles attitudes chez lui, ni dans les archives – donc dans ses témoignages de l'époque – ni plusieurs décennies plus tard, que ce soit dans notre interview, dans son livre ou dans le film d'Alain de Sedouy. Au contraire, Oudinot conserve une grande estime et une grande admiration pour la culture des Kabyles, leurs mœurs et leur histoire, ainsi que pour des individus dont il a gagné l'amitié au cours des années passées à Beni-Douala. Lui-même un homme de droite avec un fort attachement à sa famille et à sa nation, Oudinot semble surtout admirer les valeurs familiales et la loyauté des Kabyles : « Les valeurs familiales qui font la force de ce peuple laborieux sont en effet exemplaires et doivent être préservées. »<sup>149</sup> Conscient de la nécessité de mieux les former à prendre leur place dans la nation française, l'éducation des enfants et des adolescents kabyles occupe une grande partie de son temps.

En ce qui concerne la question de la place des Kabyles dans la nation française, Oudinot n'a aucun doute : ils y appartenaient pleinement. Cette conviction est surtout liée à son expérience d'avoir combattu dans deux guerres côte à côte de soldats algériens, expérience tellement déterminante qu'Oudinot l'évoque pendant son procès à la suite du putsch de 1961, pour expliquer son attachement à la défense de l'Algérie française :

[J]'étais conscient pour en avoir été témoin, du rôle capital joué par les Arabes et les Kabyles d'Algérie au service de la Patrie lors de la dernière guerre et jusqu'en Indochine ; ma conviction profonde était que ceux qui avaient été jugés bons pour mourir sous nos drapeaux avaient de plein droit leur place dans la nation.<sup>150</sup>

Dans le même procès, une lettre d'un habitant de Beni-Douala a témoigné de l'importance du respect d'Oudinot : « Grâce à sa connaissance profonde de la mentalité des Indigènes, grâce à son

---

<sup>148</sup> Oudinot, Meudon, le 10 novembre 2009.

<sup>149</sup> Oudinot, *op.cit.*, 517.

<sup>150</sup> Oudinot, *op.cit.*, 651.

esprit droit et ferme, son tact, son doigté, il a su conquérir les cœurs de la population (plus de vingt mille habitants) et à la rallier à la Mère Patrie, la France. [...] Il a fait en notre région, en cinq ans, ce qui n'avait pu être accompli depuis 1830. »<sup>151</sup>

Le sort non seulement des habitants de Beni-Douala mais aussi de ses moghaznis – majoritairement des Arabes ressortissant d'autres régions d'Algérie – fut parmi les premières inquiétudes d'Oudinot après son départ. En se rendant compte que le glas de l'Algérie française commençait réellement à sonner, le capitaine ne sait pas comment s'expliquer devant le maghzen : « En somme, je vais devoir leur mentir, les tromper sciemment... leur dire que tout continue alors que je suis maintenant persuadé qu'ils sont trahis... Qu'on est tous trahis, eux, vous et moi ! »<sup>152</sup> Après l'indépendance, il apprend peu à peu le destin tragique des habitants de Beni-Douala : « Les uns ont été assassinés, les autres emprisonnés, astreints aux travaux forcés puis relégués et finalement condamnés à crever de chagrin... pour avoir cru une dernière fois à la parole de la France... »<sup>153</sup>

Pour la communauté pied-noir, par contre, Oudinot ne garde pas de sentiments particulièrement chaleureux. Au contraire, il lui réserve dès les premières pages de son livre un jugement plutôt sévère :

Cinquante ans après le drame, je reste persuadé que c'est le refus par cette minorité de voir s'instaurer, pendant qu'il en était encore temps, une nécessaire évolution dans leurs rapports avec les indigènes et un partage raisonnable et progressif avec eux des responsabilités régionales et locales, qui a favorisé l'éclosion de la rébellion.<sup>154</sup>

Demandé pendant l'interview de décrire ses relations avec les Pieds-noirs pendant son séjour en Algérie, il a répondu ainsi : « [I]ls étaient braillards. Dans la foule, ils crient, ils sont toujours en train de crier, de gueuler si vous voulez. [...] Ils racontaient n'importe quoi. »<sup>155</sup> Certes, après le 13 mai 1958, les Pieds-noirs ont en grande partie accepté, ou feint d'accepter, la nécessité d'un changement sociétal profond en Algérie. Mais cela ne les décharge pas pour autant de leur responsabilité selon Oudinot : « Le fait que, sous la pression des événements, les Pieds-noirs aient été amenés beaucoup plus tard à changer leur fusil d'épaule [...], n'atténue en rien la responsabilité historique d'une partie d'entre eux. »<sup>156</sup>

---

<sup>151</sup> Oudinot, *op.cit.*, 658.

<sup>152</sup> Oudinot, *op.cit.*, 540.

<sup>153</sup> Oudinot, *op.cit.*, 607.

<sup>154</sup> Oudinot, *op.cit.*, 25.

<sup>155</sup> Oudinot, Meudon, le 10 novembre 2009.

<sup>156</sup> Oudinot, *op.cit.*, 36.

Au début de 1960, Oudinot exprime dans un rapport trimestriel sa crainte que la semaine des Barricades n'ait de répercussions sur le moral des Kabyles.<sup>157</sup> Mais au contraire, à son soulagement et à sa grande émotion, les dix villages de Beni-Douala, alors ralliés, ont ensemble transmis une motion à la SAS et au commandant du quartier exprimant leur totale confiance en l'armée.<sup>158</sup> Un an plus tard, en apprenant l'établissement de l'OAS, Oudinot est hésitant envers l'importance des Pieds-noirs et de l'aspect civil de l'organisation : « Je ne doute pas de leur sincérité mais je doute de la fiabilité d'un mouvement pied-noir "clandestin". Ils me semblent bâtis pour un combat dans l'ombre comme moi pour être évêque. »<sup>159</sup> Or, pour être juste, il faut préciser qu'Oudinot a affirmé ne jamais avoir eu de relations difficiles avec les Pieds-noirs qu'il a rencontrés et avec qui il a travaillé personnellement, décrivant plutôt ces relations comme « amicales et à distance ».<sup>160</sup>

#### 6.1.8. Les émotions d'un militaire

Puisqu'un des objectifs de ce mémoire est de mieux comprendre la manière de penser et les sentiments des officiers SAS, nous avons désiré identifier et analyser les côtés émotionnels d'Oudinot. Or, ceci ne s'est pas avéré particulièrement facile, car Oudinot est un homme qui ne peut être qualifié de sentimental. Premièrement, la solitude et le fait d'être isolé dans le bled ne semblent pas l'avoir gêné, alors que ce sentiment est un des premiers à être évoqués comme dur à supporter par plusieurs autres officiers SAS :

J'ai des camarades qui, effectivement, se trouvaient isolés... On dit que le chef de SAS, parfois, est un solitaire. On n'était jamais seuls, pour plusieurs raisons. D'abord parce qu'il y avait avec nous les troupes du quadrillage. Donc, il y avait des officiers, il y avait des camarades pas loin, à proximité. Donc, on n'était pas seuls. Et puis, on avait notre équipe. Et tout le monde travaillait au coude à coude, on était très soudés.<sup>161</sup>

Deuxièmement, la séparation de sa femme pendant un an et demi ne semble avoir particulièrement troublé ni l'un ni l'autre des deux époux. Évidemment, l'arrivée d'Hélène Oudinot à Beni-Douala en octobre 1957 fut un événement de grande importance pour son mari, mais c'est vraisemblablement plus à cause des possibilités qu'elle ouvrait d'établir le contact avec la population féminine – ayant fait carrière comme infirmière militaire, Hélène prend immédiatement en charge le dispensaire de Beni-Douala – qu'à cause du soulagement que sa compagnie offre à la solitude du chef de la SAS.<sup>162</sup>

Il serait néanmoins injuste de ne pas nuancer cette description du capitaine Oudinot comme un homme insensible. Seulement ses émotions sont surtout liées à la réussite ou à l'absence de réussite de sa mission. Les plus fortes expressions d'émotion sont en effet à trouver aux moments des

---

<sup>157</sup> *Rapport du premier trimestre 1960*. SAS de Beni-Douala. ANOM, 5 SAS 208.

<sup>158</sup> Oudinot, *op.cit.*, 323.

<sup>159</sup> Oudinot, *op.cit.*, 494.

<sup>160</sup> Oudinot, Meudon, le 10 novembre 2009.

<sup>161</sup> *Ibid.*

<sup>162</sup> *Ibid.* Oudinot, *op.cit.*, 162.

ralliements de villages ou des déclarations de confiance de la part de la population kabyle. Quand le village d'Aguemoune s'est rallié en janvier 1960, les hommes du village ayant fait plusieurs kilomètres de marche sous une tempête de neige, le drapeau français en tête, pour tenir une cérémonie de ralliement dans le bordj de la SAS, Oudinot nota dans son rapport trimestriel : « J'affirme que dans ces moments-là, on ne regrette pas de s'être donné de la peine, et qu'on a même la gorge un peu serrée. »<sup>163</sup>

Pour sa femme Hélène, les plus fortes émotions sont évidemment liées à l'amélioration de la situation des femmes. Partant de zéro, une évolution formidable a eu lieu sous l'influence d'Hélène, les femmes ayant au moment du départ des Oudinot participé aux élections, commencé à fréquenter le dispensaire et toucher les allocations familiales :

J'étais choquée de voir ces femmes avec une seule robe sur le dos et pieds nus dans la neige. J'ai dit « ce n'est pas possible, on est en département français qui laisse son peuple comme ça ! » C'est quelque chose d'éprouvant de voir ça. Quand on est partis tout commençait à aller bien.<sup>164</sup>

Il serait également injuste d'affirmer que la présence de sa femme n'avait qu'une importance strictement opérationnelle pour Oudinot. Évidemment, le jour de son départ de Beni-Douala reste le pire souvenir que garde Oudinot de toute sa carrière aux AA : « Le pire c'est quand je suis parti. Ça a été l'arrachement. »<sup>165</sup> A ce moment-là, il admet même avoir eu des idées de suicide, et que c'est la seule pensée à sa femme qui l'en a retenu :

[S]i Hélène n'avait pas été là, peut-être aurais-je eu la tentation d'un geste fatal ? Un coup de pistolet, c'est vite parti. Mais elle m'a apporté une aide de tous les instants. Grâce à elle, je me suis raccroché à l'idée que maintenant, quoi qu'il m'arrive, mon honneur ne serait définitivement sauf que si je faisais face.<sup>166</sup>

### 6.1.9. La polyvalence de l'officier SAS

Si Claude Hary évoque comme la principale caractéristique du travail des SAS « la diversité », Oudinot a été à la fois fasciné et frustré par l'énorme éventail de tâches dont l'officier SAS était chargé. Éducation, santé, construction, sécurité ; toutes tombent sous la responsabilité de la SAS, à force d'être complètement négligées jusque lors par l'administration. Dans son livre, Oudinot caractérise le travail d'un chef de SAS comme « acrobatique »<sup>167</sup>, une situation d'autant plus exigeante que les instructions des échelons supérieurs sont en général très imprécises, voire inexistantes : « Le chef de

---

<sup>163</sup> *Rapport du premier trimestre 1960*. SAS de Beni-Douala. ANOM, 5 SAS 208.

<sup>164</sup> Hélène Oudinot, Meudon, le 10 novembre 2009.

<sup>165</sup> Georges Oudinot, Meudon, le 10 novembre 2009.

<sup>166</sup> Oudinot, *op.cit.*, 601.

<sup>167</sup> Oudinot, *op.cit.*, 304.

SAS, il arrivait, il avait en tout et pour tout son papier qui le nommait chef de SAS. Pour le reste, c'était marqué en dessous : « Démerdez-vous ! » »<sup>168</sup>

En ce qui concerne le service de la santé, les effectifs humains et le matériel disponible étaient largement insuffisants pour faire face aux énormes besoins d'une population jusqu'alors pratiquement dépourvue de tout contact avec un médecin. Or, puisque la SAS n'avait aucun médecin spécifiquement assigné à elle, la quasi-totalité de la responsabilité de l'AMG est tombée sur les épaules d'Hélène, ce qui n'était pas durable vu les nombreux ralliements de villages obtenus en grande partie à cause de la promesse d'accès aux services médicaux. Toujours d'esprit indépendant et prêt à chercher des solutions contournant les procédures réglementaires, Oudinot a donc fait des démarches pour dégager un médecin auprès d'une unité parachutiste où il savait qu'il trouverait des camarades prêts à l'assister. Peu de temps après, Beni-Douala figura ainsi sur la tournée de relève des médecins parachutistes.<sup>169</sup>

Mais même s'il était content du caractère relativement libre du service aux AA, et même s'il réussissait souvent à improviser des solutions aux divers problèmes rencontrés, il n'en faut pas déduire qu'Oudinot n'a jamais senti une accablante frustration. A la mi-1960, il pousse ainsi un véritable cri de cœur dans son rapport trimestriel :

Je sais que c'est notre métier de S.A.S., d'administrer sans être administrateur, de comptabiliser sans comptable, de construire sans entrepreneur, de faire de l'A.M.G. sans médecin, de faire marcher les écoles avec des instituteurs qui n'en sont pas, de trouver de l'eau là où l'Hydraulique a décrété [sic] qu'il n'y en a pas, etc... [...] Cependant il n'est pas juste que cette situation se prolonge d'une façon inconsidérée, alors même que la paix renaît sous les pas de l'armée et sous les nôtres : notre peine, nos efforts, le sang des gens qui sont tombés, tout cela sera vain si, en temps voulu, nous ne sommes pas épaulés par les techniciens que la situation justifie et que ce pays mérite.<sup>170</sup>

## 6.2.Claude Hary

« Qu'avait foutu l'Administration pendant ces 130 dernières années ? »<sup>171</sup>

### 6.2.1. « Parachuté » dans le bled

Après trois années de préparation militaire et six mois de stage à l'École d'Application de l'Infanterie, Claude Hary débarque en Algérie pour la première fois de sa vie le 17 avril 1958. Il est sous-lieutenant, il a 22 ans, et il vient de se porter volontaire pour le service des Affaires algériennes (AA). Lors d'une conférence d'information – qu'il qualifie de « simple projection d'un film de propagande », Hary, scout depuis des années, reconnaît dans les Affaires algériennes et les SAS une

---

<sup>168</sup> Oudinot, Meudon, le 10 novembre 2009.

<sup>169</sup> Oudinot, *op.cit.*, 342.

<sup>170</sup> *Rapport du 2<sup>ème</sup> trimestre 1960*. SAS de Beni-Douala. 5 SAS 208.

<sup>171</sup> Claude Hary, *L'autre guerre d'Algérie : Révélation d'un officier SAS* (Marseille : Edition à compte d'auteur, 2004), 54.



chance d'œuvrer pour un idéal. Arrivé à Alger, il aborde immédiatement son stage d'initiation, un stage qui, dans sa version la plus abrégée, est prévu pour trois semaines. Cependant, à cause du besoin immédiat d'officiers dans les SAS, le stage d'Hary et de ses camarades ne durera que dix jours. Métaphoriquement, Hary a décrit son expérience initiale comme s'il avait été « parachuté » sur un terrain totalement inconnu.

Dans le même jargon, Hary parle de sa destination comme son « point de chute » et le premier point de chute du sous-lieutenant Hary s'appelle Aïn-Kebira. Couvrant trois communes en plein djebel, la SAS d'Aïn-Kebira compte environ 10.000 habitants, exclusivement des musulmans. Hary y est affecté comme officier adjoint d'un capitaine qui, selon la description d'Hary, n'est pas totalement apte à la mission de rétablissement du contact avec la population : « Sans aller jusqu'à écrire qu'il était à classer dans la catégorie des bureaucrates, je ne le verrai pas souvent arpenter le djebel, »<sup>172</sup> écrit Hary qui classe ainsi son premier capitaine dans la sixième catégorie de Grégor Mathias, « administratifs qui ne pensaient n'avoir qu'à s'occuper de l'Administration ».<sup>173</sup>

Cependant, c'est précisément le genre de service que le capitaine Belmonte n'aimait pas dont les habitants d'Aïn-Kebira avaient le plus besoin. Dès qu'il arrive, Hary découvre une région tragiquement sous-administrée, où les habitants vivent dans la misère absolue, où les routes goudronnées n'existent pas et où la terreur du FLN interdit pratiquement toute interaction entre l'armée et la population. La réforme communale de 1956 a beau établir des communes de plein exercice sur tout le territoire algérien, ouvrant ainsi la voie à une réelle démocratie locale, la réalisation de la réforme a été efficacement interdite par une vague d'éborgements nocturnes de musulmans aspirant à des positions dans la nouvelle hiérarchie.<sup>174</sup> Pour sortir de cette impasse administrative, il était essentiel d'aller à la rencontre des gens. C'est à cette mission que se consacre Claude Hary, très conscient du dilemme mortel dans lequel se trouvaient les fellahs : « Entre le bâton de l'armée française et le poignard du fellagha, qu'eussiez-vous choisi ? »<sup>175</sup>

Quelques semaines seulement après l'arrivée d'Hary en Algérie, le général Salan fut au balcon du Forum du Gouvernement Général d'Algérie en s'écriant « Vive l'Algérie française » devant une foule d'Européens et de musulmans en extase conjugue. C'est le 13 mai 1958, l'armée est au pouvoir, et l'euphorie règne dans les grandes villes d'Algérie, tout comme dans l'esprit du jeune idéaliste Claude Hary. Toutefois, comme pour la quasi-totalité du bled, les événements algérois ne changent rien sur le terrain à Aïn-Kebira. « Nous écoutions ce tintamarre en regardant la ligne verte de nos montagnes

---

<sup>172</sup> Hary, *op.cit.*, 45.

<sup>173</sup> Hary, *op.cit.*, 60.

<sup>174</sup> Mathias, *op.cit.*, 58.

<sup>175</sup> Hary, *op.cit.*, 26.

où rien, strictement rien, ne bougeait. Nous étions à 20000 lieues de tout ce bruit bien méditerranéen qui cachait soigneusement toutes les tractations politiques qui se déroulaient en coulisses. »<sup>176</sup>

### 6.2.2. Recensement, AMG et propagande

La vie quotidienne continue donc comme avant. Une des premières et plus importantes tâches à entreprendre est le recensement afin d'établir un état civil, tâche négligée jusque-là par l'administration française. Il a fallu créer des pièces d'identité, parfois même créer l'identité de la personne, car nombreux sont ceux qui n'ont aucun prénom, ni nom de famille. Hary écrit : « J'avais du mal à imaginer qu'à l'époque où nous vivions, on puisse encore trouver des êtres humains sans aucune identité. Mais, bon Dieu ! Qu'avait foutu l'Administration pendant ces 130 dernières années ! »<sup>177</sup> Il a de nouveau évoqué les personnes sans identité lors de notre entretien : « Ces gens-là ils naissaient, copulaient, mouraient, sans laisser aucune trace... inscrits nulle part... »<sup>178</sup> De telles expériences contribuent en effet à atténuer les visions initiales d'Hary, celles d'une France généreuse, au service d'un pays sous-développé. Ce qu'il constate est plutôt le besoin d'entreprendre immédiatement cette œuvre idéaliste, si longtemps négligée.

Outre le recensement, des tournées d'assistance médicale gratuite (AMG) sont entreprises pour offrir à la population les soins élémentaires dont elle a été privée jusque-là. Les femmes musulmanes sont les principales bénéficiaires de l'AMG, car elles sont seules à s'occuper des tâches sanitaires et, la plupart des hommes en âge de travailler ayant quitté le territoire pour la Mitidja ou la métropole, les femmes sont largement majoritaires dans les villages. Or, il ne faut pas croire que le seul but de ces tournées était de remédier à une situation sanitaire précaire ; l'équipe médicale est toujours accompagnée du service propagande qui joue de la musique militaire et montre des films à la gloire de l'Armée, ce qu'accepte Hary : « Nous n'étions pas dans une guerre comme les autres. Nous étions engagés dans une guerre révolutionnaire où tous les coups étaient permis. Il nous fallait assister, convaincre et conquérir les cœurs. C'était la mission que, nous les SAS, avions reçue. Et nous nous y donnions jour et nuit. »<sup>179</sup> La conjonction entre AMG et propagande est en effet un bon exemple de la double mission civile et militaire des SAS.

Le lancement immédiat du recensement a un objectif très précis : le référendum annoncé par le général de Gaulle sur la nouvelle constitution proposée, prévu pour le 28 septembre. Or, c'est la première fois que les administrés d'Aïn-Kebira sont activement incités – voire forcés – à utiliser leur

---

<sup>176</sup> Hary, *op.cit.*, 47.

<sup>177</sup> Hary, *op.cit.*, 54.

<sup>178</sup> Interview avec Claude Hary, Bouc-Bel-Air (13), le 5 novembre 2009.

<sup>179</sup> Hary, *op.cit.*, 71.

droit de vote, un privilège dont le sens leur échappe totalement. Néanmoins, les ordres sont explicites : Il faut accomplir le vote, il faut rallier la population à la cause du général.

Pour y aboutir, Hary s'engage à organiser le référendum, mais d'une façon qui correspond difficilement aux principes habituels de la démocratie que nous connaissons aujourd'hui. Dans la semaine qui précède le vote, il emploie le maghzen à « tricoloriser le paysage »<sup>180</sup>, c'est-à-dire à monter des banderoles et des slogans patriotiques partout. Le 28 septembre même, alors que personne ne se présente pour voter quand ils sont convoqués pour 8 heures, sans doute par crainte de représailles de la part du FLN, Hary n'hésite pas à envoyer le maghzen les amener, manu militari.<sup>181</sup>

Or, selon Hary lui-même, il n'est pas pour autant question de répression de la population mais plutôt, paradoxalement, de lui donner sa place dans le processus démocratique. Si les gens sont forcés par l'armée d'aller voter, le FLN n'aura plus de raison de les punir, telle est la logique de la SAS : « Pourquoi risquer sa vie pour aussi peu de chose qu'un vote en pays d'Algérie ? Et, d'abord, comment votait-on et à quoi cela allait-il servir ? Tel était bien le dilemme de ces frustes populations, entendant notre discours le jour et son contraire la nuit. »<sup>182</sup>

Le plan de Constantine, annoncé le 3 octobre 1958 et promettant un effort massif pour la mise en valeur de tout le territoire algérien, donne encore de l'espoir à ceux qui sont pour l'Algérie française. Hary ne s'imagina pas qu'on puisse entreprendre un tel effort pour ensuite abandonner le pays. « Nous avons l'enthousiasme et l'espoir de faire de ce malheureux pays un sol enfin français à part entière, où tout le monde aurait les mêmes droits : le droit à la terre, le droit à la Justice, à la Vie, au Bonheur. »<sup>183</sup> Cependant, Hary se heurte à l'administration civile, qui demande dans un très bref délai un rapport sur les besoins des trois communes d'Aïn-Kebira, ignorant ainsi l'absence totale d'institutions communales. « Une fois de plus j'avais sous les yeux la preuve que l'Administration était complètement déconnectée des réalités du terrain. Pouvaient-ils imaginer [...], dans le confort d'un bureau à porte capitonnée, que mes communes n'existaient que sur le papier ? Sans aucune mairie, sans aucun personnel communal. »<sup>184</sup>

### 6.2.3. Service dans différentes SAS en Oranie

En janvier 1959, content de quitter le capitaine d'Aïn Kebira, Hary est muté à la SAS de Djeballa, elle aussi située dans le département de Tlemcen. A l'instar d'Aïn Kebira, elle compte à peu près 10.000

---

<sup>180</sup> Hary, *op.cit.*, 88.

<sup>181</sup> Hary, *op.cit.*, 89.

<sup>182</sup> Hary, *op.cit.*, 91.

<sup>183</sup> Hary, *op.cit.*, 97.

<sup>184</sup> Hary, *op.cit.*, 101.

habitants, exclusivement des musulmans, mais répartis sur la moitié de l'espace d'Aïn-Kebira. Hary décrit la SAS de Djeballa comme « déshéritée et minable » ; le confort y est encore plus absent qu'à Aïn-Kebira.<sup>185</sup> Encore une fois, il se retrouve comme adjoint d'un capitaine commandant la SAS qui n'a pas tout à fait les mêmes motivations qu'Hary, et qui semble préférer les tâches administratives.<sup>186</sup>

A la fin de mai 1959, le délégué général à Alger, Paul Delouvrier, préside une séance de travail d'officiers des AA. Il s'adresse à l'assemblée en faisant l'éloge de l'œuvre déjà accomplie par les SAS, et il parle comme si l'OPA<sup>187</sup> avait déjà été éliminée et la menace fellagha avait disparu. Il est vrai qu'en général la situation militaire sur l'ensemble du territoire algérien s'était sensiblement améliorée depuis mai 1958, mais Hary savait que les pulsions révolutionnaires pouvaient facilement se réveiller à tout instant. En apprenant l'intervention de Delouvrier à la séance de travail, Hary est surpris par ce qu'il perçoit comme une nouvelle preuve du manque de compréhension des échelons supérieurs de la situation sur le terrain : « Nous qui étions, effectivement « au contact », étions mieux placés que quiconque pour savoir que rien n'était définitivement acquis et que nos braves populations étaient très versatiles. »<sup>188</sup>

Ayant abandonné sa fiancée en métropole avant son premier départ en Algérie, Claude Hary se marie finalement en juin 1959.<sup>189</sup> Puisqu'il lui est unimaginable d'amener son épouse à la vie spartiate de Djeballa, il obtient sa mutation à Nédroma – petite ville ou gros village – où une antenne de la SAS d'Aïn-Kebira vient d'être créée. Hary en prend le commandement.

#### 6.2.4. Le tournant

C'est à partir de l'automne 1959 que le doute commence à s'installer chez Hary. Après le célèbre discours du 16 septembre, le commandant du maghzen d'Hary l'approche pour exprimer ses incertitudes sur le futur de l'Algérie française. Hary le rassure, le cœur tranquille : « Ce n'était pas un mensonge de ma part ! A cet instant, je croyais fermement à un dénouement heureux. Militairement parlant, c'était parfaitement crédible. »<sup>190</sup> Il convient de rappeler qu'à cet automne 1959 la France a obtenu la supériorité militaire absolue, mais la cause indépendantiste algérienne gagne simultanément de plus en plus de sympathie sur la scène internationale.

---

<sup>185</sup> Hary, *op.cit.*, 125-126.

<sup>186</sup> Hary, *op.cit.*, 128. Le capitaine de Djeballa relève de l'Armée de l'air, ce qui était rare aux AA.

<sup>187</sup> Organisation politico-administrative. Structure du FLN chargée d'encadrer la population civile.

<sup>188</sup> Hary, *op.cit.*, 143.

<sup>189</sup> Hary, *op.cit.*, 144.

<sup>190</sup> Hary, *op.cit.*, 177.

Déjà à Noël 1959, l'état d'esprit d'Hary s'est sensiblement détérioré : « [N]ous n'avons pas le cœur à nous réjouir. L'enthousiasme du 13 mai est déjà bien loin. »<sup>191</sup> Comme pour souligner le découragement, 1960 débute mal avec une recrudescence du nombre d'attentats, surtout dans les grandes villes. Si Nédroma, à peine peuplée par des Européens, est épargnée de cette vague de violences, l'état d'esprit des populations ne peut que s'assombrir en apprenant les nouvelles d'Alger lors de la semaine des Barricades.<sup>192</sup> Toutefois, Hary refuse de se laisser affecter par le découragement en s'enrôlant dans les forces d'active pour une durée de 8 ans : « Passionné par mon boulot et la mission qui m'était dévolue, je décidais de faire carrière. »<sup>193</sup> Peu après, il sollicite pour la première fois le commandement d'une SAS proprement dite, et il l'obtient à celle de Sebdou.<sup>194</sup> Sebdou étant chef-lieu d'arrondissement, la SAS qui emprunte son nom compte une communauté d'Européens – catholiques, protestants et juifs confondus – mais la vaste majorité des habitants sont des musulmans.

Au cours de 1960, la cause de l'Algérie française s'affaiblit constamment, ce qui se fait rudement sentir aussi à Sebdou. Dans l'un des trois camps de regroupement qui dépendaient de Sebdou, une collaboratrice dont se sert Hary pour obtenir des renseignements sur l'OPA locale est égorgée.<sup>195</sup> Quelques semaines plus tard, la femme et la fille d'Hary sont présentes à un mariage dans le village de Sebdou. 5 minutes après leur départ, deux grenades lancées dans la salle des fêtes font 2 morts et 3 blessés graves.<sup>196</sup> Puis, le 4 novembre, de Gaulle évoque dans un discours radiotélévisé une future « République algérienne ». Pour Hary, « cette simple phrase sonne le glas et marque la condamnation définitive de l'Algérie française. »<sup>197</sup>

Pourtant, ce n'est qu'à la mi-juillet 1961 qu'Hary perd les derniers vestiges de son espoir. A ce moment-là, face à l'inquiétude des Pieds-noirs et des musulmans ralliés à la cause française, il reçoit deux télégrammes dans l'espace de dix minutes, émanant de l'autorité préfectorale. Alors que l'un annonce fermement et solennellement que la France n'abandonnera jamais ses enfants, l'autre, classé très secret, donne un ordre effrayant à ceux en charge de supplétifs musulmans : « Commencez à faire le tri. On ne pourra pas ramener tout le monde. »<sup>198</sup> Hary est stupéfait par ce qu'il ressent comme l'ultime trahison : « Ce dernier message me fit sortir de ma candeur naïve et

---

<sup>191</sup> Hary, *op.cit.*, 184.

<sup>192</sup> Hary, *op.cit.*, 186.

<sup>193</sup> Hary, *op.cit.*, 188.

<sup>194</sup> Hary, *op.cit.*, 191.

<sup>195</sup> Hary, *op.cit.*, 205-206.

<sup>196</sup> Hary, *op.cit.*, 209-210.

<sup>197</sup> Hary, *op.cit.*, 210-211.

<sup>198</sup> Hary, Bouc-Bel-Air, le 5 novembre 2009.

dessilla définitivement mes yeux. [...] Ce télégramme fut pour moi un électrochoc et un crève-cœur. »<sup>199</sup>

Entretemps, le putsch des généraux est intervenu avec l'ambition de jeter de nouvelles bases politico-militaires pour la solution du problème algérien. Comme on sait, l'entreprise fut un échec total. Pour Hary, même s'il approuvait les intentions derrière le putsch, se joindre au mouvement putschiste ne fut jamais une alternative, premièrement à cause de son éloignement dans le bled, interdisant tout contact avec un mouvement qui ne sortit jamais des grandes villes, mais aussi par la conviction personnelle que le projet était condamné à mort : « On reste confondu par le manque de préparation de ce putsch, par la « légèreté » avec laquelle ces grands généraux se sont lancés dans l'Aventure. »<sup>200</sup> Il est intéressant de remarquer qu'Hary est conscient de l'importance de la personne même du général de Gaulle, puisqu'il estime que l'autorité naturelle de l'homme du 18 juin ait été essentielle pour éviter le ralliement populaire aux putschistes : « Ils n'ont pas mesuré aussi ce que représentait de Gaulle. »<sup>201</sup>

Après la réception des deux télégrammes, ne pouvant pas accepter de continuer sur le chemin de l'abandon, Hary envisage deux solutions : Rejoindre l'OAS ou demander la mutation en métropole. S'il considère sérieusement les deux, ce ne sera pas pour longtemps. Il choisit la deuxième par souci de sa famille et par aversion de l'aventurisme. « J'avais plutôt la fibre légaliste et je répugnais à m'engager dans une affaire qui ne pourrait être que sanglante et sans issue. »<sup>202</sup> Par conséquent, sa mutation est obtenue en septembre et il quitte Sebdou pour la métropole en octobre 1961.

#### 6.2.5. Une expérience unique

Ayant à plusieurs reprises assuré la relève d'officiers partis en permission, Claude Hary a au total servi dans six SAS, ce qui a donné deux caractéristiques remarquables à son expérience des Affaires algériennes : Premièrement, il n'a pas eu la chance de réaliser un travail de continuité à l'instar de Georges Oudinot. Ainsi, contrairement à ce qu'a vécu Oudinot, Hary n'a jamais obtenu de ralliement de musulmans à la cause française. Deuxièmement, Hary a acquis une profonde compréhension de la diversité des SAS. Et c'est en effet cette caractéristique-là – la diversité – qu'Hary évoque le plus souvent dans son livre et dans l'entretien que nous avons réalisé.<sup>203</sup>

Ayant déjà mentionné le scoutisme, il faut encore souligner l'immense importance qu'a ce mouvement pour Hary. Bien que son livre fasse suffisamment de références à Dieu ou à d'autres

---

<sup>199</sup> Hary, *op.cit.*, 263.

<sup>200</sup> Hary, *op.cit.*, 259.

<sup>201</sup> Hary, Bouc-Bel-Air, le 5 novembre 2009.

<sup>202</sup> Hary, *op.cit.*, 265-266.

<sup>203</sup> Hary, Bouc-Bel-Air, le 5 novembre 2009.

aspects religieux pour permettre la supposition que sa religion soit la principale motivation de sa décision de s'engager dans les AA, il a démenti cette hypothèse lors de notre entretien. Il a certes été élevé dans une famille croyante, et le christianisme est certes visiblement présent dans les bases idéologiques du mouvement scout. Claude Hary est néanmoins catégorique en niant toute motivation religieuse derrière son aventure algérienne. L'idéal militaire l'emporte ainsi sur un quelconque désir de faire du prosélytisme : « Je ne suis pas parti comme un missionnaire. Moi, je considérais que j'étais un officier d'abord. »<sup>204</sup> Or, Hary est très clair en insistant sur l'importance du scoutisme, autant pour sa décision de s'engager dans les AA que pour la manière dont il a considéré sa mission à travers ses années en Algérie.<sup>205</sup>

En effet, il n'est pas difficile de découvrir une certaine compatibilité entre les idéaux du mouvement scout et ceux des Affaires algériennes, que ce soit par l'obéissance, par l'altruisme ou par la sportivité. Inspiré par ces idéaux, Hary s'est porté volontaire pour servir en Algérie, alors que l'Algérie n'était habituellement pas la destination préférée pour des jeunes aspirants et bien que son rang de sortie de l'École d'Infanterie lui eût permis de choisir une autre affectation.<sup>206</sup>

En essayant de comprendre Claude Hary, ses motivations et son inspiration, on découvre d'emblée un profond idéalisme. « Parachuté » dans le bled, isolé de tout contact avec des centres urbains pendant des mois d'affilé et sans instructions précises de l'état-major, il se lance résolument dans sa mission dès le premier jour. Très vite, il est complètement absorbé par sa mission, les fluctuations de la situation politico-militaire et les intrigues gouvernementales perdant ainsi tout leur sens : « Nous étions jeunes et animés d'un moral en béton. Nous ne nous préoccupions pas de ce qui se tramait à Alger ou à Paris. »<sup>207</sup>

Initialement – dans les vagues patriotiques de l'après-13 mai – l'idéalisme d'Hary se conjugue très bien avec la loyauté absolue au régime du général de Gaulle. Comme la quasi-totalité des officiers SAS, Hary affirme sa joie et son soulagement au moment du retour au pouvoir de l'homme du 18 juin :

Après des années de politique déliquescence, où les gouvernements se succédaient comme dans une république bananière, la France avait, enfin, retrouvé un guide qui tenait ferme la barre. C'était un Général qui avait fait ses preuves en d'autres temps et montré son indicible attachement à l'intégrité du territoire national. Nous, militaires, cette façon de voir les choses nous allait plutôt bien et nous étions derrière lui, pour une Algérie indissolublement liée à la France.<sup>208</sup>

---

<sup>204</sup> Ibid.

<sup>205</sup> Ibid.

<sup>206</sup> Ibid.

<sup>207</sup> Hary, *op.cit.*, 158.

<sup>208</sup> Hary, *op.cit.*, 97.

Pourtant, comme nous l'avons déjà démontré, l'idéalisme du jeune sous-lieutenant serait défié et finalement tourné en désillusion, la réception des deux télégrammes en juillet 1961 marquant la fin définitive de tout son attachement à la politique gouvernementale.

Quels facteurs peut-on identifier derrière cette perte de confiance ? Premièrement, il est sûr que Claude Hary est un homme indépendant qui assume pleinement la responsabilité de ses opinions et de ses décisions. Cela va bien avec notre hypothèse de l'esprit indépendant de l'officier SAS. En effet, la nature indécise de la mission nécessite certains traits d'individualisme chez l'officier en question, mais contribue sans doute aussi à les renforcer et à convaincre le chef de SAS solitaire du bien-fondé de son raisonnement. Claude Hary, lui, a souvent ressenti une véritable colère contre les éléments de l'opinion métropolitaine qui étaient contre l'engagement français en Algérie. De même, il porte un jugement sévère sur les systèmes bureaucratiques – civils ou militaires – avec lesquels il devait traiter dans son quotidien en Algérie.

#### 6.2.6. Torture et intellectuels de gauche

Regardons d'abord l'opinion métropolitaine : Déjà la première fois qu'il retourne en permission à Toulon, Hary désapprouve l'attitude de ses camarades. Alors qu'il se considère lui-même comme totalement dévoué à une mission charitable dans les coins oubliés de la France, ses camarades ne voient pas le sens de cette guerre de l'autre côté de la Méditerranée et, encore plus inquiétant pour Hary, ils semblent ignorer la gravité de la situation. Hary blâme la gauche :

Ce qui m'énervait le plus, c'est que je les savais littéralement intoxiqués par une propagande savamment orchestrée par la presse « de gôche » et les syndicats ouvriers à la solde des partis qui, après l'union sacrée contre le danger « révolutionnaire » engendré par le 13 Mai, avaient replongés [sic] dans leurs vieux démons antifascistes.<sup>209</sup>

Mais plus que tout autre chose, c'est l'attitude des intellectuels métropolitains qui énerve Hary. En septembre 1960, il apprend l'existence d'un manifeste rédigé par 121 intellectuels et artistes prônant « le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie » et justifiant la désertion.<sup>210</sup> Le temps n'a pas encore réussi à atténuer l'indignation que ressent Hary envers les signataires de ce document : « Puis-je leur demander respectueusement : « que connaissez-vous de la guerre d'Algérie ? » L'auteur de « Bonjour tristesse » me semble être plus accoutumée à la Dolce Vita de Saint-Tropez qu'aux djebels de ce malheureux pays. »<sup>211</sup>

Lors de l'entretien de novembre 2009, nous avons longuement parlé du manifeste des 121 et de la torture. Tout en affirmant son désaveu de la torture et ne l'avoir jamais pratiquée lui-même, Hary

---

<sup>209</sup> Hary, *op.cit.*, 86.

<sup>210</sup> Droz et Lever, *op.cit.*, 259.

<sup>211</sup> Hary, *op.cit.*, 230-231.



s'est dit outré par l'injustice qui consiste à exagérer la critique de la torture pratiquée par l'armée française, en passant sous silence les exactions commises par le FLN. Pour les signataires du manifeste, il est allé jusqu'à suggérer la condamnation à mort pour trahison :

A mes yeux, encore aujourd'hui, je veux dire que ces gens-là ont été des traîtres à leur pays, ont trahi leur patrie. Parce qu'à l'époque, la position officielle, c'était l'Algérie française. [...] Qu'il y ait eu de la torture, il est hors de question de le nier. On ne va pas faire le révisionnisme. Mais de là à vouloir faire croire aux jeunes générations que du général au caporal toute l'armée française a passé son temps pendant huit ans à torturer, ce n'est pas vrai ! [...] La torture, c'est contre l'éthique. Mais je ne sais pas si on peut la condamner. Moi, je sais simplement qu'elle a toujours existé, qu'il y en a toujours eu et qu'hélas, il y en aura toujours. [...] Et pour moi les intellectuels c'étaient des traîtres à la patrie. Ils auraient mérité le peloton d'exécution. Ils n'avaient pas tort, mais une certitude c'est qu'ils étaient des traîtres à la patrie qui était en guerre en Algérie.<sup>212</sup>

Exprimant ainsi sa véritable rage contre les jugements exagérément négatifs portés sur la guerre qu'il a lui-même vécue de près, Hary finit son livre par un chapitre intitulé « le cri du cœur » où il ne cache nullement ses sentiments : « Nous, les anciens, [...] refusons de reconnaître à quiconque n'a pas « fait l'Algérie » le droit de porter un jugement sur cette guerre qui ne voulait pas dire son nom. [...] Il apparaît qu'une poignée de pseudos intellectuels s'attache à la salir, à la déformer, à la tronquer, à la traîner dans la boue. »<sup>213</sup>

#### 6.2.7. La bureaucratie

Il convient également de rappeler l'irritation qu'éprouve Hary envers les systèmes bureaucratiques auxquels il fut soumis, qu'ils fussent militaires ou civils. En ce qui concerne la réforme communale de 1956, établissant des communes de plein exercice sur tout le territoire algérien, et envisageant l'encadrement de ces communes par des administrateurs indigènes élus, Hary y est en principe favorable. Pourtant, la réforme ne va pas sans problèmes. Puisque l'éducation de la population a été largement négligée, ceux qui possèdent les compétences que nécessite le travail d'administrateur sont peu nombreux. En plus, on a déjà mentionné l'efficacité de la campagne meurtrière que menait le FLN contre ceux qui osaient assumer des positions dans la hiérarchie française. Finalement, ceux qui acceptent de prendre en charge l'administration ont souvent des ambitions personnelles compliquant leurs relations avec la SAS.<sup>214</sup>

Comme pour les autres chefs de SAS, les devoirs administratifs pesaient lourdement sur Hary et limitaient fortement le temps disponible aux tâches destinées à rétablir le contact avec les populations : « Je reconnais que nous avons le qualificatif de « Administrative » dans notre appellation officielle. Mais, ce n'était pas une raison suffisante pour nous faire crouler sous la

---

<sup>212</sup> Hary, Bouc-Bel-Air, le 5 novembre 2009.

<sup>213</sup> Hary, *op.cit.*, 273.

<sup>214</sup> Hary, Bouc-Bel-Air, le 5 novembre 2009.

paperasse. »<sup>215</sup> Pourtant, si Hary parle souvent dans son livre des relations compliquées qu'il a eues avec l'administration, dans notre entretien il semble trouver qu'elles ont été bonnes pour la plupart du temps. Par exemple, c'est l'ancien sous-préfet de Sebdou qui a fait la préface de son livre, une personne avec laquelle les Hary ont eu des relations amicales chaleureuses.<sup>216</sup>

Notre mémoire cherche à analyser le sentiment de loyauté des officiers SAS au régime de Gaulle. Si Claude Hary fait preuve, comme les autres cas que nous avons étudiés, d'un profond désaccord sur la politique gouvernementale, sa loyauté au sens strict du terme, ne peut jamais être sérieusement mise en doute. Certes, il sympathise avec les intentions des putschistes et il considère au moins brièvement l'adhésion à l'OAS. Mais il n'arrive jamais à voir le moindre espoir dans le combat violent pour l'Algérie française. Et certes, après la réception des deux télégrammes en juillet 1961, il ne voit plus de futur aux AA. Mais il ne quitte pas pour autant l'armée, au contraire, il y fait encore plusieurs années de carrière. Même s'il n'éprouve nullement de sympathie au régime de De Gaulle, l'idéaliste Claude Hary reste fidèle à l'idéal militaire de loyauté.

### 6.3. Jean Favarel

« L'OAS, c'étaient des résistants. »<sup>217</sup>

Abordant la recherche d'officiers SAS ayant rejoint l'OAS nous nous sommes vite rendu compte que la tâche s'avérerait difficile. En réalité, pour diverses raisons, très peu d'entre eux ont fait ce choix dramatique et il est ainsi impossible de parler d'un quelconque groupe de « SAS-OAS ». Mais nous avons tout de même pu, avec l'aide de Grégor Mathias, entrer en contact avec une personne qui a suivi ce parcours : l'ancien lieutenant d'artillerie Jean Favarel.

#### 6.3.1. Quatre ans en Oranie

Jean Favarel est de ceux qui sont arrivés en Algérie profondément marqués par les événements calamiteux d'Indochine. Amené à implanter sa batterie à Diên Biên Phu en novembre 1953, il fut pourtant rappelé par son colonel dans le delta du Mékong avant la bataille qui allait être déclenchée le 13 mars 1954. Ainsi éloigné des calamités, il fut épouvanté d'apprendre le sort de la batterie dont il avait été le commandant : sur 87 hommes, 63 sont morts dans la bataille – y compris son remplaçant – les autres ont été capturés par le Vietminh.<sup>218</sup>

---

<sup>215</sup> Hary, *op.cit.*, 226.

<sup>216</sup> Hary, Bouc-Bel-Air, le 5 novembre 2009.

<sup>217</sup> Interview avec Jean Favarel, Chabeuil (26), le 24 mai 2010. Sauf autre indication, toutes les informations et toutes les citations de ce chapitre proviennent de cette interview.

<sup>218</sup> Quivy, *op.cit.*, 34.

En 1958, peu de temps après le 13 mai, il débarque en Algérie, où il n'avait jamais mis le pied. Initialement peu au contact avec la population musulmane, puisqu'il servait dans une batterie d'artillerie dont les opérations étaient d'ordre purement militaire, il fut tout de même fasciné par l'histoire et la société algériennes, et il a voulu travailler plus étroitement avec la population. Il a donc demandé une mutation aux Affaires algériennes, son colonel a accepté, et il est parti pour Alger fin octobre 1958 afin de suivre un stage d'initiation de quatre mois.

Le stage accompli, Favarel fut affecté comme chef de la SAS du village d'Henri Huc, situé en Oranie, entre Tiaret et Relizane. Il aborde immédiatement la construction du bordj, ou plutôt l'achèvement des travaux, car les locaux sont déjà construits, et ne manquent que l'adduction d'eau. Après une première réunion avec les notables des villages de sa SAS, lors de laquelle ils ont promis d'envoyer leurs femmes à une séance éducative huit jours après – promesse qui ne sera pas tenue – Favarel a pris la décision de réagir à la promesse non-tenue en faisant simultanément avancer le chantier du bordj. Il a donc ordonné à tous les villages d'envoyer un certain nombre d'hommes pour travailler sans rémunération à la construction du château d'eau, la seule installation qui manquait avant de rendre le bordj utilisable.

Ainsi, Jean Favarel fait, dès sa prise de fonctions aux AA, preuve d'un individualisme marqué et d'une volonté de prendre des décisions pragmatiques sans demander l'avis préalable à sa hiérarchie. En effet, ce n'est qu'après le début des travaux forcés qu'il en rend compte au sous-préfet : « [Il] a hurlé de scandale : “ Vous n'avez pas le droit de faire ça ! ” J'ai dit : “ En vertu de quoi je n'ai pas le droit ? ” » Selon Favarel, un effet non négligeable de cette manière d'agir fut le gain de respect de la part de la population musulmane : « Ça a été une émulation. [...] Ils ont dit : “ Avec celui-là, il ne faut peut-être pas rigoler ”. »

L'encadrement humain à Henri Huc semble avoir été à peu près dans la moyenne comparé à l'ensemble des SAS. Outre le chef, la SAS comptait un adjoint civil, un adjoint militaire, une auxiliaire féminine et une quarantaine de moghaznis. De surcroît, dans le cadre du plan Challe lancé en février 1959 et agrégeant en grande partie l'effort militaire à l'effort civil en Algérie, Favarel a été nommé commandant de sous-quartier<sup>219</sup>, accroissant ainsi sensiblement les moyens militaires mis à sa disposition. Cette organisation n'était pourtant pas rare en Oranie, où 75 sous-quartiers sur 130 étaient commandés par un chef de SAS en 1961.<sup>220</sup> Pour Favarel, officier de carrière et fortement influencé par les idéaux militaires, cela se présente comme la solution idéale : « C'était parfait, parce que j'avais le bâton d'un côté et le rameau d'olivier de l'autre. »

---

<sup>219</sup> Voir la note numéro 128 pour une explication des termes *quartier* et *sous-quartier*.

<sup>220</sup> Frémeaux, *op.cit.*

Outre les travaux sur le bordj, l'amélioration de l'agriculture locale a également occupé beaucoup de son temps disponible. A l'arrivée de Favarel, les grands propriétaires terriens européens avaient pour la plupart déjà abandonné leurs terres, à cause de plusieurs incidents où le FLN avait incendié leurs champs ou autrement menacé les colons. Les fellahs, quant à eux, pratiquaient une agriculture plutôt primitive et, de surcroît, la grande majorité d'entre eux n'étaient pas propriétaires mais étaient payés « au khamsa », c'est-à-dire qu'ils recevaient comme paiement le cinquième de leur récolte annuelle. Favarel vit dans l'émancipation des fellahs et dans l'amélioration de l'agriculture le meilleur moyen de pallier à la sous-alimentation de cette région où la famine était une crainte réelle chaque année.

Pour aborder ce projet, il décida d'abord de prendre contact avec les Pieds-noirs ayant abandonné leurs terres. Si l'idée ne fut pas chaleureusement accueillie par tous, ses supérieurs dans les AA furent optimistes et Favarel ne se laissa pas décourager.

Il y avait un gros propriétaire terrien qui s'appelait Paul Albert, qui avait une ferme magnifique avec 200 hectares autour, et qui avait été brûlée par le FLN en 1956. [...] On m'a dit : "C'est un affreux colon ! Vous n'obtiendrez rien de lui." J'ai dit : "Je vais voir". [...] Depuis le drame de sa vie qui a été la perte de son exploitation, avec sa femme ils avaient quitté l'Algérie, ils étaient à Perpignan. Je fais donc la connaissance de ce monsieur, un petit homme voûté. Je lui explique mon projet. Il a fondu en larmes. Il m'a dit : "Vous faites tout ce que vous voulez ! Je vous signe tout !" Donc, j'ai eu l'attribution pour la SAS de la ferme Paul Albert.

Certes, la ferme de Paul Albert était acquise, mais il manquait encore le matériel pour l'exploiter, matériel qui pouvait être trouvé à la ferme voisine. Favarel prit donc contact avec son propriétaire, Monsieur Canadas :

Il y avait à côté de la ferme Paul Albert une immense propriété d'un nommé Canadas qui était d'origine espagnole. Et Canadas, à partir du moment où la ferme avait été brûlée chez Paul Albert, il n'exploitait plus ses terres parce qu'il y avait l'insécurité permanente. Et je lui ai expliqué qu'à partir du moment où j'aurais créé un poste d'autodéfense chez Paul Albert, il pourrait réexploiter ses terres à condition que les miennes étaient [sic] cultivées. [...] Je lui ai dit : "Est-ce que vous êtes d'accord pour cultiver en priorité mes terres, celles de Paul Albert ?" Il m'a dit : "Pas de problème !" Donc, tout a été fait par les moyens agricoles et mécaniques de Canadas, dont on m'avait dit pis que pendre.

Ces deux exemples illustrent un trait qui, parmi les anciens des AA que nous avons interviewés, est unique à Favarel : il a une opinion favorable sur les Pieds-noirs. Bien qu'opposé à la politique algérienne menée sous les III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Républiques, la jugeant incapable d'assurer la promotion sociale de la population musulmane et exagérément avantageuse pour la communauté européenne, Favarel a continué par maints exemples le long de notre interview à nier toute culpabilité des Pieds-noirs, comme leur manque de volonté à accepter des changements sociétaux profonds. Selon lui, « ce n'était pas à la communauté pied-noir de l'accepter. C'était à l'administration française d'avoir une autre politique. »

### 6.3.2. Les étapes du désillusionnement

Lui aussi enthousiasmé par le retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958, le 16 septembre 1959 marque déjà un point tournant pour le lieutenant Favarel. Peu de temps après ce discours, une opération militaire menée par Favarel a permis la capture du chef de l'OPA locale, Bouridane Bekhaba. En le fouillant, on a découvert sur lui une coupure de *l'Echo d'Oran* où Bekhaba avait souligné quelques passages du discours de De Gaulle. « J'ai discuté avec lui. Et lui pavoisait. Il m'a dit : "On a gagné !" Alors moi j'étais fou de colère. C'était la preuve, hein ? »<sup>221</sup>

Dans son rapport mensuel sur le moral de septembre 1959, Favarel a fait mention de sa discussion avec Bouridane Bekhaba et pris ouvertement position contre le discours du 16 septembre, entraînant une convocation immédiate chez le général Cantarel, commandant la zone de Mostaganem. Cantarel lui ayant demandé de refaire son rapport pour exclure le passage sur le discours de De Gaulle, Favarel a refusé et il fut, en conséquence, mis aux arrêts de rigueur. En agissant si obstinément, refusant de porter la moindre atteinte à son intégrité, Favarel n'est pas très différent de Georges Oudinot et se range parmi de nombreux officiers des AA à exprimer une opiniâtreté personnelle qui se conjugue mal avec les principes militaires habituels d'obéissance et de soumission.

Le prochain grand événement à sceller le désillusionnement de Jean Favarel fut la semaine des Barricades en janvier 1960. Mais à l'opposée d'une Monique Eoche-Duval qui déplore sans atténuation la révolte des Pieds-noirs algérois, c'est contre Charles de Gaulle que se dirige la rancœur de Favarel : « Sont arrivées les Barricades. Je refusais de croire encore, dans ma naïveté, que c'était le début de la fin. [...] C'était dur pour moi de voir que de Gaulle nous avait menés dans la farine. » Evidemment, cette interprétation de la semaine des Barricades démontre encore une fois la sympathie qu'éprouve Jean Favarel pour la communauté pied-noir ; elle n'est pas partagée par un seul des autres anciens des SAS que nous avons interviewés, même pas par Georges Oudinot.

Ensuite, en janvier 1961, les SAS sont chargées de l'organisation du référendum sur le projet de loi concernant l'autodétermination de l'Algérie. Au fait, non seulement elles furent chargées de l'organisation pratique, mais il fut aussi exprimé assez clairement que le gouvernement s'attendait à ce que les SAS contribuassent à assurer le maximum de votes favorables. Lors d'une réunion de préparation à la sous-préfecture, le général Cantarel expliqua que « notre devoir était de faire voter "oui" au référendum, et que les officiers seraient notés en fonction du pourcentage de "oui" obtenu au référendum. Et alors là, la coupe a été pleine. » Refusant encore une fois de suivre les consignes de ses supérieurs, Favarel n'hésita nullement à expliquer ses intentions aux officiers présents à la réunion : « Je rentre à ma SAS. Demain je réunis tous mes moghaznis, et on va partir à cheval faire le

---

<sup>221</sup> Favarel, Chabeuil, le 24 mai 2010. Quivy, *op.cit.*, 64.

tour de tous les douars. Et je vais poser la question à mes chefs de douars : “Vous voulez que la France reste, vous votez non. Vous voulez qu’elle s’en aille vous votez oui” » En conséquence, le résultat n’était pas ce qu’auraient préféré les autorités. Dans l’ensemble des quatre communes de la SAS d’Henri Huc, 87% des votants ont voté « non ».

Au mois de mars 1961, Favarel ayant déjà une solide réputation d’insoumis, le général Partiot, chef des Affaires algériennes, vint personnellement à Henri Huc annoncer la mutation de Favarel. S’opposant à cette mutation, Favarel fut convoqué à Paris par le ministre des Affaires algériennes, Louis Joxe, et le ministre des Armées, Pierre Messmer, pour s’expliquer : « J’ai expliqué à ces deux tristes individus Messmer et Joxe ma position. Alors on essayait, bien sûr, de me dire que j’étais un imbécile qui n’avait rien compris. » Arrêté, il fut néanmoins vite relâché et put rentrer en Algérie pour reprendre ses fonctions. Selon Favarel lui-même, c’est à cause d’une intervention du général Partiot en sa faveur auprès des ministres qu’il a été libéré de prison, et il suggère aussi que cette intervention a occasionné peu après la mutation de Partiot.

Quand le putsch des généraux a éclaté en avril 1961, on ne s’étonnerait pas de trouver Jean Favarel sympathiser avec les putschistes. Or, suite à un épuisement total, il fut hospitalisé à Oran juste avant le déclenchement du putsch et bénéficia d’une permission de convalescence dans les Pyrénées. Alors que Claude Hary a évoqué des hésitations morales devant le putsch, voire la conviction que le putsch était destiné à l’échec, Favarel trouve naturel que les officiers SAS puissent se rallier au putsch : « Nous, le putsch, il n’y a pas eu de problème, étant donné que le général Turnier<sup>222</sup>, obéissant aux ordres du général Challe, a dit qu’aux Affaires algériennes, tout le monde est derrière Challe. Tous étaient couverts par notre hiérarchie. »

De retour de sa convalescence au mois de mai 1961, Favarel fut finalement muté d’Henri Huc pour être chargé, à Mostaganem, d’organiser la fermeture de toutes les SAS de la région, la réorganisation totale des Affaires algériennes ayant été décidée par le gouvernement général.<sup>223</sup> Pour Favarel, c’étaient « des missions pas très catholiques ». Dès lors, il ne perdra pas beaucoup de temps avant de prendre contact avec le général Jouhaud, dirigeant l’OAS en Oranie, qui lui donne pourtant la consigne de rester à son poste au lieu de prendre le maquis : « Vous nous rendrez plus de services en restant près de la population musulmane, car on ne sait pas de quoi demain sera fait. Il faudra toujours les protéger. »<sup>224</sup>

---

<sup>222</sup> Le remplaçant de Partiot.

<sup>223</sup> Mathias, *op.cit.*, 173.

<sup>224</sup> Le général Jouhaud, cité par Favarel, Chabeuil, 24 mai 2010.

Ainsi s'est passée une année où Favarel agit dans la semi-clandestinité, assurant ses fonctions aux AA tout en collaborant activement avec l'OAS. Il organisa entre autres la soustraction d'un dépôt d'armes permettant le réarmement des groupes d'autodéfenses ayant été désarmés par les militaires. La veille de l'entrée en vigueur des accords d'Evian – accords « scandaleux », selon Favarel – il fut convoqué chez le préfet pour une rencontre qui allait tourner mal :

Le préfet, qui était monsieur Bodzi, m'a expliqué que grâce aux accords qui allaient être officialisés le lendemain, c'était une ère nouvelle pour nos harkis et nos moghaznis, qu'ils auraient des prêts préférentiels pour créer des troupeaux, des hectares à cultiver, et cetera. J'ai dit : "Vous allez arrêter, monsieur le préfet. Vous vous foutez de ma gueule !" Il voulait que ce soit mes moghaznis qui affichent à Mostaganem les affiches pour le 19 mars. Et je lui ai dit : "Monsieur le préfet, vous me connaissez mal !" Et je lui ai flanqué une paire de gifles, voilà.

Contre son gré Favarel a finalement quitté l'Algérie pour la métropole le 30 juin 1962, ayant été prévenu par un colonel sympathisant que sa collaboration avec l'OAS avait été dévoilée et qu'il allait être arrêté par les gendarmes à brève échéance. Ce fut pour lui un moment très émotionnel : « Je reverrai toujours le départ de ce bateau, quand je me suis retourné vers Oran et que je me suis dit : "C'est fini". »<sup>225</sup> Après quatre mois dans une unité en Allemagne, il a été arrêté par les barbouzes, soumis à des interrogatoires brutaux et secrètement incarcéré à Toulouse pendant six mois avant d'être traduit devant un tribunal :

Je suis passé deux fois devant la Cour de sûreté de l'État. Il y avait un musulman – Belarbi – qui était chef de la SAU de Mostaganem, auquel j'ai sauvé la vie le 22 janvier 62. [...] Belarbi est venu à mon premier procès à la Cour de sûreté de l'État avec le Sheikh Bentekouk<sup>226</sup> [...]. Ce qui a compté énormément c'est que Belarbi a raconté dans quelles conditions je l'ai sauvé sur le perron de la SAU de Mostaganem. Et [Bentekouk] a dit : "Si j'ai le drapeau français autour de ma taille aujourd'hui, c'est grâce au capitaine Favarel." Donc, la première fois j'ai eu quatre ans, et la deuxième fois j'ai eu cinq ans. Et ça a été la fin.

### 6.3.3. Regard en arrière sur une épopée

Sans doute, « épopée » est un mot apte à décrire l'expérience de Jean Favarel aux Affaires algériennes et dans l'OAS. Il fut comme les autres très enthousiasmé le 13 mai 1958, mais son sentiment de loyauté au régime de De Gaulle s'est dégradé plus vite que chez les autres, et il était convaincu dès le 16 septembre 1959 que de Gaulle était en train de « mener dans la farine » l'Algérie française. Son expérience se traduit par une rancune exceptionnelle à l'égard de De Gaulle :

Quand j'ai pris ma décision, après le 13 mai, donc, et après le référendum de septembre cinquante-huit, c'est parce que j'avais compris qu'il n'y avait plus sur cette terre, comme avait dit Charles de Gaulle, que des Français à part entière de Dunkerque à Tamanrasset. Et j'ai dit "la solution, c'est vraiment celle-là." Ce n'est pas de ma faute si lui après il a changé.

En discutant avec Jean Favarel on ne peut pas éviter de remarquer que son interprétation des événements algériens est en totale contradiction avec le courant dominant des historiens. Les

---

<sup>225</sup> Quivy, *op.cit.*, 170.

<sup>226</sup> Patron d'une zaouïa. Sympathisant avec l'OAS.

exemples fleurissent : Le lieutenant Degueudre, à la tête des fameux commandos Delta de l'OAS et une des trois personnes seulement à avoir été condamnées à mort et fusillées pour leurs crimes, est « un type exceptionnel ». L'OAS n'est nullement une organisation terroriste mais un mouvement de résistance, comparable à celui de la Seconde Guerre mondiale : « Bien sûr, les gens non informés, "ce sont des criminels" disaient-ils. Non, c'étaient des résistants. Avec quelques fois les bavures que ça peut engendrer. » La quasi-totalité de la population oranaise, y compris les musulmans, aurait été favorable à l'OAS, ce qui semble peu vraisemblable. Les Pieds-noirs, on l'a vu, n'étaient pas coupables selon Favarel, alors que même Georges Oudinot, lui aussi sympathisant de l'OAS, est catégorique en leur attribuant la responsabilité historique de la perte de l'Algérie française.

S'il est tentant d'en conclure que Favarel est un fanatique, aveuglé par les utopies colonialistes et incapable d'admettre, même avec le recul, ses erreurs, cela serait pourtant une interprétation trop peu nuancée. Pour le comprendre, il faut surtout essayer de regarder l'Algérie du début des années soixante à travers les yeux d'un jeune lieutenant idéaliste et décidé à tenir ses promesses. Confronté à une extrême violence de la part de son adversaire, acceptant peut-être trop facilement la brutalité de l'armée française, souhaitant avant tout l'éradication de la pauvreté absolue du fellah algérien, et convaincu que seule la France, et en l'occurrence l'armée française, était capable d'assurer le progrès de la société algérienne, il n'a pas vu d'autres alternatives que l'insoumission et la révolte ouverte.

Invité à évoquer son meilleur souvenir du parcours aux AA, Favarel répond « le côté humain, c'est évident. Car il n'y a rien de plus exaltant que de sortir des gens de la misère et de les voir heureux. » En particulier il se rappelle l'épisode de la remise en état de la ferme du Pied-noir Paul Albert. Ce qui a avant tout posé des difficultés était selon lui le manque de crédits, interdisant la réalisation de plusieurs projets qu'il aurait souhaité entreprendre. Contrairement à ce qui est souvent décrit par d'autres officiers SAS, Favarel a eu peu de problèmes avec la hiérarchie civile, décrivant un sous-préfet très content de pouvoir se décharger de la responsabilité de faire progresser le fellah algérien. Il ne faut pas pour autant occulter les quelques confrontations agressives qui ont eu lieu, dont figure au premier rang l'épisode de la gifle donnée au préfet. Quant à la hiérarchie militaire, les relations ont aussi été majoritairement bonnes, Favarel étant lui-même commandant de sous-quartier, mais il ne faut surtout pas oublier la tension quand le général Cantarel lui demande la réécriture du rapport après le 16 septembre 1959 et Favarel refuse.

Que la liberté de la mission et le peu de contacts avec les supérieurs aient été des sources de confusion et de doutes pour quantité d'officiers SAS, c'est évident. Or, pour Favarel c'était une situation qui lui a plu beaucoup : « Ça m'a plu, parce que je ne demandais pas l'autorisation, je rendais compte après l'action. » En ce qui concerne la solitude dans l'éloignement du bled, ressentie



parfois comme dure à supporter, notamment par Claude Hary, elle n'était apparemment pas une gêne pour le lieutenant Favarel. D'abord isolé de sa famille pendant plus d'un an sans que cela semble l'avoir sensiblement chagriné – « Vous savez, les militaires de carrière, on avait l'habitude » – sa famille a pu venir le rejoindre à la fin de 1959, les travaux sur le bordj étant alors achevés.

#### **6.3.4. La solution de la dernière chance : Adhésion à l'OAS**

Nous avons émis l'hypothèse que « la sollicitude pour les moghaznis et la peur de ce qui pourrait leur arriver après l'indépendance peuvent avoir poussé certains officiers SAS à rejoindre l'OAS. » Puisque nous avons découvert qu'il n'est pas possible d'employer le pluriel pour parler des officiers SAS dans l'OAS, cette hypothèse doit être modifiée, mais elle n'en est pas moins valable pour le cas de Jean Favarel. En effet, il a solennellement affirmé que l'inquiétude pour l'avenir de ses moghaznis était un facteur décisif dans son choix d'adhésion. Pour souligner rétrospectivement le bien-fondé de ses craintes, il estime que les trois quarts d'entre eux ont été assassinés après l'indépendance.

Si Jean Favarel dit encore aujourd'hui ne jamais avoir regretté son choix – malgré six ans d'incarcération, le départ d'office de l'armée qu'il a tant aimée, la réintégration difficile dans la vie civile, et la condamnation sévère du courant dominant des historiens de ce qu'a été l'OAS – il est tout de même capable de nuancer et de se poser des questions sur certains des actes commis par ce mouvement violent : « Il y a une chose qui est malheureuse, c'est que la violence entraîne toujours la violence. [...] Mais dites-vous bien que la résistance en Algérie, qui était le fait de l'OAS, était d'une impérieuse nécessité. » Interviewé par Vincent Quivy, Favarel a déclaré que l'OAS était « la solution de la dernière chance ». Il reconnaît qu'il y a eu des erreurs, mais rappelle au même temps qu'elle a réussi, selon lui, à sauver beaucoup de vies dans une période très difficile.<sup>227</sup>

En parlant de l'attentat du Petit-Clamart, perpétré en août 1962 dans une période où Favarel lui-même n'avait plus de rôle actif dans le mouvement et où tout espoir de rétablissement de l'Algérie française semblait perdu, Favarel se pose des questions sur le bien-fondé de cet acte désespéré, sans pour autant le condamner : « Pour le colonel Bastien-Thiry qui en a été à l'origine, qui était un homme sensé, il n'acceptait pas la trahison de De Gaulle. Quand il y a un traître quelque part, on l'élimine. Voilà ! Mais surtout on ne le manque pas ! » Favarel regrette particulièrement la tendance des historiens à décrire l'OAS comme un mouvement d'extrême-droite, au seul avantage des Pieds-noirs les plus radicaux : « Dans l'OAS, il y avait des musulmans, il ne faut pas croire que c'était une bande d'ultras et de fachos comme on a eu tendance à le dire et comme on a surtout tendance à le dire maintenant. Pas du tout. »<sup>228</sup>

---

<sup>227</sup> Quivy, *op.cit.*, 222-223.

<sup>228</sup> Quivy, *op.cit.*, 223.

### 6.3.5. De Gaulle

En ce qui concerne la cible par excellence de la haine de l'OAS, le général de Gaulle, il n'est pas étonnant d'entendre des condamnations virulentes de la part de Favarel, de la personne de Gaulle ainsi que du régime dont il était la tête : « Effectivement, sur les gouvernements de la 3<sup>e</sup> et de la 4<sup>e</sup> République, il y a eu beaucoup à dire. Mais je crois qu'il y en a encore plus à dire sur ceux de la 5<sup>e</sup>. » Il a rappelé un jugement peu flatteur sur de Gaulle qu'aurait prononcé le journaliste Alain Duhamel :

Vous savez, Alain Duhamel, ce qu'il a déclaré au mois de novembre l'année dernière... On lui a posé la question "Quel était d'après vous le plus grand génocidaire du siècle passé ?", il a répondu : "Sans conteste, le général de Gaulle." Pour qu'Alain Duhamel ait le courage aujourd'hui de dire ça, ce n'est pas fréquent ! [...] Avoir sur sa conscience la mort de 150.000 harkis et leurs familles, l'exode d'un million de Pieds-noirs, toutes les conséquences qui ont suivi pour l'Algérie, nos soldats qui sont prisonniers...

Cependant, Favarel ne cite pas correctement Alain Duhamel. En réalité, Duhamel s'est prononcé dans le magazine *Historia* sur le thème de *trahison*, et non pas celui de *génocide*.

- Historia : « Quel est selon vous l'acte de trahison le plus retentissant de la V<sup>e</sup> République ? »
- Duhamel : « Sans hésitation, celui du général de Gaulle vis-à-vis des Français d'Algérie. »<sup>229</sup>

Au moment où le 70<sup>e</sup> anniversaire de l'appel du 18 juin est à l'origine d'un renouveau de l'intérêt pour le général de Gaulle et du grand estime que lui réserve la majorité des Français, il peut tout de même être utile de rappeler qu'il existe encore un bon nombre de personnes pour lesquelles le nom « de Gaulle » représente avant tout la trahison, l'abandon et les mensonges. En effet, pour l'armée qui avait subi une série de défaites humiliantes – 1940, Suez, Diên Biên Phu – il n'a pas été facile d'en accepter une autre, d'autant moins que la victoire militaire était déjà assurée :

L'armée – qui militairement avait gagné la partie – a eu du mal à accepter que par la volonté d'un homme on remette la victoire dans les mains des égorgeurs. [...] Le FLN était à bout de souffle. Militairement. Et politiquement, non. De par la volonté d'un homme et des sbires qui étaient autour. C'est pour ça que je ne lui pardonnerai jamais.

## 6.4. René Roesch

« Le fait d'avoir voulu ne connaître que le FLN comme interlocuteur a tout foutu par terre. »<sup>230</sup>

Comparées aux SAS, les SAU présentent suffisamment de différences pour que nous ayons trouvé utile de les étudier de plus près. Cherchant dès lors à entrer en contact avec une personne ayant servi dans une SAU, nous avons, par l'intermédiaire de l'Association des anciens des Affaires

---

<sup>229</sup> "La trahison n'est pas le propre du monde politique". *Historia* 2009, n° 122. Consultable sur <http://www.historia.fr/content/recherche/article?id=26831>.

<sup>230</sup> Interview avec René Roesch, Paris (19<sup>e</sup>), le 25 mai 2010. Sauf autre indication, toutes les informations et toutes les citations de ce chapitre proviennent de cette interview.

algériennes (AAAA)<sup>231</sup>, eu l'occasion de réaliser une interview avec René Roesch, ancien chef de la SAU d'Oran Ville Nouvelle.

Avec 15 ans d'expérience des Affaires indigènes (AI) au Maroc, Roesch fut bien placé pour comprendre la nécessité de rétablir le contact avec la population musulmane d'Algérie. C'est pourtant dans une unité opérationnelle, à savoir le 2<sup>e</sup> régiment de tirailleurs algériens, qu'il fut détaché après l'indépendance du Maroc et où il allait passer trois ans – de 1956 à 1959, donc. Las d'être éloigné de sa famille à Oran et fasciné par le travail du service des AA, il a profité de ses contacts auprès des anciens des AI – dont un bon nombre étaient placés dans les échelons supérieurs des AA – pour obtenir une mutation dans une des quatre SAU alors installées sur Oran.

#### **6.4.1. Le parcours**

Sur les quelque 200.000 habitants d'Oran, les musulmans en comptaient à peu près la moitié. Les SAU étaient principalement destinées à encadrer la population musulmane, et chacune de celles d'Oran avait donc en charge une moyenne de 25.000 habitants. Dans celle de René Roesch, une grande partie de la population était des ruraux qui avaient quitté leurs villages natals dans le bled et étaient venus s'installer en ville, à l'abri de la double menace de la terreur du FLN et des fouilles de l'armée française. Son quartier ne comptait pratiquement aucun habitant européen, lui valant de la part des habitants européens des quartiers voisins le nom péjoratif de « village nègre ».

Parmi les quelque 30 personnes affectées à la SAU d'Oran Ville Nouvelle on trouve des Pieds-noirs, des métropolitains, des Arabes et des Kabyles, vivant selon René Roesch en parfaite intelligence les uns avec les autres. Les patrouilles du maghzen étaient ainsi tantôt commandées par un musulman, tantôt par un Pied-noir. Roesch décrit ses subalternes comme une équipe « bien soudée et polyvalente, qui faisait un peu n'importe quoi », affirmant ainsi la créativité, l'idéalisme et la volonté d'agir auprès de la population, caractéristiques qu'on retrouve dans des SAS comme Beni-Douala ou Champlain.

Pour faciliter la tâche, l'atmosphère dans Oran Ville Nouvelle semble avoir été moins tendue et moins violente que ce qu'on connaît des SAS du bled où l'emprise du FLN se faisait plus facilement sentir. En effet, René Roesch dit n'avoir jamais remarqué une présence visible du FLN dans son quartier à l'exception de deux ou trois incidents violents visant des personnes soupçonnées par le FLN de collaboration avec les autorités françaises. Dans le quartier, les sorties à pied et sans arme étaient la règle plutôt que l'exception, et Roesch affirme n'avoir jamais rencontré d'animosité lors de

---

<sup>231</sup> Sous la direction de Daniel Abolivier, l'AAAA milite pour la réparation des dommages moraux et matériels résultant de l'abandon des harkis et moghaznis en 1962. Elle s'est aussi engagée dans la conservation de la mémoire des SAS.

ses sorties. Il n'en faut pas pour autant déduire que la population était particulièrement accueillante ; elle était plutôt attentiste, sans doute par crainte de se ranger dans l'un ou l'autre camp du conflit algérien :

Ils attendaient toujours. C'est ce que j'ai pu reprocher en particulier à cette population d'origine algérienne, c'est qu'ils n'ont jamais voulu prendre parti. Mais il faut dire qu'on peut les comprendre. Ils voyaient une position française tellement hésitante et tellement incertaine que la collaboration se mouillait. Ils attendaient de voir comment ça allait tourner.

Si la population d'Oran Ville Nouvelle était pauvre, elle n'était pourtant pas réellement menacée par la famine, contrairement à ce qui était le cas pour la population rurale. Certes, une partie du temps de l'équipe de la SAU était consacrée à distribuer des secours alimentaires aux familles les plus pauvres, mais en général l'entraide familiale et les revenus des petits boulots suffisaient à éviter la sous-alimentation. Epargné des menaces les plus graves sur la sécurité, René Roesch a pu consacrer plus de son temps à ce qui était censé être les tâches principales des cadres des AA. Il s'est particulièrement engagé dans la promotion sociale de la femme musulmane et l'encadrement de la jeunesse. Lui-même issu du scoutisme, Roesch a pu établir des troupes scoutes dans son quartier, pour les filles comme pour les garçons. Comme Claude Hary, René Roesch reconnaît dans le scoutisme un idéal qui se conjugue très bien avec les ambitions des AA :

Je trouvais que cette jeunesse désœuvrée, non encadrée, qui ne savait pas quoi faire, c'était dramatique. Tandis que le scoutisme avec toute sa créativité, avec toutes ses occupations, était susceptible de leur apporter quelque chose. [...] Il est évident que notre action pour le long terme devait se baser sur une éducation de la jeunesse. Il fallait que les jeunes sortent de leurs idées toute faites ou de leur ignorance pour ensuite devenir effectivement des jeunes et des hommes conscients et responsables. Responsables et puis capables d'être des leaders, de prendre en main et d'apporter quelque chose.

Contrairement à plusieurs autres officiers des AA, Roesch a toujours eu de très bonnes relations avec les autorités militaires et civiles. Par exemple, il a toujours pu obtenir les attributions budgétaires qu'il demandait :

De ce côté-là, on n'avait pas de problèmes, et quand on demandait une subvention ou une aide, on était effectivement suivi sans difficultés. Il y avait une grande relation de confiance entre les autorités et les SAS. Que ce soit le préfet ou le général du quad<sup>232</sup>, tout le monde considérait que notre travail était important, utile, même s'il était assez flou.

En effet, à cause de ses bonnes relations avec les échelons supérieurs, les budgets de la SAU ont pu être utilisés assez librement, dans l'esprit créatif qu'on retrouve souvent dans les AA : « Au fur et à mesure, on a créé des postes un peu particuliers qui justement servaient à être en contact avec cette population, à connaître leurs besoins et à les aider. » Roesch a bien apprécié cette liberté d'agir indépendamment. En ce qui concerne les relations avec les hiérarchies civile et militaire, il ne semble

---

<sup>232</sup> « Quad » = troupes du quadrillage.

pas avoir eu de problèmes non plus, d'autant plus qu'il a su tirer des avantages d'une organisation où le partage de responsabilité entre l'armée et la sous-préfecture n'était pas toujours clairement défini : « C'est l'avantage de n'obéir à personne ! » Contrairement à Claude Hary, René Roesch ne se souvient pas d'un quelconque sentiment de solitude, les SAU travaillant en effet plus étroitement les unes avec les autres que les SAS dispersées dans le bled : « Il y avait tellement à faire que tout le monde était occupé, et qu'on travaillait pour le bien commun. »

#### 6.4.2. Les grandes étapes

Même s'il porte parfois un jugement très sévère sur la politique algérienne du général de Gaulle, René Roesch ne peut pas être comparé à Jean Favarel et Georges Oudinot qui, eux, étaient prêts à s'opposer violemment au pouvoir légal. Il a pourtant observé les grandes étapes du recul de l'Algérie française avec de plus en plus de consternation, jusqu'à prendre la décision, au printemps 1961, de chercher une mutation dans la gendarmerie et de quitter l'Algérie pour la métropole. Pour comprendre le désillusionnement croissant de René Roesch, on peut distinguer deux facteurs décisifs qui l'ont convaincu que le projet de l'Algérie française était devenu une impasse : la reconnaissance par les dirigeants politiques du FLN comme interlocuteur valable, et le refus catégorique de la communauté pied-noir d'accepter tout changement sociétal. Partant de l'enthousiasme du 13 mai, l'espoir est successivement transformé en désespoir :

Le 13 mai c'était la fête. [...] J'ai vu tous les anciens combattants de l'Algérie venir participer à la fête. Pour eux, c'était gagné. [...] Puis après, la politique du général de Gaulle a fait que... Son obstination à ne pas traiter qu'avec le FLN a découragé tout le monde et a inquiété tout le monde. Donc tout le monde s'est abstenu de manifester ses sentiments profonds.

Vers la fin de 1959 et le début de 1960, le discours de De Gaulle du 16 septembre et la semaine des Barricades à Alger – suscitant beaucoup de sympathie de la part de la population européenne oranaise – ont été interprétés par René Roesch comme des événements peu prometteurs pour l'avenir de l'Algérie française : « Ça s'est de nouveau détérioré parce qu'il n'y a pas eu un effort pour faire évoluer les Pieds-noirs d'un côté, mais surtout toute l'administration, toute la bourgeoisie française ou pied-noir qui était là, qui avait la mainmise sur un peu tout. »

Ensuite est arrivé le putsch des généraux en avril 1961, mais à cette époque-là, René Roesch avait déjà pris la décision de quitter les Affaires algériennes ; au fait, l'éclatement du putsch a coïncidé avec son concours d'entrée à la gendarmerie. Même s'il admet une certaine sympathie pour les intentions des putschistes, Roesch ne les soutient pas – rétrospectivement, au moins – surtout à cause du manque de préparatifs qui semble avoir condamné ce pronunciamiento à l'échec : « Ça a été un peu la surprise le putsch, on n'a pas très bien compris ce qui se passait. [...] Ce n'était peut-

être pas la bonne chose à faire, mais vu le comportement de De Gaulle, c'était difficile... Il ne voulait pas entendre raison. »

Sur la violence de l'OAS – exercée en majorité pendant une période où Roesch était déjà rentré en métropole – il est catégorique en niant tout mérite à de tels actes et en attribuant à l'OAS la responsabilité d'avoir gâché la dernière chance d'une solution pacifique du conflit algérien :

L'OAS a brouillé les cartes, a complètement compromis toute possibilité de vie commune avec la population musulmane. [...] Bien sûr on les comprend. Mais c'était un geste de désespoir. [...] La réflexion de l'OAS était que nous avons pris un pays qui était désertique et qui était inculte, qui n'était pas civilisé. On leur a apporté beaucoup de choses, ils ne veulent plus de nous, donc on brûle tout, on rase tout. C'était suicidaire.

#### **6.4.3. Les Pieds-noirs**

Comme nous avons mentionné, les employés de la SAU de René Roesch étaient de toutes origines, y compris quelque cinq ou six Pieds-noirs. Même si eux s'entendaient bien avec leurs camarades musulmans, le point de vue de René Roesch sur la communauté pied-noir en tant que telle n'en est en rien atténué. Il n'est assurément pas d'accord avec un Jean Favarel qui n'admet aucune culpabilité des Pieds-noirs, mais plutôt avec un Georges Oudinot ou une Monique Eoche-Duval qui regrettent l'opiniâtreté et le faux sentiment de supériorité de cette communauté. Particularité pour la région oranaise, une grande partie des Pieds-noirs étaient d'origine espagnole, beaucoup d'entre eux des anciens républicains réfugiés en Algérie après la victoire de Franco :

Cette population-là d'origine espagnole était de nature très fière, très orgueilleuse. Pourquoi ? Mais c'est comme ça. Les Espagnols ils sont fiers, ils sont contents d'être eux. Et par conséquent, ils ont tout de suite trouvé que les Arabes étaient moins bien qu'eux, et ils ont toujours dénigré le comportement des Arabes qui n'étaient pas comme eux. [...] Ils avaient beaucoup apporté et par conséquent il y avait peut-être aussi un certain mépris des Arabes qui n'avaient jamais réussi à le faire, à mettre en valeur ces terres.

#### **6.4.4. De Gaulle et le FLN**

Pour René Roesch, le défaut principal de la politique algérienne du général de Gaulle réside dans sa volonté de négocier avec le FLN et la reconnaissance de ce dernier comme seul représentant légitime de la population algérienne. En cela, Roesch se distingue légèrement des autres personnes des AA citées. Par rapport à Monique Eoche-Duval, la différence est évidente, car elle n'est en réalité pas opposée à la politique gaullienne. Mais il se distingue aussi de Georges Oudinot et de Jean Favarel, puisque sa déception ne se traduit pas par cette rancœur violente, cette haine personnelle éprouvée par Oudinot et Favarel pour le général de Gaulle. Cette distinction est sans doute due au fait que Roesch n'a pas servi en Indochine, et qu'il n'a donc pas vu dans le conflit algérien un moyen de se venger de l'humiliation de la défaite de Diên Biên Phu. Pour René Roesch, avec son expérience des AI du Maroc, la mission en Algérie était une mission uniquement bienveillante, au service d'une population trop longtemps négligée par l'administration française et de plus en plus terrorisée par un mouvement de libération qui n'acceptait pas la moindre déviation de la lutte antifranaise, alors que

la population était, selon Roesch, a priori prête à accepter le maintien de l'Algérie en union avec la France, pourvu que la France arrive à assurer la nécessaire amélioration du statut social, politique et économique des musulmans :

Le gouvernement ne voulait avoir d'interlocuteur que le FLN. Donc ça écartait complètement toute la partie de la population arabe qui nous était fidèle. Parce que le FLN c'était quand même la minorité. Seulement, c'était une minorité féroce. Quand il y a eu quelque chose qui ne leur plaisait pas, on a tué, on a égorgé, on a massacré. Et c'est ce qui s'est passé après, quand on est partis. [...] D'après ce que j'ai pu connaître et rencontrer de gens dans ma SAU, beaucoup de gens étaient pour le maintien de la présence française en Algérie mais avec des aménagements. Avec une amélioration du statut d'Algérien et avec un meilleur partage des responsabilités.

Le point de vue de René Roesch sur le rôle du FLN présente en effet quelques similarités avec celui de Jean Favarel en ce qu'il voit dans les accords d'Evian l'abandon de la France face à un ennemi qui était vaincu et à qui on n'était donc nullement obligé de faire des concessions : « Ce qui m'a écœuré, c'est de voir qu'après être sorti de la crise et avoir terrassé le FLN, c'est sur le plan politique qu'on a abandonné la partie. Alors que rien ne justifiait quelque chose de semblable. » Mais Roesch n'est pas pour autant incapable de nuancer et d'admettre les difficultés qu'aurait eues de Gaulle – face à des pressions anticolonialistes de l'étranger et à une opinion métropolitaine pour laquelle l'Algérie ne représentait qu'un gaspillage d'argent et, dans les cas extrêmes, un terrain de mort pour les jeunes du contingent – au cas où il chercherait à tenir ses promesses initiales de garder l'Algérie à la France.

Ses idées de grandeur, elles étaient honnêtes et respectables. Maintenant pour y arriver il a provoqué des catastrophes. Mais les catastrophes sont venues du fait qu'il a passé la main au FLN et que le FLN avait des comptes à régler. [...] Les accords d'Evian, ça a été une tromperie monumentale.

S'il est parti de l'Algérie avec une certaine amertume, et s'il reste aujourd'hui parmi ceux qui estiment que l'Algérie française n'était pas une utopie et que le départ de la France en 1962 était une erreur, les souvenirs que garde René Roesch de son service aux Affaires algériennes n'en sont en rien assombris : « Je n'ai eu que du bonheur dans ma SAU. C'est vrai. On avait tellement l'impression d'être utile, de faire quelque chose d'exprès, d'apporter quelque chose aux gens. »

## **6.5. Monique et Roger Eoche-Duval**

*« Après le F.L.N, c'était au tour de l'O.A.S. de creuser la tombe de l'Algérie fraternelle »<sup>233</sup>*

Militaire de carrière, jusqu'alors parachutiste du génie, le capitaine Roger Eoche-Duval débarque en Algérie en avril 1956 pour prendre le commandement de la SAS de Champlain dans l'arrondissement de Médéa à une cinquantaine de kilomètres au sud-ouest d'Alger. Suivant ensuite un parcours pas très différent de celui du capitaine Oudinot en Kabylie, Eoche-Duval dut attendre trois ans avant d'obtenir les premiers résultats palpables.

---

<sup>233</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 277.

En novembre 1957, Roger fut rejoint par sa femme et leurs trois enfants. En effet, sa femme Monique est la raison pour laquelle nous avons choisi les Eoche-Duval comme exemple dans ce mémoire, car elle a publié, en 2007, bien après le décès de son mari, ses mémoires du temps passé en Algérie.<sup>234</sup> Cas unique parmi tous les exemples que nous évoquons ici, Monique Eoche-Duval est retournée en Algérie pour revoir les lieux de sa SAS avant de publier son livre. Cas unique aussi parmi les officiers SAS, Roger Eoche-Duval était pied-noir, né et grandi à Sétif. Il était donc bien conscient de la méconnaissance des Européens d'Algérie de leurs compatriotes musulmans. Dans son adolescence au lycée de Sétif<sup>235</sup>, Roger lui-même n'avait jamais fréquenté des Algériens, et l'apprentissage de l'arabe était en général méprisé parmi les Européens.<sup>236</sup>

### 6.5.1. Le parcours

Le travail comme chef de SAS à Champlain, tout comme celui de Georges Oudinot à Beni-Douala, fut une véritable œuvre de patience. En 1956, dans une lettre adressée à sa femme, Roger décrit une ambiance « détestable ». Il a affaire à des vignobles saccagés, des fermes incendiées, des pistes coupées, des écoles détruites ; tous facteurs interdisant a priori l'espoir d'une réussite imminente.<sup>237</sup> Comme Beni-Douala, Champlain était fortement affecté par le départ des hommes pour les usines dans la Mitidja ou en métropole, ne laissant sur place que des femmes, des gamins et des vieillards. Les épidémies et le paludisme étaient fréquents, les enfants mouraient de diarrhée, l'hygiène du corps était totalement négligée, les seaux faisaient par exemple office de WC. Les contacts entre l'administration et les Algériens musulmans étaient pratiquement nuls et l'ambiance était généralement hostile. Mais en février 1959 – trois ans, donc, après l'arrivée de Roger – un groupe de fellahs – las de la pauvreté, de l'insécurité et de la terreur du FLN – ont discrètement pris contact avec lui pour demander d'être regroupés près de la SAS afin d'avoir sa protection.<sup>238</sup>

Dès son arrivée, Monique s'est engagée activement dans le travail de la SAS, assumant les tâches habituellement sous la responsabilité des attachées féminines, telles la scolarisation, la santé, l'hygiène domestique et la puériculture. Espérant pouvoir engager les quelque dizaines de femmes européennes habitant la région, elle se heurte pourtant à leur indifférence quasi-totale. Sur les 2000 enfants de la circonscription, 30 seulement sont scolarisés, sans que cela semble préoccuper les

---

<sup>234</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*

<sup>235</sup> Nous n'avons pas pu vérifier si Roger Eoche-Duval a été présent à Sétif lors des émeutes de mai 1945.

<sup>236</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 214.

<sup>237</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 31.

<sup>238</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 17-23.



Européens.<sup>239</sup> Pour les musulmans, la crainte de la faim empêche tout autre progrès : « Ce pays qui avait été le grenier à blé de Rome, ne nourrissait même plus sa population. »<sup>240</sup>

Roger, quant à lui, essaye d'abord de renouer le contact avec la population en rétablissant l'administration jusqu'alors pratiquement négligée. Dans une de ses quatre communes, une commune sans aucune activité économique non-agricole, il détient les fonctions de maire. Partout dans la SAS, des projets d'aménagement s'imposent et le chef de la SAS entreprend entre autres le creusement de plusieurs puits, l'établissement d'un bureau de poste, d'une forge, d'un dépôt de carburant.<sup>241</sup>

Il était également essentiel d'aborder tout de suite l'établissement de l'état civil. Comme Claude Hary, Roger fut stupéfait de découvrir des êtres humains sans aucune identité, plusieurs d'entre eux étant nommés simplement « Blanaquoua », c'est-à-dire « sans identité ».<sup>242</sup> Une fois l'état civil plus ou moins établi on procéda à la collecte des impôts qui, malgré des lacunes, fonctionnait alors, selon Monique, d'une manière satisfaisante, les habitants conservant soigneusement leurs quittances pour pouvoir les montrer « comme preuve de fidélité à la France ».<sup>243</sup>

Une autre conséquence de l'état civil nouvellement établi fut le droit de vote. Pour les élections municipales d'avril 1959, le taux d'abstention fut pourtant très élevé parmi les musulmans, et approchant les 100% parmi les femmes.<sup>244</sup> En outre, pour Monique, insister sur l'organisation d'élections, alors que l'insécurité règne partout et les citoyens crèvent de faim, n'est rien d'autre qu'un gaspillage de ressources : « L'Algérie, pauvre, meurtrie, désorientée, criant justice, assoiffée de paix, allait voter ! »<sup>245</sup>

Roger s'étant mis d'accord avec les notables musulmans désirant se rallier pour leur regroupement et la création d'un nouveau village avoisinant les bureaux de la SAS, la grande opération de déménagement eut lieu le 10 avril 1959. Par crainte de sanctions contre les populations de la part du FLN, elle doit être préparée secrètement et en dehors de toute procédure prévue. Le jour venu, au lieu des 300 personnes dont l'installation dans le village qu'on allait appeler Sidi Naamane était prévue, il y en eut 700<sup>246</sup>, un nombre qui allait augmenter jusqu'à 1200 vers le mois de novembre.<sup>247</sup>

---

<sup>239</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 57.

<sup>240</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 87.

<sup>241</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 85.

<sup>242</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 133.

<sup>243</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 189.

<sup>244</sup> *Rapport mensuel d'avril 1959 – SAS de Champlain*. ANOM, 3 SAS 120.

<sup>245</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 88.

<sup>246</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 108.

<sup>247</sup> *Dépêche Quotidienne d'Algérie*, le 7 novembre 1959.

Comme c'est souvent le cas pour les officiers SAS, Roger a agi indépendamment et sans demander préalablement l'avis de ses supérieurs.<sup>248</sup> Cependant, impressionné par la réussite du regroupement lors d'une visite environ un mois plus tard, le général Roy détenant les fonctions de préfet, a assuré la régularisation du statut de Sidi Naamane.<sup>249</sup>

Ce projet de regroupement, a-t-il donc été une réussite ? Cinquante ans après, Monique l'évoque en des termes presque romantiques, quand elle se rappelle le premier matin de Sidi Naamane, le 10 avril 1959 :

Oui ce matin là, j'étais terriblement fière de la S.A.S. et tellement contente pour la France. J'étais encore certaine que nous pouvions gagner tous ensemble ce que nous avions entrepris, qui était loin d'un acte de guerre et encore moins un acte de la guerre d'Algérie.<sup>250</sup>

Il faut tout de même confronter ces propos rétrospectifs aux observations contemporaines consultables dans les archives. Dans son rapport mensuel d'août 1959, Roger ne se dit en effet guère content de ce qui a été réalisé jusque-là. L'action psychologique n'a pas abouti à rapprocher les populations à l'administration, il manque autant de moyens financiers que de personnel, les travaux sur le bordj n'avancent pas, et le personnel de la SAS est toujours surchargé.<sup>251</sup> Les lamentations persistent encore vers la fin de l'année 1959 : « L'A.M.G. reste très en-dessous de ce qui serait nécessaire pour obtenir des résultats d'ensemble satisfaisants. [...] Le niveau de vie de la population reste très bas. [...] Le chômage reste la plaie jamais guérie de cette région. »<sup>252</sup>

Cependant, les rapports contemporains évoquent également de réels progrès. La création de Sidi Naamane aurait ainsi pris de l'importance dans toute la région « en dégelant une atmosphère particulièrement malsaine ». En effet, si la pacification ne progresse pas dans les villages non ralliés, elle est jugée satisfaisante dans les centres de regroupement.<sup>253</sup> En outre, l'état d'esprit du maghzen est jugé très satisfaisant, malgré les maigres soldes et les conditions de logement précaires.<sup>254</sup>

Si quelques problèmes persistent inévitablement encore au cours des premiers mois de 1960 – par exemple, Roger se plaint de l'habitat « ridiculement sommaire » dont disposent les habitants de Sidi Naamane<sup>255</sup> – les rapports contemporains, tout comme les mémoires de Monique, donnent l'impression d'une situation en constante amélioration. Au début de l'année fut installée dans le

---

<sup>248</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 138.

<sup>249</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 162.

<sup>250</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 113.

<sup>251</sup> *Rapport mensuel d'août 1959*. SAS de Champlain. ANOM, 3 SAS 120.

<sup>252</sup> *Rapport du 4<sup>e</sup> trimestre 1959*. SAS de Champlain. ANOM, 3 SAS 120.

<sup>253</sup> *Rapport du 4<sup>e</sup> trimestre 1959*. SAS de Champlain. ANOM, 3 SAS 120.

<sup>254</sup> *Rapport mensuel de novembre 1959*. SAS de Champlain. ANOM, 3 SAS 120.

<sup>255</sup> *Rapport mensuel de janvier 1960*. SAS de Champlain. ANOM, 3 SAS 121. Durant plusieurs mois, voire plus d'un an pour certains, les habitants de Sidi Naamane furent logés dans des tentes ou des baraques.

village une antenne du Comité International du Mouvement d'Aide aux Personnes Déplacées (CIMADE), une ONG offrant l'assistance médicale. Après quelques hésitations initiales, les Eoche-Duval ont très bien reçu cette assistance.<sup>256</sup> Un foyer des femmes a également été créé pour faciliter l'éducation des musulmanes dans des domaines comme l'hygiène, la puériculture, le tricotage ou la couture ; la construction d'habitations fixes avance et, suite au besoin de main-d'œuvre qui en résulte, le chômage a été éliminé.<sup>257</sup> Le chantier d'encore deux villages démarre en août. Roger estime à ce moment-là que 30% de la population de la SAS est rallié et qu'encore 60% pourra l'être dans un proche avenir.<sup>258</sup>

Ainsi, vers la fin de 1960, le capitaine Eoche-Duval se dit content et plein d'espoir pour l'avenir :

De très réels progrès sont à noter dans l'attitude des populations à notre égard. Il y a [sic] des nuances, mais je dois témoigner que d'une façon générale toute la partie centrale du douar [...] relève désormais, si j'ose dire, de la "pacification pure", sans pourtant jamais se départir de la prudence, ni abandonner la recherche du renseignement.<sup>259</sup>

Or, son approbation du concept de regroupement n'est pas partagée par tous, même pas par les voisins de Sidi Naamane. Dans son rapport du troisième trimestre 1960, le lieutenant Pinson de la SAS de Mongorno – elle aussi située dans l'arrondissement de Médéa – affirme que les regroupements, bien qu'avantageux au sens strictement militaire, ont un effet néfaste sur l'économie.<sup>260</sup> Pour le même trimestre, Roger Eoche-Duval écrit : « L'état d'esprit des populations regroupées paraît très satisfaisant et il est fort encourageant de voir les nouveaux ralliés bâtir leur village et élire des djemâa. »<sup>261</sup>

Pourtant, les esprits commencent à s'assombrir au début 1961, et les Eoche-Duval se posent alors des questions sur la viabilité du projet des SAS et de l'Algérie française elle-même. Si Sidi Naamane est un succès, les retombées sur les territoires voisins ne se matérialisent pas : « Notre succès apparaissait comme isolé, peut-être même insolite. Nous avions tant espéré la paix, tant voulu la réconciliation dans la joie, que nous ne voyions pas venir les événements avec optimisme. Le contexte général commençait à faire douter de cette victoire commune. »<sup>262</sup> En mai 1961, après y être poussé par ses supérieurs, Roger quitte son poste à Champlain pour devenir chef de SAS à

---

<sup>256</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 232-234.

<sup>257</sup> *Rapport trimestriel du 2<sup>e</sup> trimestre 1960*. SAS de Champlain. ANOM, 3 SAS 121.

<sup>258</sup> *Rapport mensuel d'août 1960*. SAS de Champlain. ANOM, 3 SAS 121.

<sup>259</sup> *Rapport trimestriel du 4<sup>e</sup> trimestre 1960*. SAS de Champlain. ANOM, 3 SAS 119. Souligné dans le texte original.

<sup>260</sup> *Rapport trimestriel du 4<sup>e</sup> trimestre 1960*. SAS de Mongorno. ANOM, 3 SAS 119.

<sup>261</sup> *Rapport trimestriel du 4<sup>e</sup> trimestre 1960*. SAS de Champlain. ANOM, 3 SAS 119. Djemâa = assemblée traditionnelle où les hommes du village discutaient et prenaient des décisions à l'unanimité.

<sup>262</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 268.

Médéa, où les Eoche-Duval passent une année peu intéressante que Monique se contente de raconter en deux pages.<sup>263</sup>

### 6.5.2. Les relations avec les hiérarchies parallèles

Si la SAS de Champlain présente beaucoup de similarités avec celle de Beni-Douala en ce qui concerne le difficile rétablissement du contact avec les populations, Roger Eoche-Duval n'a pas eu les mêmes relations aux unités opérationnelles que Georges Oudinot. Au contraire, ces relations furent très tendues à Champlain, Roger jugeant beaucoup trop brutales les interventions des troupes du quadrillage. Désespéré, Roger a ignoré les voies hiérarchiques habituelles en janvier 1957 pour adresser une lettre directement à un général – un ami de la famille de Monique, affecté à la présidence de la République – dans laquelle il tente d'attirer l'attention du haut commandement sur les graves conséquences de la brutalité exagérée de l'Armée :

Les opérations sont menées dans une ambiance de chasse à l'homme [...]. On déclenche, sans prendre avis, sur des renseignements douteux, mal analysés, des manœuvres qui aboutissent trop souvent à malmenier les gens, parfois même les plus attachés à la France, à les piller, à outrager leurs femmes et à tuer n'importe qui. Dans ces conditions, il me paraît improbable d'inspirer l'attachement de ces populations à notre pays.<sup>264</sup>

Au fait, alors qu'Oudinot et ce qui semble être la majorité du personnel des AA se réjouissent de voir l'armée jouer un rôle plus important après le 13 mai 1958, Monique Eoche-Duval note plutôt une légère aggravation des tensions à cette époque, les militaires semblant s'estimer dotés de droits accrus sur la SAS.<sup>265</sup> Monique va jusqu'à parler d'un « trio malfaisant » consistant du colonel commandant du secteur et du commandant du quartier – lesquels elle décrit comme « détestables » – ainsi que de l'officier de renseignement qu'elle qualifie de « personnage contestable et machiavélique dont la mentalité était détestable. »<sup>266</sup>

En ce qui concerne les relations avec l'administration civile elles ne sont pratiquement jamais évoquées dans les archives, ni dans le livre de Monique, avec pourtant une exception importante : le maire de Champlain. De souche européenne, il est presque toujours absent en métropole et semble ignorer complètement ses devoirs administratifs : « Nous déplorons toujours des difficultés, lenteurs etc... qui viennent d'une Mairie comme à Champlain dont le Maire ne s'intéresse [sic] à rien et s'absente 300 jours par an. »<sup>267</sup> En effet, la majorité du travail administratif de toutes les quatre communes sur le territoire de la SAS de Champlain semble être assurée par la SAS : « La carence

---

<sup>263</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 277-279.

<sup>264</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 34.

<sup>265</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 75.

<sup>266</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 93.

<sup>267</sup> *Rapport trimestriel du 3<sup>e</sup> trimestre 1960. SAS de Champlain. ANOM, 3 SAS 119.*

complète des mairies dépourvues de maire ou de personnel reporte sur la SAS tout l'effort administratif. »<sup>268</sup>

### 6.5.3. Les relations avec les Pieds-noirs

Sur les 8500 habitants de la SAS de Champlain, 200 seulement sont de souche européenne. Certes, les officiers des AA ont souvent un avis défavorable des Pieds-noirs, mais rarement aussi manifeste que les Eoche-Duval, ce qui est d'autant plus significatif que l'on sait que Roger Eoche-Duval était lui-même pied-noir. Dans des rapports successifs il déplore l'attitude des Européens, comme cet exemple de janvier 1959 :

L'élément local européen continue à se réfugier dans une attitude purement négative, ne prenant aucune part aux affaires, moralement satisfaite d'avoir fait un don pour le Noël des soldats, et d'avoir versé quelques larmes de crocodiles sur le sort de cette "magnifique jeunesse".<sup>269</sup>

Même lorsque les ralliements s'enchaînent et les regroupements commencent à fonctionner de manière satisfaisante, les Pieds-noirs sont réticents : « Peu de contacts véritables sont noués avec les ralliés dont la présence apparaît parfois comme un danger politique plutôt que comme un gage d'amélioration de la situation. »<sup>270</sup> Frustré de ne pas arriver à convaincre les grands colons à embaucher des regroupés ralliés – alors que le chômage reste une menace considérable contre la réussite du projet de Sidi Naamane – Roger les qualifie de « crocodiles indociles qui sont les maîtres de l'emploi en Mitidja ». <sup>271</sup> A un certain moment, Roger demande qu'une action psychologique visant directement la population européenne soit entreprise<sup>272</sup>, mais les sources dont nous disposons ne permettent pas de vérifier si sa demande a été suivie d'effet.

### 6.5.4. Les moments décisifs

Si la survie du jour au jour reste la préoccupation principale de la population musulmane et que, par conséquent, les événements politiques extérieurs n'ont que peu de répercussions directes sur leur état d'esprit, le capitaine Eoche-Duval et sa femme, quant à eux, ne sont pas indifférents devant les dernières péripéties de l'Algérie française. Par rapport aux autres officiers SAS ci-mentionnés, il semble que les Eoche-Duval aient une attitude plus gaulliste, ou plutôt moins antigauilliste, face aux événements comme le putsch de 1961 et les violences de l'OAS.

#### *Le 13 mai*

Le 13 mai 1958 a d'abord suscité leur enthousiasme : « On décida immédiatement de soutenir ce mouvement qui pouvait ramener la paix en Algérie. Massu était capable d'imposer ses vues. Nous

<sup>268</sup> *Rapport mensuel de décembre 1960*. SAS de Champlain. ANOM, 3 SAS 121.

<sup>269</sup> *Rapport mensuel de janvier 1959*. SAS de Champlain. ANOM, 3 SAS 120.

<sup>270</sup> *Rapport mensuel de mars 1959*. SAS de Champlain. ANOM, 3 SAS 120.

<sup>271</sup> *Rapport mensuel de janvier 1960*. SAS de Champlain. ANOM, 3 SAS 121.

<sup>272</sup> *Rapport mensuel de novembre 1959*. SAS de Champlain. ANOM, 3 SAS 120.

pensions que cet homme serait juste envers l'ensemble des Algériens. »<sup>273</sup> Sur l'initiative de Roger un CSP local fut créé à Champlain, coprésidé par un civil européen et un civil musulman. Pourtant, le comité n'allait pas fonctionner comme espéré, ses membres s'intéressant trop peu, d'après Monique, aux vrais problèmes : « Les ralliés [...] dont les maisons avaient été abandonnées et souvent brûlées, n'intéressaient pas ces messieurs ; ils préféraient les parties de boules. »<sup>274</sup> En effet, l'enthousiasme né du 13 mai n'a pas duré : « Le côté folklorique de cette « révolution » prit trop souvent le pas sur les choses importantes. [...] Petit à petit donc, s'insinuait dans nos esprits l'idée que rien n'avait vraiment changé en mieux. »<sup>275</sup> En mai 1959, Roger note que l'anniversaire du 13 mai fut fêté sans grande participation, si ce n'est qu'au regroupement de Sidi Naamane.<sup>276</sup>

### *Le 16 septembre*

Le 16 septembre 1959 intervient un autre événement d'importance capitale : le discours du général de Gaulle ouvrant la voie à une future autodétermination algérienne. Dans la réaction positive des Eoche-Duval à ce discours, on trouve une indication très précise de leur volonté d'accepter la solution proposée par de Gaulle.<sup>277</sup> En effet, si les rapports périodiques de Roger n'expriment jamais explicitement des sympathies personnelles pour le général de Gaulle, ses propos ne laissent pas sous-entendre la moindre défaillance de loyauté aux décisions gouvernementales, contrairement à ce qui est souvent le cas chez les autres cadres des AA évoqués dans ce mémoire. L'intégration – la solution qui semble avoir été préférée par la plupart des autres officiers des SAS – n'est pour Monique qu'un « slogan dont personne ne mesurait les devoirs et les sacrifices qu'elle imposerait, ni ne voulait vraiment ». <sup>278</sup>

Or, si les Eoche-Duval l'accueillent favorablement, Roger ne manque pas de noter que le discours du 16 septembre fut très mal reçu par les Européens de Champlain : « Le scepticisme est assez général, et on commence à sentir que l'élément européen local se terre dans un attentisme négatif. On ne pratique pas l'intégration, si même on la revendique. »<sup>279</sup>

### *Les Barricades*

L'hiver de 1959-1960 fut très rude pour les regroupés de Sidi Naamane, beaucoup d'entre eux étant obligés de passer l'hiver dans des tentes non chauffées et inondées par les pluies. Sentant le sort des

---

<sup>273</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 69.

<sup>274</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 70-71.

<sup>275</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 75.

<sup>276</sup> *Rapport mensuel de mai 1959*. SAS de Champlain. ANOM, 3 SAS 120.

<sup>277</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 193.

<sup>278</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 217.

<sup>279</sup> *Rapport mensuel de septembre 1959*. SAS de Champlain. ANOM, 3 SAS 120.

habitants peser sur ses épaules, Monique n'eut aucune sympathie pour les révoltés d'Alger lors de la semaine des Barricades :

A Alger, le 24 janvier 1960, on dressa des barricades : le temps des âneries commençait. [...] Citadins désinvoltes, ces étudiants habitués de la cafétéria avaient-ils compris quoi que ce soit au véritable problème algérien ? Si oui, que faisaient-ils pour nous aider à le résoudre ? Pas assez en tous cas.<sup>280</sup>

Dans son rapport mensuel de février 1960, Roger évoque longuement les répercussions locales de ces événements algérois, événements qu'il qualifie d'obstacle majeur au progrès de la pacification. Les communautés européenne et musulmane sont effectivement plus divisées que jamais, les Européens défilant le 27 janvier à Champlain pour montrer leur solidarité avec les insurgés, et les musulmans manifestant, le lendemain à Sidi Naamane, leur soutien à de Gaulle. Ainsi, les réactions aux événements d'Alger ont démontré à la fois la cohésion de la population européenne et l'« isolement très net de ces mêmes Européens par rapport à la masse musulmane. [...] La population musulmane reste massivement fidèle au Général de Gaulle, et attachée à ceux qui lui montrent avec patience le chemin du progrès [sic] humain et social, et de la "détermination progressive". »<sup>281</sup>

#### *Le putsch et l'OAS*

Un peu plus d'un an plus tard, en avril 1961, c'est au tour du putsch des généraux de mettre le feu aux esprits, que ce soit par sympathie ou par répugnance face à ce pronunciamiento militaire. Monique Eoche-Duval, elle, est catégorique dans sa condamnation : « Cette révolte était idiote, ces généraux étaient des imbéciles. C'était un nouveau coup porté à l'Algérie, plus grave que les précédents. »<sup>282</sup> Parmi les défenseurs les plus ardents de l'Algérie française, ceux qui n'hésitaient pas à prendre les armes pour la défendre, certains choisirent de rejoindre l'OAS. Mais pour Monique Eoche-Duval – et on peut supposer que c'était le cas également pour son mari – l'OAS n'est rien d'autre qu'un mouvement terroriste, intransigeant et aveugle, nullement plus légitime que le FLN : « Après le F.L.N, c'était au tour de l'O.A.S. de creuser la tombe de cette Algérie fraternelle, la plongeant dans un bain de sang et de haine entre communautés. »<sup>283</sup>

#### **6.5.5. Le bilan**

Après cinq ans d'efforts, de succès et de revers, quel bilan Monique Eoche-Duval tire-t-elle de l'aventure des AA, et en particulier du projet Sidi Naamane ? Malgré la mise à mort de l'Algérie française, Sidi Naamane fut-il un succès si on ne regarde que les petits événements de tous les jours ? Comme pour les autres anciens des AA que nous avons étudiés, Monique Eoche-Duval semble

---

<sup>280</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 213.

<sup>281</sup> *Rapport mensuel de février 1960*. SAS de Champlain. ANOM, 3 SAS 121.

<sup>282</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 271.

<sup>283</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 277.

être partie de l'Algérie avec le sentiment d'avoir été abandonnée, ignorée, mal comprise et à la limite trahie. Voici comment, dans la conclusion de son livre, elle interprète l'échec de l'Algérie française :

Les plus honnêtes déploraient, d'autres s'en foutaient. D'autres usaient leur salive... Mais nous, nous ne voulions ni de la défaite, ni de la victoire : nous voulions la réussite des hommes et la justice que nous croyions notre pays seul capable de leur offrir. Était-ce si difficile ? La réponse est mille fois NON.<sup>284</sup>

On y reconnaîtrait volontiers un Georges Oudinot qui enrage : « Alors que l'avant tient, c'est l'arrière qui flanche ! »<sup>285</sup> Or, la différence capitale entre Eoche-Duval et Oudinot est qu'alors que la rage d'Oudinot se dirige contre l'opinion métropolitaine et l'administration de De Gaulle, réfutant pratiquement toute culpabilité de l'armée, c'est sur l'armée elle-même et sur ses méthodes exagérément brutales que Monique Eoche-Duval porte le jugement le plus sévère : « [La] défaite, nous la forçons inlassablement, jour après jour, dans les cuves à vin de Blida qui servaient de prison, en détroussant des passants, en touchant [aux femmes], en brûlant les poignets d'un pauvre homme. »<sup>286</sup>

---

<sup>284</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 265.

<sup>285</sup> Oudinot, *op.cit.*, 435.

<sup>286</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 265.



## 7. Récapitulation et synthèse

Après avoir présenté cinq études de cas – Claude Hary, Georges Oudinot, Monique et Roger Eoche-Duval, Jean Favarel et René Roesch – ce chapitre se propose d’offrir une synthèse de ce qu’ils ont raconté, à travers leurs livres, les rapports conservés aux archives et les interviews que nous avons réalisées avec quatre d’entre eux. Les informations obtenues de ces personnes seront mises en contexte et confrontées aux ouvrages généraux sur la guerre d’Algérie, aux mémoires de maîtrise réalisés sur les SAS, ainsi qu’aux rapports synthèses rédigés par les échelons supérieurs des AA. Des remarques tirées du livre de Nicolas d’Andoque seront également incluses, tout comme diverses citations tirées du bulletin de l’AAAA et de quelques articles scientifiques concernant les SAS. Ensemble, ces sources permettront une discussion de la validité de nos quatre hypothèses. En fin de compte, la méthodologie avec laquelle ce mémoire a été réalisé sera évaluée et critiquée, et nous tenterons d’alerter le lecteur de certains défauts qui pourraient – faute de lecture critique – diffamer l’objectivité du texte.

### 7.1.Mission réussie ?

Claude Hary a publié un livre sur l’exemple qu’auraient pu être les SAS pour une meilleure conduite de la guerre actuelle en Afghanistan.<sup>287</sup> Selon lui, cette guerre est vouée à l’échec par le manque de compréhension de la nécessité de faire une approche civilo-militaire conjuguée ; précisément, donc, ce que les SAS ont tenté de faire. Si elles sont aujourd’hui largement oubliées, exception faite pour quelques historiens très spécialisés, les SAS auraient-elles dû être sorties du tiroir et étudiées en détail par les théoriciens de la guerre et non seulement par ceux de l’histoire ? Pour y répondre, il faut d’abord essayer de se faire un avis sur le degré de réussite du projet des AA, car on ne peut pas, bien sûr, automatiquement accepter le jugement positif d’un ancien chef de SAS. Si ce mémoire met en effet l’accent plus sur l’analyse de l’état d’esprit des officiers SAS en tant que personnes, que sur celle des SAS en tant qu’institutions, l’on ne peut pas nier que le degré de réussite de leur mission ait été parmi les facteurs les plus importants à influencer l’état d’esprit des officiers.

Par quels critères, donc, convient-il le mieux de juger le succès ou l’échec des SAS ? Nous allons en suggérer quatre et nous en servir pour tenter d’établir le bilan des SAS que nous avons étudiées. Les quatre critères seront les suivants :

- La SAS en question a obtenu des ralliements de villages dont les habitants ont exprimé leur souhait d’être des citoyens d’une Algérie à jamais française.

---

<sup>287</sup> Claude Hary, *Une autre guerre en Afghanistan* (Marseille : Édition à compte de l’auteur, 2009).

- La SAS a amélioré la situation de la population locale d'une manière durable, c'est-à-dire que ses réalisations matérielles ou institutionnelles ont eu des conséquences autant après l'indépendance que pendant l'existence des SAS.
- La population locale a pris sa place dans les institutions républicaines, telles les écoles et les élections. Elle a su réclamer ses droits sociaux, comme les allocations familiales, et accomplir ses devoirs, notamment le service militaire et le versement des impôts.
- L'emprise du FLN-OPA sur le terrain a été sensiblement réduite.

Le premier critère est sans doute le plus précis et donc celui dont il est le plus facile de juger la réussite. Dans les SAS de Roger Eoche-Duval, Georges Oudinot et Jean Favarel au moins une partie de la population s'est volontairement approchée de la SAS pour coopérer avec elle et pour avoir sa protection. Chez Claude Hary, par contre, aucun ralliement n'a eu lieu. René Roesch n'a pas connu de ralliements non plus, mais son cas est particulier car il n'a pas eu affaire à la société rurale traditionnelle organisée en villages, mais à tout un quartier urbain. Il décrit l'ambiance qui y régnait comme plus attentiste que directement hostile, mais il n'en reste pas moins que les déclarations ouvertes d'adhésion aux idéaux de l'Algérie française ne s'y sont pas manifestées. Ce mémoire n'a pas pour ambition de tirer des conclusions valables pour l'ensemble des SAS, et les cinq exemples que nous évoquons ci-dessus n'en donneraient en aucun cas l'occasion. Mais une étude sommaire des archives de quelques autres SAS, ainsi que les conversations que nous avons eues avec des anciens des AA, permettent néanmoins de supposer que les ralliements au sens propre du terme ont été rares. Au mieux, quand elles étaient commandées par un chef motivé et déterminé, et quand elles bénéficiaient d'une bonne coopération avec les unités opérationnelles, les SAS pouvaient espérer opérer dans un climat qui n'était pas ouvertement hostile et où les initiatives qu'elles prenaient étaient, sinon applaudies, du moins acceptées par les habitants.

Demandés d'évoquer leur meilleur souvenir du temps passé dans les SAS, tous les officiers que nous avons interviewés affirment que les contacts avec la population furent parmi les expériences les plus exaltantes. Lorsqu'Hélène Oudinot peut assister à un accouchement compliqué et aider à éviter que ni la mère ni l'enfant ne meurent ; lorsque les habitants de Champlain remercient « le coptain de la SASSE » Roger Eoche-Duval de les avoir aidés à construire un puits<sup>288</sup> ; et lorsque Jean Favarel réussit à achever le chantier du château d'eau, ils sentent que leurs actions auprès de la population ont eu des suites positives et que, par conséquent, la confiance de la population a augmenté d'une manière durable. Ce sont donc partiellement des exemples de réussite selon le deuxième critère, mais il est

---

<sup>288</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 45.

plus difficile de vérifier si les réalisations des SAS ont perduré après l'indépendance. La seule source qui puisse nous en donner une idée est le compte-rendu qu'offre Monique Eoche-Duval de son voyage à Sidi Naamane en 2005. Des installations de la SAS, seul le bordj était alors resté intact, mais évidemment le fait même que Sidi Naamane existait encore, et qu'il s'était développé d'un camp de regroupement en une vraie petite ville, peut être défini comme un bilan permanent de l'œuvre de la SAS.

Contrairement à ces exemples d'une relative réussite des SAS, on peut en évoquer plusieurs où il est difficile d'observer le moindre progrès : Claude Hary ne décrit pratiquement jamais des contacts chaleureux et sincères avec la population, sans doute puisqu'il n'est pas resté suffisamment longtemps dans les SAS où il a servi pour gagner la nécessaire confiance de ses administrés. Il ne faut pas oublier non plus qu'à Beni-Douala, tout comme à Champlain, il a fallu attendre plusieurs années avant de voir les premiers signes de rapprochement de la part de la population. On peut en effet constater que les SAS qui ont eu le plus de succès sont celles dont le chef est resté longtemps au même endroit, travaillant patiemment et avec détermination pour gagner la confiance de ses administrés. Le lieutenant Bogros, ayant passé plus de cinq ans dans une SAS près de la frontière tunisienne, note : « Les indigènes ont commencé à me croire lorsqu'ils ont constaté que j'étais venu m'installer avec ma femme et mes enfants... J'ai indiqué aux intéressés qu'il n'aitait [sic] pas question de « faire de la politique », mais d'améliorer pratiquement leur sort. »<sup>289</sup> En regardant les rapports périodiques des autres SAS du même arrondissement que Beni-Douala, où les changements de commandement furent plus fréquents, on se rend compte que le succès de Beni-Douala était l'exception, plutôt que la règle, comme le confirme le rapport sur le moral de 1960 de l'ELA de Tizi-Ouzou : « Au cours de l'année 1960, le moral a subi une baisse sensible. Les cadres, dans leur ensemble, sont pessimistes, et l'état d'esprit de certaines sections de supplétifs inquiète [sic] des Chefs de S.A.S. »<sup>290</sup> En outre, on peut émettre l'hypothèse que ceux qui ont eu le plus de succès dans leur mission sont aussi les plus susceptibles à publier leurs mémoires ou à accepter des interviews et, par conséquent, qu'il y a eu des centaines de SAS où le rapprochement avec la population fut quasiment inexistant, mais dont on n'a pas la possibilité d'étudier les réflexions personnelles du chef.

En ce qui concerne la participation de la population aux institutions républicaines, trois constatations s'imposent : D'abord, il paraît incontestable que les SAS, ou au moins beaucoup d'entre elles, ont contribué à une meilleure intégration des musulmans algériens dans tous les secteurs de l'administration française. La plupart des SAS s'engagent dès leur mise en place dans l'établissement de l'état-civil, facilitant à son tour la collecte d'impôts et l'attribution des allocations familiales. La

---

<sup>289</sup> Bulletin AAAA, numéro 18 (octobre 2002), p. 5.

<sup>290</sup> *Rapport sur le moral de l'année 1960*. ELA de Tizi-Ouzou. ANOM, 5 SAS 201.

scolarisation des enfants est soit instaurée par les SAS, soit améliorée, et la population en âge de voter – féminine comme masculine – s’est prononcée lors des élections et des référendums.

La deuxième constatation est que si la population a pris connaissance du système administratif français pour la première fois, elle l’a vraisemblablement fait plus par obligation que par sa propre volonté ; on n’a qu’à rappeler Claude Hary qui emploie son maghzen à aller chercher les gens pour les faire voter lors du référendum de septembre 1958, ou bien Jean Favarel qui, certes, réussit à achever le château d’eau du bordj, mais non sans avoir recours aux travaux forcés. Or, il serait erroné d’affirmer que la population musulmane devait toujours être manipulée pour coopérer avec la SAS. Roger Eoche-Duval affirme par exemple qu’en fait « la population musulmane est ivre du désir de paix, et manifeste sa reconnaissance toutes les fois que nous avons la chance de mettre hors de combat un rebelle connu et dangereux. »<sup>291</sup>

Enfin, on constate que la participation de la population aux institutions républicaines était fortement inégale, entre femmes et hommes, entre ruraux et citadins, entre villages ralliés et villages non-ralliés. Il est évident que Claude Hary, avec tous ses villages non ralliés, voit une participation plus faible – particulièrement de la part de la population féminine – que Georges Oudinot, travaillant avec des villages ralliés et assisté par sa femme pour toute affaire concernant les musulmanes.

On aurait pu penser que les camps de regroupement avaient facilité la tâche des SAS, car ils rassemblaient sur un territoire limité un nombre considérable de personnes, le plus souvent dépourvues de tout moyen de gagner leur vie par elles-mêmes et, par conséquent, facilement encadrées par la SAS, qu’il s’agisse d’embaucher les hommes pour les chantiers, de faire entrer les enfants à l’école ou de construire des ouvroirs pour les femmes. Il y a certes eu des exemples de camps de regroupements réussis – dont, semble-t-il, Sidi Naamane – mais il faut néanmoins nuancer et admettre que ces camps ont trop souvent été plus nuisibles qu’avantageux à la population :

Cette mesure extrême permettait d’évacuer la population des « zones interdites » pour asphyxier les maquisards et d’y tirer à vue sur toute présence humaine a priori hostile. Mais elle causait de très graves difficultés de ravitaillement aux évacués, privés de leurs champs, de leurs arbres fruitiers ou des terrains de parcours de leurs troupes.<sup>292</sup>

Les officiers SAS eux-mêmes sont souvent conscients des défauts des camps – n’offrant aux administrés que l’oisiveté et les reléguant dans l’assistanat – et craignent qu’ils ne jettent plutôt le pavé de l’ours à l’objectif déclaré de « gagner les cœurs et les âmes ». Nicolas d’Andoque, par exemple, a vu arriver dans un camp des familles y envoyées contre leur gré, sans qu’on n’ait eu le

---

<sup>291</sup> *Rapport du 2<sup>e</sup> trimestre 1960*. SAS de Champlain. ANOM, 3 SAS 121.

<sup>292</sup> Pervillé, *op.cit.*, 161.

temps ou les moyens, ni de leur construire des maisons, ni de dresser des tentes. D'Andoque est favorable à l'idée du regroupement, mais à la seule condition qu'il se fasse volontairement.<sup>293</sup>

Le dernier critère de succès – la réduction de l'emprise du FLN sur la population – est probablement celui où les SAS ont réussi le mieux. Grégor Mathias trouve que l'acharnement du FLN à combattre les SAS sert à prouver que les fellaghas craignaient le succès des *képis bleus* :

L'action de la SAS est réellement efficace comme le démontrent les efforts de l'ALN pour intimider les officiers SAS, les maires, les délégations spéciales, les GAD<sup>294</sup> voire des douars entiers. Car l'objectif [sic] des deux parties est de conquérir "les cœurs et les âmes" de la population.<sup>295</sup>

Or, il faut rappeler que l'appareil militaire dont disposait la France était manifestement plus avancé que celui du FLN et que, par conséquent, pourvu que l'on possède des renseignements fiables sur les déplacements des rebelles, les accabler par le nombre pendant des opérations d'accrochage ne posait en général pas un grand problème. Ainsi, compte tenu du rapport de forces des deux adversaires, on peut avancer l'argument que le maintien de certaines structures FLN et de leur emprise sur la population était plus impressionnant que la capacité de l'armée et des SAS de réussir leurs opérations militaires.

Au travers de l'existence des SAS, on peut observer certaines frustrations récurrentes de leurs officiers. Il s'agit notamment de leurs relations difficiles avec les hiérarchies militaires et civiles, du manque de contacts entre les SAS et leurs échelons supérieurs, du sous-financement, du mauvais état du matériel et de l'attitude intransigeante de la communauté pied-noir. Ces plaintes se font entendre dans tous les départements d'Algérie et à travers toute la période de 1955 à 1962. En ce qui concerne les relations entre les SAS et les unités opérationnelles, Sylvain Bartet estime qu'en règle générale ces relations faisaient obstacle au bon fonctionnement des SAS, malgré quelques exemples du contraire.<sup>296</sup> Idem pour les relations entre les SAS et l'administration civile. Pourtant, il convient de remarquer que Bartet a saisi une caractéristique essentielle des SAS : leur diversité. Si les rapports avec l'administration étaient mauvais pour la majorité des SAS, dans certains cas ils étaient excellents.

Nous avons vu en outre que la formation des officiers SAS était souvent aléatoire, voire insuffisante. Dans son *Rapport synthèse sur l'année 1956*, le colonel Lamourère, chef du Service des Affaires algériennes, admet un début difficile pour les SAS, suite aux difficultés à préparer les cadres à un

---

<sup>293</sup> Nicolas d'Andoque, *Guerre et paix en Algérie : L'épopée silencieuse des SAS* (Paris : Société de Production Littéraire, 1977), 57, 86.

<sup>294</sup> Groupes d'auto-défense, constitués par les hommes des villages ralliés.

<sup>295</sup> Mathias, *op.cit.*, 134.

<sup>296</sup> Bartet, *op.cit.*, 223-228.

service qui ne ressemblait à rien d'autre dans l'armée : « Les 4/5<sup>e</sup> des Officiers, désignés d'office pour servir aux Affaires Algériennes, n'étaient nullement préparés aux fonctions qui leur sont dévolues. »<sup>297</sup>

Si les SAS traversent ensuite, à partir du 13 mai 1958, une période où beaucoup d'entre elles arrivent réellement à accomplir la plupart de leurs tâches – aidées d'abord par l'effort militaire intensifié prévu dans le Plan Challe, ensuite par l'augmentation des attributions budgétaires dans le programme économique du Plan de Constantine – rien ne peut empêcher que l'état d'esprit de leurs officiers, si sensibles à l'idéal de l'Algérie française, ne cesse de s'aggraver vers le premier semestre de 1961, suite à une série de déclarations présidentielles peu prometteuses pour le maintien de l'Algérie dans la nation française, l'ouverture de négociations avec le FLN et l'étouffement du putsch des généraux. L'inspection générale des AA a fait une synthèse des rapports sur le moral de l'année 1961, département par département. De Médéa, on apprend alors que « l'impression persiste qu'au-delà des phrases, l'existence du Corps des Affaires Algériennes est encore en jeu. » A Sétif, « tout le personnel s'interroge – non sans anxiété – sur l'avenir de l'Algérie, en général et sur son sort futur, en particulier. » Et à Bône, finalement, « l'année se termine dans une ambiance assez déprimante, dans des conditions de travail difficiles pour le personnel des A.A. »<sup>298</sup>

Il est cependant indispensable de remarquer que tout en déplorant l'évolution de la politique gouvernementale, et tout en éprouvant des craintes sincères pour l'avenir de l'Algérie, les officiers des AA semblent toujours persuadés du bien-fondé de leur mission et de sa réussite imminente. L'ELD d'Alger fait ainsi remarquer en 1962 : « Après des années de dévouement absolu à la mission pacificatrice et humaine qui leur avait été assumée, les Officiers [des Affaires algériennes] ont conscience, en dépit de quelques erreurs inévitables, d'avoir rempli leur tâche. »<sup>299</sup> De même, Luc Triballier, ancien des AA, résume son expérience :

Malgré la solitude et le sentiment d'être loin de tout, ces années SAS comptent parmi les plus exaltantes et motivantes de ma vie. Avec la population, nous avons partie liée et il semblait que rien ne pouvait venir contrecarrer un avenir qui s'ouvrait enfin sans le FLN, de plus en plus absent et haï par tous. [...] L'épopée des SAS aura été une merveilleuse aventure. Une aventure généreuse comme on peut le désirer à 20 ou 25 ans, une aventure réussie dans le cœur de ceux qui y étaient. Il n'aurait pas fallu que la politique s'en mêle.<sup>300</sup>

Contrairement à ce qu'estiment Triballier et tous les officiers SAS que nous avons interviewés, Sylvain Bartet juge que les SAS ont essentiellement échoué dans leur mission, à la fois à cause de la peur

---

<sup>297</sup> SHD, 1H 1211/1.

<sup>298</sup> *Résumé des rapports sur le moral établis par les officiers supérieurs des Affaires algériennes pour les échelons de liaison des préfectures*. Inspection générale des Affaires algériennes. 8 mars 1961. SHD, 1H 1211/2.

<sup>299</sup> *Rapport sur le moral de l'année 1961*. Préfecture d'Alger. SHD, 1H 1211/2.

<sup>300</sup> Luc Triballier, "De la SAS d'El-Maad au camp des Harkis de Rivesaltes", *L'Algérieniste* 125 (mars 2009), 34-40.

qu'a inspirée le FLN et à cause du rejet sincère du colonialisme. « Même une fois le FLN militairement réduit, [les SAS] ne réussissent pas à « rallier » de façon massive les Kabyles. »<sup>301</sup> S'il est un peu moins sévère dans son jugement que Bartet, Abdelkader Benferhat trouve, lui aussi, que le projet des SAS n'a pas réussi : « Dans les domaines économiques et sociaux, les chefs de S.A.S. ont joué un rôle non négligeable mais minime. Les travaux dits « de pacification » [...] ne constituent qu'un palliatif au problème du chômage. »<sup>302</sup> Dans une remarque intéressante pour souligner l'obstacle que faisaient certains éléments de la population européenne à la bonne réussite de la mission des SAS, Benferhat observe plus d'adhésion aux SAS situées dans les zones où la population européenne est faible, voire nulle.<sup>303</sup> Il convient en fin de compte de mentionner l'hypothèse de Francis Beuchard selon laquelle l'officier SAS, à cause de sa proximité avec la population, aurait eu plus de foi dans la réussite de sa mission que les officiers des échelons supérieurs des AA.<sup>304</sup> Cela correspond aux observations de nos interviewés.

## 7.2. La diversité : seul point commun des SAS

Nous avons déjà mentionné que ce mémoire ne prétend pas offrir des caractéristiques uniformément valables pour la majorité des SAS ; c'est un travail déjà bien accompli par Grégor Mathias. Si elles partagent certes les mêmes défis, les mêmes difficultés, les mêmes missions, les SAS sont, on l'a vu, tellement diverses qu'il peut en tout cas être fructueux de se contenter d'étudier une petite sélection d'entre elles, de les comparer et de les présenter comme des exemples de ce que *pouvaient* être les SAS. En le faisant, il est tout de même essentiel de rappeler qu'elles ne sont que des exemples, différentes les unes des autres et différentes, il faut le croire, de la plupart des quelque 700 autres SAS.

La diversité s'observe non seulement entre SAS mais même au sein de chaque SAS, à travers la multitude des tâches qu'elle avait à accomplir. Nous connaissons les principaux axes de la mission : un travail politique auprès de la population pour la gagner à la cause française ; un travail administratif pour réintégrer la population dans les institutions de la France ; la collecte de renseignements au profit des unités opérationnelles et, finalement, l'appui donné à ces dernières pendant les opérations militaires. Mais « travail politique » n'avait pas le même sens dans les djebels profonds comme Djeballa que dans les quartiers musulmans d'Oran Ville Nouvelle. Ainsi, l'aspect militaire est beaucoup plus important pour Claude Hary que pour René Roesch. « Travail administratif » n'était pas la même chose non plus dans les villages indépendants de Beni-Douala qu'à Sidi Naamane, camp de regroupement.

---

<sup>301</sup> Bartet, *op.cit.*, 226.

<sup>302</sup> Benferhat, *op.cit.*, 173.

<sup>303</sup> Benferhat, *op.cit.*, 175.

<sup>304</sup> Beuchard, *op.cit.*, 108.

En plus, pour un officier fraîchement arrivé sur un terrain où la population avait jusque-là été pratiquement sans contact avec l'administration française, comment savoir par où commencer ? Pour Georges Oudinot, la construction d'un bordj solide s'impose dès le début, afin qu'il serve de « preuve tangible de notre volonté de faire du djebel le plus reculé une parcelle vivante et définitive de la France ».<sup>305</sup> Nicolas d'Andoque, par contre, n'y tient pas beaucoup, y voyant plutôt un gaspillage de ressources alors que « de nombreuses urgences restaient à satisfaire ».<sup>306</sup> Soulignant la grande variété de tâches que les futurs officiers SAS devaient être prêts à assumer, le colonel Schœn, chef du Service des liaisons nord-africaines, rattaché au cabinet civil du Gouverneur général, leur déclare lors d'une conférence en novembre 1955 : « Vous devez être à la fois et successivement, topographe, géographe, ethnographe, ingénieur agricole et j'en passe ... sans ne cesser jamais surtout d'être psychologue. »<sup>307</sup>

Nous avons également vu que le sous-financement pouvait être à l'origine de certaines frustrations. Claude Hary, par exemple, a servi dans des SAS en plein djebel où il qualifie de « misère » les attributions budgétaires, mais aussi dans des SAS de gros villages avec tous les comforts modernes et des budgets qui lui donnaient l'occasion de travailler comme il voulait. Jean Favarel, quant à lui, évoque le sous-financement comme un des plus grands problèmes qu'il a dû confronter. Au contraire, ni Georges Oudinot, ni Roger Eoche-Duval ne se plaignent de soucis pécuniaires, et René Roesch se déclare même très satisfait : « Quand on demandait une subvention ou une aide, on était effectivement suivis sans difficultés. Il y avait une grande relation de confiance entre les autorités et les SAS. »<sup>308</sup> Il ne faut pas négliger non plus la volonté de beaucoup des chefs de SAS – dont Georges Oudinot – de soumettre les budgets à certains aléas : « A chacun de gérer son budget en apprenant à s'en servir, c'est-à-dire à jongler un peu avec les « chapitres » et les « lignes » ».<sup>309</sup>

Que Grégor Mathias ait dénombré sept différentes catégories principales d'officiers SAS, cela suggère déjà que le corps des AA était très hétéroclite. On peut ainsi compter presque indéfiniment les différences qui séparaient les SAS et surtout les officiers SAS. Si Georges Oudinot et René Roesch arrivent en Algérie avec l'expérience de plusieurs années de service, respectivement en Indochine et au Maroc, Claude Hary vient juste de sortir de l'école militaire de Saint-Cyr. Alors qu'Oudinot et Favarel voient dans le putsch et dans la violence de l'OAS des prolongements logiques de l'œuvre des SAS, Claude Hary et René Roesch – bien que nullement moins acquis à la cause de l'Algérie française

---

<sup>305</sup> Oudinot, *op.cit.*, 51.

<sup>306</sup> D'Andoque, *op.cit.*, 95.

<sup>307</sup> Michèle Sellès-Lefranc, « Réforme communale et institutions locales en Kabylie pendant la période coloniale ; les ambiguïtés des outils méthodologiques d'une politique administrative (1937-1962) », *Bulletin de l'Institut d'histoire du temps présent* 87 (2007) : 16-29.

<sup>308</sup> Roesch, Paris, le 25 mai 2010.

<sup>309</sup> Oudinot, *op.cit.*, 51.



– préfèrent la mutation en métropole au combat clandestin. Et si René Roesch trouve que ses collègues de la SAU d’Oran Ville Nouvelle forment une excellente équipe, Claude Hary est à plusieurs reprises déçu par des supérieurs qui ne partagent pas, selon lui, les idéaux qu’exige la mission des SAS. Finalement, après leur retour en métropole, Jean Favarel et Nicolas d’Andoque se sont dévoués aux opérations plus ou moins légales pour faire sortir de l’Algérie le maximum de leurs anciens supplétifs musulmans, alors que ni Georges Oudinot, ni Claude Hary n’y ont participé.

Autant d’exemples, donc, pour donner raison à Claude Hary quand il tire la conclusion que les officiers SAS étaient « des bons à tout faire ».<sup>310</sup> Il ne faut pourtant pas ignorer les caractéristiques communes et les expériences partagées par tous ou pratiquement tous les chefs de SAS. Pour ne parler que de ceux que nous avons rencontrés ou dont nous avons étudié les mémoires, tous ont par exemple vécu avec leur épouse<sup>311</sup>, et tous ont également partagé l’enthousiasme du 13 mai 1958. René Roesch est en fait le seul qui éprouve à ce moment quelques réticences, car il estime, au moins avec le recul, que de Gaulle « a utilisé la question de l’Algérie française pour revenir au pouvoir ».<sup>312</sup>

### 7.3. Les raisons d’un engagement

En ce qui concerne les motivations des officiers de s’engager dans le service des Affaires algériennes, elles sont, on ne saurait plus en être étonné, diverses. Diverses, certes, mais il n’en reste pas moins que les officiers SAS partagent tous quelques idées qui sont derrière leur décision de s’engager dans les AA, d’abord, mais surtout d’y persévérer et de rester à leur poste en dépit, pendant de longues périodes, d’une totale absence de progrès de la pacification. L’hypothèse selon laquelle « les officiers SAS qui ont lutté pour l’Algérie française l’ont fait plus par sollicitude pour la population musulmane que pour protéger les Européens d’Algérie » a été confirmée par tous les témoins et dans toute la littérature sur les SAS, mais il faut encore aller plus loin et poser la question : Pourquoi, donc, cet engagement pour une population d’une culture et d’une religion étrangères, vivant dans un pays d’outre-mer où relativement peu de Français métropolitains n’avaient jamais mis pied ?

Avant tout, les officiers SAS ont partagé un certain idéalisme, allant au-delà du simple besoin d’obéir à un ordre.<sup>313</sup> Qu’ils fussent de jeunes utopistes, qu’ils eussent vécu la débâcle indochinoise, souhaitant fortement en soigner les plaies, ou qu’ils apportassent du Maroc un goût pour le travail directement auprès de la population civile, ils se sont tous attaqués à leur mission avec une énergie

---

<sup>310</sup> Hary, Bouc-Bel-Air, le 5 novembre 2009.

<sup>311</sup> En fait, ils sont seuls quand ils prennent leur mission, mais ils sont rejoints, à un certain moment, par leur femme et éventuellement leurs enfants. Vivre en couple était d’ailleurs pratiquement impensable pour les officiers des unités opérationnelles, et par conséquent cette pratique était souvent à l’origine d’une certaine jalousie éprouvée envers les officiers des AA.

<sup>312</sup> Roesch, Paris, le 25 mai 2010.

<sup>313</sup> Exception faite, bien sûr, pour ceux qui sont assignés d’office au commandement d’une SAS, ainsi que pour la sixième catégorie de Grégor Mathias : les administrateurs qui n’ont pas compris la particularité de la mission.

qui ne pouvait émaner que d'un vrai dévouement. Nicolas d'Andoque, lui, explique son engagement par pur patriotisme : « J'étais appelé à mon tour, par quelque chose de beaucoup plus puissant qu'une feuille de mobilisation, tout simplement le sentiment de la patrie en danger. Oui, mon pays me faisait mal. Pour mille raisons, j'étais inquiet pour lui. »<sup>314</sup> Fin 1960, après les émeutes d'Alger à l'occasion de la tournée du général de Gaulle en Algérie, l'espoir de D'Andoque reste encore intact : « Enivrés d'une utopie de fusion des peuples et des races, nous étions encore des milliers à espérer qu'une vertu jamais vue pouvait gouverner la nation. »<sup>315</sup> Il faut pourtant souligner que Nicolas d'Andoque apparaît fortement influencé par ses idéaux militaires, allant jusqu'à évoquer le combat en termes romantiques : « L'idée de tricher avec la guerre et le danger ne m'effleurait pas. Je plains plutôt ceux qui n'ont pas eu ainsi la chance de se connaître et de se juger, lors du moment de vérité d'un corps à corps ou d'un assaut. »<sup>316</sup>

Puisque la lecture de leurs mémoires laisse parfois deviner qu'ils sont croyants, il est apparu pertinent de poser aux anciens des AA la question de savoir si la religion a joué un rôle dans leur décision de s'engager dans les SAS. Or, lors des interviews, cette hypothèse a été presque totalement démentie, bien que tous aient affirmé être chrétiens, certains pratiquant leur religion plus activement que d'autres. On sait que le scoutisme a été une importante source d'inspiration pour Claude Hary mais, même si le scoutisme est fondé sur des idéaux chrétiens, Hary a nié catégoriquement que la religion en tant que telle ait joué en faveur de son affectation aux AA. René Roesch, quant à lui, affirme également que le fait d'être chrétien n'a pas eu d'importance pour son choix de carrière, mais il pense quand même que certains idéaux chrétiens, notamment ceux de fraternité et de solidarité entre hommes de toutes races, l'ont influencé dans son travail.<sup>317</sup>

C'est surtout dans le livre de Monique Eoche-Duval que les références à la foi chrétienne fleurissent. Déjà dans l'introduction, elle décrit les officiers SAS ainsi : « [I]ls représentèrent aux yeux des populations, une certaine France humaniste, constructive, respectueuse de l'originalité, tolérante envers l'Islam, sans pourtant renoncer à être la France et même la France chrétienne, »<sup>318</sup> suggérant ainsi qu'elle voit dans l'officier SAS une sorte de personnification du christianisme en plein cœur d'un pays d'islam. En mai 1960, l'archevêque d'Alger – Monseigneur Duval – était en visite à Champlain pour la confirmation des enfants européens, et les Eoche-Duval en profitent pour lui faire visiter Sidi

---

<sup>314</sup> D'Andoque, *op.cit.*, 12.

<sup>315</sup> D'Andoque, *op.cit.*, 119.

<sup>316</sup> D'Andoque, *op.cit.*, 13.

<sup>317</sup> Roesch, Paris, le 25 mai 2010.

<sup>318</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 16.

Naamane. Impressionnée par l'archevêque, pourtant si méprisé par les défenseurs de l'Algérie française<sup>319</sup>, Monique Eoche-Duval résume ainsi sa visite :

Hommes et femmes musulmans du village, cette visite avait rompu pour vous un isolement d'un genre particulier. Grâce à elle, vous aviez été mis soudain en présence de cette France Chrétienne qui était venue conquérir votre pays et avait été si maladroite mais dont on vous avait caché l'âme, à laquelle vous eussiez, sans doute, été plus sensibles.<sup>320</sup>

Nonobstant l'idéalisme des anciens des AA qui ont pris la peine de raconter leurs expériences pour la postérité, il n'en reste pas moins que le corps des AA, pendant toute son existence, a eu des problèmes de sous-qualification et de mauvais état d'esprit parmi ses cadres.

Dans son rapport sur le moral de 1959, le colonel Blanche, chef de l'ELD de Bône, déplore surtout la mentalité des officiers de réserve :

Les Officiers de Réserve sont de qualités très diverses. Il serait urgent de relever certains d'entre eux d'un commandement qu'ils n'exercent qu'à travers de sordides intérêts personnels et avec un sens très relatif de leur mission. Leur remplacement est à envisager dans des délais plus rapides. Leur maintien porte ombre au bon renom des Affaires Algériennes.<sup>321</sup>

Or, soulignant encore la diversité au sein des AA, à Tlemcen, à l'autre extrémité du pays, le personnel peu motivé semble à la même époque être déjà relevé de ses fonctions : « Les éléments indésirables, Officiers, Sous-Officiers, Attachés et moghaznis qui, par leur comportement, jetaient le discrédit sur le Service, ont été éliminés. »<sup>322</sup>

#### 7.4.L'esprit indépendant des officiers SAS

Notre deuxième hypothèse, « le caractère individualiste présent chez les officiers SAS peut les avoir rendus plus susceptibles de définir eux-mêmes les objectifs de leur travail et d'employer des méthodes illégales pour y aboutir », est vraisemblablement facile à confirmer, au moins si l'on admet une large définition du terme « méthodes illégales ». C'est-à-dire que nous comprenons par ce terme aussi bien les moindres délits comme la comptabilité créative, que les crimes au sens strict du terme, notamment l'adhésion à l'OAS. Quoi qu'il en soit, le terme a indéniablement des connotations plutôt négatives, mais il faut souligner que la volonté d'agir sans, voire contre, avis préalable de leurs supérieurs était souvent vue par les officiers SAS comme une solution pragmatique à une situation où les instructions des échelons supérieurs étaient irréalistes ou auraient eu des conséquences néfastes pour ce qu'on cherchait à réaliser.

---

<sup>319</sup> Mgr Duval s'était prononcé en faveur de l'autodétermination de l'Algérie dès 1956, lui valant le surnom « Mohamed Duval ».

<sup>320</sup> Eoche-Duval, *op.cit.*, 237.

<sup>321</sup> *Rapport sur le moral de l'année 1959*. Département de Bône. 20 janvier 1960. SHD, 1H 1211/1.

<sup>322</sup> *Rapport sur le moral de l'année 1959*. Département de Tlemcen. 27 janvier 1960. SHD, 1H 1211/1. Il convient de rappeler que Claude Hary était stationné dans ce département.

Le budget est le premier domaine où les officiers SAS se montrent prêts à se jouer des règles. Certes, d'aucuns se plaignent du sous-financement, mais au lieu de désespérer, pratiquement tous choisissent de traiter aléatoirement leur budget. Ensuite, les officiers SAS ont tendance à ne pas obéir entièrement aux instructions concernant l'organisation des élections. Alors que le gouvernement de l'après-13 mai fait beaucoup d'efforts pour instaurer une démocratie viable en Algérie, les officiers SAS trouvent souvent absurde d'être obligés de faire voter la population, alors qu'ils sont confrontés à des défis plus urgents à relever, tels la sécurité alimentaire, la lutte contre le chômage et la construction d'écoles, de puits et d'ouvrirs. Ni Claude Hary, ni Monique Eoche-Duval, ni Georges Oudinot ne trouvent que le temps est réellement venu en 1958 pour mettre en train le processus démocratique, bien qu'ils acceptent tous a priori le but de la démocratisation à long terme.

Il faut savoir que cette « aversion électorale » ne résulte pas forcément d'une attitude antidémocratique de nos protagonistes, mais plutôt de leur proximité de la vie de tous les jours des populations du bled et de leur conscience du peu d'enthousiasme éprouvé par les administrés eux-mêmes pour les élections. Pour eux, la démocratie s'exerce localement, par unanimité, dans la djemâa du village et, dans les SAS qui fonctionnent bien, ils ne voient pas non plus la nécessité de changer la situation, car les élections signifient également que les musulmans devront prendre en main l'administration municipale eux-mêmes. Ainsi, Georges Oudinot a « abordé le sujet [des élections] avec les conseils des villages, qui se sont montrés peu pressés d'hériter de mes responsabilités municipales ». <sup>323</sup> Dans ce contexte, il ne faut pas oublier non plus la pression considérable qu'exerçait le FLN sur les hommes des villages pour les intimider afin qu'ils ne prennent pas de fonctions dans l'administration française. Or, ceci dit, il est nécessaire également de mentionner que les officiers SAS ont souvent eu recours à des méthodes qui se conjuguent mal avec les principes proprement démocratiques, par exemple les épisodes où Claude Hary et Georges Oudinot ont envoyé leurs moghaznis ramener les électeurs au bureau de vote, manu militari.

Le thème d'*esprit indépendant* se conjugue étroitement avec celui déjà évoqué de la *diversité*. Puisque le succès de toute SAS dépendait tellement de la motivation et de la détermination de son chef, de grandes différences pouvaient être observées entre deux SAS très proches l'une de l'autre. Nous savons, par exemple, que Georges Oudinot à la SAS de Beni-Douala est une personnalité très indépendante, provoquant certes fréquemment des frictions entre lui et sa hiérarchie, mais assurant également des réalisations remarquablement plus importantes que dans la plupart des SAS avoisinantes. De même, Abdelkader Benferhat présente, dans son mémoire de maîtrise, deux SAS

---

<sup>323</sup> Oudinot, *op.cit.*, 426.

voisines dans lesquelles la situation est totalement différente l'une de l'autre. La SAS de Chéria est gérée par un capitaine doué et dévoué qui reste sur place pendant six années consécutives. « Ses qualités sont reconnues aussi bien par les autorités civiles que militaires. [...] Son dynamisme et sa compétence lui permettent même d'étendre son action sur les S.A.S. voisines. »<sup>324</sup> Justement, c'est au capitaine de Chéria qu'il revient d'assurer un minimum de services à la SAS voisine de Troubia-Tazbent qui ne fonctionne pratiquement pas. A Troubia-Tazbent, Benferhat décrit un maghzen démoralisé et des rapports tendus autant entre la SAS et le maire qu'entre l'officier SAS et ses attachés civils.<sup>325</sup>

### 7.5.Solitude

Nous avons émis l'hypothèse que « la solitude dans le bled et le manque de coordination et d'échange d'idées entre les SAS peuvent avoir pesé aux officiers SAS. Des efforts pour améliorer les conditions de travail auraient éventuellement pu donner un sens renforcé de loyauté au régime. » Nous pensons l'avoir partiellement confirmée. Que la solitude ait été un facteur qui a agi sur le travail de pratiquement tous les chefs de SAS, c'est une évidence.<sup>326</sup> Pourtant, nous avons découvert que tous ceux que nous avons interrogés se sont bien accommodés de cette solitude ; au lieu de constituer un problème, elle a été évoquée comme un aspect presque agréable, car elle offrait aux chefs de SAS une grande liberté d'organiser les journées à leur propre gré :

L'un des côtés passionnants de ce métier était, qu'à de rares exceptions près, nous organisions notre emploi du temps comme bon nous semblait et beaucoup « au feeling ».<sup>327</sup>

Les officiers SAS vont régenter leurs territoires en fonction beaucoup de leur pulsion, de leur caractère. Un tel fera plus de social, l'autre du renseignement. Parce qu'on était tout seul dans la nature, et on n'avait pas de compte à rendre immédiat.<sup>328</sup>

Par conséquent, il est douteux que la loyauté au régime ait pu être sensiblement renforcée seulement par des efforts de pallier au sentiment de solitude, car la rancœur ressentie contre le régime gaullien résulte avant tout de l'évolution de la politique gouvernementale vers l'émancipation de l'Algérie.

La solitude des chefs de SAS est surtout manifeste pendant les premières années de l'existence des AA, sans doute à cause de la rapidité avec laquelle le service a été établi, et donc le fait qu'on n'a pas eu le temps de mettre en place des procédures standardisées pour la coopération entre les SAS, ni pour le contact de chaque SAS avec son échelon supérieur. Le général Olié, commandant civil et

---

<sup>324</sup> Benferhat, *op.cit.*, 53-54.

<sup>325</sup> Benferhat, *op.cit.*, 69-70. Pour une explication de *maghzen*, voir la note numéro 29.

<sup>326</sup> Cette assertion est principalement valable pour les SAS et non pas pour les SAU ; étant stationnés dans les centres urbains, les officiers des SAU avaient beaucoup plus de possibilités d'avoir une vie sociale.

<sup>327</sup> Hary, *L'autre guerre d'Algérie...*, 104.

<sup>328</sup> Hary, Bouc-Bel-Air, le 5 novembre 2009.

militaire en Kabylie, remarque ainsi dans un rapport rédigé en avril 1956 que « tout Chef de Commune doit apporter son aide matérielle constante aux Chefs de S.A.S. dont certains – je m’en suis personnellement rendu compte – vivent dans l’isolement professionnel et un dénuement matériel incompatible avec l’exercice de leurs réelles fonctions. »<sup>329</sup> De même, le colonel Meyer a entrepris une tournée dans toute l’Algérie au début de 1956 pour avoir une idée de la situation dans laquelle se trouvaient les officiers des SAS. Par rapport à Tlemcen, son rapport constate que :

[Les chefs de SAS] ont besoin d’être encadrés, commandés, guidés par des officiers A.I. qualifiés. Certains administrateurs n’ont pas l’aptitude au commandement qui convient à l’exercice de leur charge dans la conjoncture présente. Il s’ensuit que beaucoup de jeunes officiers sont livrés à eux-mêmes. Il est à craindre que leur état d’esprit ne s’améliore pas.<sup>330</sup>

Parmi ceux que nous avons interviewés, Claude Hary est vraisemblablement celui qui a connu les SAS les plus reculées, et il affirme qu’« on n’avait quasiment aucun contact avec nos voisins immédiats ».<sup>331</sup> Après avoir vécu ce qu’il qualifie de « six mois hors du temps », il commence à rêver de tout signe pouvant rappeler le monde civilisé :

Je fantasmais sur un carillon de cloches dominicales à la sortie de la grand-messe. J’aspirais à entendre le bruit de l’eau coulant dans une chasse de W.C. Je soupirais après le « tac-tac, tac-tac » d’un train roulant sur les rails, après le mugissement de sa locomotive, tous bruits que je trouvais cruellement absents de mon environnement.<sup>332</sup>

Les grandes fêtes ont été pour lui parmi les moments les plus durs : « Je me souviens notamment d’un 24 décembre à Souhalia. C’était au bord de la mer, j’entendais les sirènes des bateaux dans le port de Nemours qui fêtaient. Et moi j’étais tout seul comme un con, avec ma chienne. C’était dur à supporter, ça, quand même... La solitude... »<sup>333</sup>

Si les échelons supérieurs ont fait de plus en plus d’efforts pour atténuer la solitude, le problème n’a jamais été entièrement éliminé. Une remarque de Roger Eoche-Duval vers la fin de 1959 peut en servir d’exemple :

Le Chef de S.A.S. est trop seul, déconcerté par la multitude des problèmes à résoudre et dont pas un ne se pose en termes clairs. [...] Nous en sommes arrivés très exactement au point de saturation au-delà duquel il n’est plus possible d’aller sans tout démolir, sans émousser les bonnes volontés. [...] On avait parlé d’une administration souple et on a fait un système rigide qui est progressivement polarisé.<sup>334</sup>

---

<sup>329</sup> *Attributions des officiers des Affaires algériennes*. 3 avril 1956. SHD, 1H 2556/1.

<sup>330</sup> *Rapport du Colonel MEYER sur la mission qu’il a accomplie dans la région de TLEMCEM*. 8 avril 1956. SHD, 1H 2556/2.

<sup>331</sup> Hary, Bouc-Bel-Air, le 5 novembre 2009.

<sup>332</sup> Hary, *op.cit.*, 112.

<sup>333</sup> Hary, Bouc-Bel-Air, le 5 novembre 2009.

<sup>334</sup> *Rapport du quatrième trimestre 1959*. SAS de Champlain. ANOM, 3 SAS 120.

Or, après avoir évoqué ces problèmes liés à la solitude, il faut souligner que les officiers SAS en ont le plus souvent tiré avantage plutôt que désespoir. Et il faut également savoir que plusieurs de ceux que nous avons interviewés ne l'ont même pas ressentie, notamment parce qu'ils avaient le droit de vivre en famille et aussi parce qu'ils ont trouvé les charges à accomplir tellement urgentes qu'il n'y avait à vrai dire pas assez de temps pour se sentir seul.

### 7.6. Mission noyée dans la paperasse

Nous avons constaté que les officiers SAS ont trouvé exagérées les contraintes bureaucratiques de l'administration. En effet, si l'abondance de documents consultables aux archives est une bénédiction pour l'historien, elle permet en même temps de comprendre que Roger Eoche-Duval avait raison d'écrire en septembre 1959 : « C'est encore dans la recherche de la simplification administrative que se situe l'accélération possible de nos efforts. »<sup>335</sup> Les archives démontrent que le capitaine Eoche-Duval a réitéré à maintes reprises sa frustration de ne pas pouvoir trouver le temps de remplir la partie la plus importante de sa mission, le contact avec la population :

Le Chef de S.A.S., cette petite tête de pacificateur, ne va jamais au-delà d'un rayon de 2 ou 3 kms autour des postes, [...] pressé par le temps, car une volumineuse paperasse l'attend au retour. La population – objectif n° 1 de notre guerre – est sacrifiée au papier, à l'encre et à cette merveilleuse invention des temps modernes qu'on appelle la machine à écrire.<sup>336</sup>

Nicolas d'Andoque, Claude Hary et Georges Oudinot rejoignent Eoche-Duval en déplorant, eux aussi, cette surcharge administrative. Or, elle est non seulement évoquée par des chefs de SAS dans leurs rapports périodiques ; les échelons supérieurs sont également bien conscients du dilemme. Certes, à lire les instructions données au début de l'existence des SAS, on peut avoir l'impression que le commandement veillerait étroitement à ce que le chef de SAS ne devienne pas un simple administrateur :

Le Sous-Préfet, comme les Chefs de S.A.S. et les Officiers Supérieurs des Affaires Algériennes, ne doivent [...] à aucun égard, exercer leur mission en fonctionnaires de bureau ; leur action n'aura de valeur qu'à condition de se développer sur le terrain, en tournées, en "palabres", en discussions constructives sur toutes les parcelles du territoire.<sup>337</sup>

Or, les échelons de liaison se rendront progressivement compte que le mot d'ordre des premiers jours des SAS risquera fortement de ne devenir que de belles paroles. L'ELD de Bône constate ainsi

---

<sup>335</sup> *Rapport mensuel de septembre 1959*. SAS de Champlain. ANOM, 3 SAS 120.

<sup>336</sup> *Rapport mensuel de novembre 1959*. SAS de Champlain. ANOM, 3 SAS 120.

<sup>337</sup> *Attributions des officiers des Affaires algériennes*. Document daté du 3 avril 1956 et signé « le général Jean Olié, commandant civil et militaire de la Kabylie ». SHD, 1H 2556/1.

en 1959 que « liées [sic] à leur bureau, les Chefs de S.A.S. ont le sentiment de trahir leur mission en négligeant le contact avec la population ». <sup>338</sup>

### 7.7. Antigaullisme : mépris et désobéissance

Pratiquement tous heureux de voir le général de Gaulle revenir au pouvoir après le 13 mai 1958, beaucoup d'officiers SAS vont être de plus en plus déçus par la politique du chef de l'État, déception qui se traduira progressivement par le sentiment d'être trahis et contraints par leur propre gouvernement de se parjurer devant la population à laquelle ils avaient promis que l'Algérie allait rester française. Or, le moment précis où la confiance dans le gouvernement se dissipe définitivement varie d'officier en officier et pour certains, comme les Eoche-Duval, elle ne s'éteint à vrai dire jamais.

Nous avons vu que Georges Oudinot a eu sa confiance en le général de Gaulle confirmée lors du dîner d'octobre 1958 pour ensuite être brusquement désillusionné fin août 1959 quand le chef d'État a annoncé à Tizi-Hibel ses trois choix pour l'avenir de l'Algérie, y compris l'autodétermination. Fin 1960, après le discours du 4 novembre, Oudinot se souvient aujourd'hui d'avoir ressenti une « profonde meurtrissure » :

La certitude d'être cyniquement trahis nous pourrit la vie et fait naître le désespoir. Avec en prime la hantise d'être contraints à la révolte ou au déshonneur. Dilemme dramatique et contre nature pour des soldats pour qui la discipline reste une valeur fondamentale. <sup>339</sup>

Claude Hary, lui, ne fut nullement moins révolté par les propos du général :

Comme annoncé, le Général a parlé... et c'est le ciel qui m'est tombé sur la tête ! [...] Ai-je bien entendu ? Pourquoi toutes ces années passées à essayer de construire une Algérie française ? Pourquoi tous ces sacrifices ? Que vais-je répondre, demain, aux interrogations de mes moghaznis qui, comme tout le monde, ont écouté de Gaulle ? <sup>340</sup>

Au printemps 1961, après le référendum du 8 janvier sur l'autodétermination en Algérie, où le « oui » a obtenu 79% des suffrages exprimés en métropole et 68% en Algérie, <sup>341</sup> les rapports périodiques de tous les échelons révèlent un moral constamment à la baisse parmi les cadres des AA. L'ELD de Tiaret, par exemple, note dans la section « desiderata » du rapport de mars : « Obtenir des plus hautes autorités du pays des directives claires, précises, fermes, sur la politique à suivre et qu'elles ne se contentent plus de discours d'une haute portée intellectuelle sans les faire suivre de

<sup>338</sup> *Rapport sur le moral de l'année 1959*. ELD de Bône. 20 janvier 1960. SHD, 1H 1211/1.

<sup>339</sup> Oudinot, *op.cit.*, 469.

<sup>340</sup> Hary, *op.cit.*, 236.

<sup>341</sup> Pervillé, *op.cit.*, 193. Le taux d'abstention en Algérie était très élevé, conformément aux ordres du FLN. Le nombre de « non » exprimés correspond approximativement au nombre d'Européens inscrits.



notes d'application. Le sort de l'Algérie et celui de la France en dépendent. »<sup>342</sup> A Tizi-Ouzou – l'arrondissement du capitaine Oudinot, donc – le ton est encore plus sombre : « Moral affecté par l'évolution politique du problème Algérien, qui apparaît fait d'abandons successifs et gratuits aux yeux des équipes qui, au contraire, dans le bled, ont une sensation de progrès constant. »<sup>343</sup>

Au cours de 1961, René Roesch et Nicolas d'Andoque prennent tous les deux la décision de quitter les AA, Roesch obtenant une mutation dans la gendarmerie et d'Andoque jugeant que le service au sein de l'armée ne lui permettrait plus d'œuvrer pour l'Algérie française.<sup>344</sup> Claude Hary, quant à lui, quitte l'Algérie en octobre 1961, alors que Georges Oudinot, rappelons-le, était déjà à Madagascar après avoir été incarcéré à Fresnes. Puisque c'est également l'année où les Eoche-Duval quittent Champlain et où Jean Favarel s'engage dans l'OAS, 1961 se présente comme une année décisive pour tous les anciens des AA que nous avons étudiés.

La déception se fait également sentir partout en Algérie et à tous les échelons de la hiérarchie des AA. Dans le rapport annuel sur le moral de l'ELD d'Oran, par exemple, on peut lire :

Malgré leurs efforts désespérés, Officiers et Sous Officiers perdent la foi : foi en une mission pour l'accomplissement de laquelle ils donnaient le meilleur d'eux-mêmes, foi en tout ce que "le métier" offrait de noble et de généreux, et foi surtout en l'avenir de ce pays qu'ils sentent se replier sur lui-même non par désaffection mais par crainte. [...] Au cours de l'année, tout le personnel des Affaires Algériennes a pensé plus ou moins confusément que les efforts qu'il faisait pour maintenir l'ALGERIE en étroite communion avec la FRANCE étaient vains.<sup>345</sup>

Pour certains, comme Nicolas d'Andoque et Jean Favarel, commence alors l'effort acharné pour essayer, contre tout ordre, de faire venir en France le plus grand nombre possible d'anciens supplétifs. D'Andoque y trouve l'occasion d'aller jusqu'à opposer avec sarcasme les idéaux républicains à la réalité algérienne : « [I]l était apparu que la République des Droits de l'Homme jugeait moins hommes que les autres ses citoyens musulmans d'Algérie. Ils ne pouvaient pas franchir librement la Méditerranée. »<sup>346</sup> Quand l'Algérie accède finalement à l'indépendance le 5 juillet 1962, c'est un véritable déchirement que ressent d'Andoque : « Le jour de l'indépendance nous avons été quelques-uns à porter les insignes extérieurs du deuil, j'ai porté ce deuil six mois, le deuil de l'Algérie dira-t-on, non, le deuil d'une certaine idée que je me faisais de la France. »<sup>347</sup>

---

<sup>342</sup> *Résumé des rapports sur le moral établis par les officiers supérieurs des Affaires algériennes pour les échelons de liaison des préfectures*. Délégation générale en Algérie. Inspection générale des Affaires algériennes. 8 mars 1961. SHD, 1H 1211/2.

<sup>343</sup> Ibid.

<sup>344</sup> D'Andoque, *op.cit.*, 132.

<sup>345</sup> *Rapport sur le moral de l'année 1961*. Département d'Oran. SHD, 1H 1211/2.

<sup>346</sup> D'Andoque, *op.cit.*, 136.

<sup>347</sup> D'Andoque, *op.cit.*, 181.

L'amertume qu'ont ressentie les officiers des AA après l'indépendance de l'Algérie ne s'est, à vrai dire, jamais dissipée. Elle est certes apparente dans les rapports de l'époque, mais elle reste vivace encore cinquante ans plus tard, comme nous l'avons découvert lors des entretiens avec les anciens officiers SAS, et comme ils le décrivent eux-mêmes dans leurs mémoires relativement récentes. Le colonel Bénos, chargé des cours préparatoires des officiers SAS, a expliqué ainsi sa décision de démissionner de l'armée :

Pourquoi je démissionne ? Parce que les SAS ont été sacrifiées. Parce que je ne peux plus supporter les mensonges, les tricheries, la trahison de De Gaulle. Parce que les harkis, les notables et tous les autres qui nous ont fait confiance ont été massacrés par le F.L.N. dès les accords d'Évian signés.<sup>348</sup>

A lire l'extrait suivant du livre de Claude Hary, il ne saurait non plus persister de doutes sur ce qu'il pense de la manière dont la France a quitté l'Algérie :

La honte de la France, de son Gouvernement et d'une partie des Français métropolitains de l'époque n'est pas dans la perte et l'Indépendance de l'Algérie, sans doute légitime. [...] Elle est dans le fait d'avoir délibérément voulu méconnaître le drame de 1 million de Pieds-noirs et de quelques milliers de supplétifs, obligés d'abandonner leur terre natale et les tombes de leurs aïeux, de fuir la mort dans un chaos indescriptible, une mort contre laquelle leur Patrie n'a pas su les protéger. [...] La honte de notre pays est d'avoir trahi ces gens-là, de les avoir compromis, de les avoir trompés avant de les abandonner.<sup>349</sup>

Or, cet extrait laisse déjà deviner qu'Hary est arrivé cinquante ans après à accepter la légitimité de l'indépendance de l'Algérie, même s'il n'était pas de cet avis à l'époque. Pendant notre interview il a confirmé cette impression :

Il fallait leur donner l'indépendance. Mais on aurait pu le faire mieux que ce qui a été fait. [...] Avec le recul, partant de que le Maroc était indépendant, que la Tunisie était indépendante, que l'Angleterre à l'époque perdait toutes ses colonies, et cetera... c'était inévitable qu'à terme l'Algérie soit indépendante.<sup>350</sup>

Hary est en fait le seul parmi ceux que nous avons interviewés à accepter ainsi l'indépendance algérienne. Les trois autres restent convaincus qu'avec les nécessaires changements sociétaux, la France aurait pu rester aujourd'hui un pays étendu sur deux continents.

## 7.8.Relations tendues avec les Pieds-noirs...

Notre quatrième hypothèse, selon laquelle les officiers SAS furent plus motivés par la tâche d'améliorer les conditions de vie de la population musulmane que par celle de protéger la communauté pied-noir et ses privilèges, est très facile à confirmer. Claude Hary, par exemple, a dissipé tout doute en affirmant qu'« on n'avait pas le sentiment d'être là pour aider les Pieds-noirs. Pas du tout. On avait le sentiment d'être là pour aider les populations musulmanes. »<sup>351</sup> En fait, nous

---

<sup>348</sup> Compte rendu de l'autobiographie du colonel Bénos, bulletin AAAA numéro 23 (mars 2005), p. 9.

<sup>349</sup> Hary, *op.cit.*, 271-272.

<sup>350</sup> Hary, Bouc-Bel-Air, le 5 novembre 2009.

<sup>351</sup> Hary, Bouc-Bel-Air, le 5 novembre 2009.

pensons rétrospectivement que cette hypothèse était trop simple, puisque la réponse semble évidente déjà dans la manière dont elle est formulée. Néanmoins, elle a permis de découvrir des points de vue bien plus négatifs sur la communauté pied-noir que nous ne le pensions, et également la forte déception qu'éprouvaient beaucoup d'officiers SAS devant l'opinion publique métropolitaine.

D'abord, en ce qui concerne les Pieds-noirs, il est frappant d'observer la virulence avec laquelle certains des anciens des AA condamnent leur comportement. Leurs convictions en faveur de l'Algérie française permettraient de supposer que les officiers SAS étaient préoccupés par le sort des Pieds-noirs, mais, bien que plusieurs d'entre eux aient essayé d'atténuer l'image des Pieds-noirs comme des gros colons exploitant cyniquement leurs concitoyens musulmans, nous pouvons également nous référer à Georges Oudinot qui qualifie les Pieds-noirs de « clan des nantis ». <sup>352</sup> De même, Monique Eoche-Duval et René Roesch sont tous les deux très déçus par le refus catégorique des Pieds-noirs d'accepter les réformes nécessaires.

C'est surtout lors des grandes manifestations pro-Algérie française qu'on observe la condamnation des Pieds-noirs. Georges Oudinot affirme en effet qu'en rédigeant ses rapports périodiques, le passage le plus dur est souvent celui où il est censé décrire les répercussions des événements extérieurs. <sup>353</sup> Par exemple, le 11 décembre 1960, lors d'une visite du général de Gaulle en Algérie, les Pieds-noirs d'Alger sont descendus dans les rues et ont bruyamment fait entendre leur profonde désapprobation de la politique gaullienne. Le capitaine Dervillé, chef de la SAS de Berrouaghia dans le département du Titteri, commente la manifestation ainsi :

Les "Ultras" d'Alger, ceux-là mêmes qui ignorent trop souvent les difficultés de leurs semblables du bled, n'ont pas hésité à transformer leur manifestation patriotique en manifestation raciste, jouant en surplus le jeu du F.L.N., accentuant aussi le fossé entre les communautés, et risquant de compromettre irrémédiablement notre position sur le plan international. <sup>354</sup>

La préfecture d'Oran remarque que les relations entre les SAS et la communauté musulmane sont généralement meilleures que celles entre les SAS et les Pieds-noirs : « Dans les très anciennes Communes de plein exercice, le Maire voit d'un œil assez critique, la présence dans son fièf [sic] de l'Officier S.A.S., représentant direct du Sous-Préfet. [...] [L]orsque le Maire est un F.S.N.A., les contacts entre S.A.S. et Mairie sont bien meilleurs. » <sup>355</sup> Un an plus tard, à Sétif, on constate que « l'ambiance est complètement pourrie, allant même jusqu'à insulter les troupes F.S.N.A. lors des

---

<sup>352</sup> Oudinot, *op.cit.*, 36.

<sup>353</sup> *Rapport du 1<sup>er</sup> trimestre 1960*, SAS de Beni-Douala. ANOM, 5 SAS 208.

<sup>354</sup> *Rapport du 4<sup>e</sup> trimestre 1960*, SAS de Berrouaghia. ANOM, 3 SAS 119. Les documents des archives nomment le département *Titteri*, même s'il est formellement appelé *Médéa*.

<sup>355</sup> *Rapport sur le moral de l'année 1959*. Préfecture d'Oran. SHD, 1H 1211/2.

revues du 14 Juillet et du 11 Novembre. Sétif souffre encore de la répression de 1945 qui n'a pas été digérée par la population. »<sup>356</sup>

En dépit de toute déception et toute condamnation de la communauté pied-noir, il y a lieu de rappeler l'hétérogénéité des officiers SAS, et la relation avec les Pieds-noirs n'y fait pas exception. Certains, comme Claude Hary et Jean Favarel, sont nettement favorables aux Pieds-noirs et essaient énergiquement de les défendre. D'autres encore sont conscients des difficultés qui résultent de l'attitude de cette communauté mais notent parfois une évolution positive, tel le capitaine Juteau de la SAS d'Oued-Oughat près de Médéa : « Les Européens ne prennent plus systématiquement parti pour les Algérois, ou cachent leurs sentiments. De toute façon, leur attitude est beaucoup plus nuancée qu'il y a quelques années, ce qui est déjà un progrès. »<sup>357</sup>

Quant à Claude Hary et Jean Favarel, ils déplorent tous les deux l'image négative des Pieds-noirs qui est restée dans la mémoire collective. « C'étaient de petites gens. Ils n'étaient pas tous des Borgeaud ou des gros propriétaires terriens. »<sup>358</sup> De la même façon, Favarel s'efforce de démentir le mythe selon lequel les Pieds-noirs auraient refusé de donner de l'eau à boire aux soldats du contingent :

J'ai entendu dire quelquefois que dans certains endroits, les affreux colons avaient fait payer l'eau au contingent. Moi je peux vous dire qu'il y avait une ferme énorme, la ferme Ruquet. Tous les jeudis – il y avait une remorque de l'armée qui avait une capacité de 500 litres – tous les jeudis la remorque allait à la ferme Ruquet, et on la remplissait gratuitement pour les soldats de vin rosé du pays.<sup>359</sup>

Hary et Favarel ne peuvent pas pour autant être accusés d'avoir milité pour les Européens d'Algérie. Au contraire, tous les deux souhaitaient que leur service aux AA soit au profit de la population musulmane, et ils étaient convaincus que « l'Algérie de papa », nostalgie de la communauté pied-noir d'antan, devait passer dans les annales.

Nous n'avions jamais été pour une « Algérie de papa », une Algérie des activistes pied-noir dont, si nous comprenions le désarroi, nous étions bien placés, nous, gens du Bled, pour constater l'inefficacité et les inégalités depuis ces 130 années de présence française.<sup>360</sup>

## 7.9.... et avec les métropolitains

Incontestablement, par contre – et cela vaut indépendamment de tout point de vue sur la communauté pied-noir – l'opinion métropolitaine et son prétendue indifférence aux événements algériens ont suscité la colère des officiers SAS. Nous avons vu la véritable rage de Claude Hary ressentie envers les signataires du *Manifeste des 121*, mais il ne réserve pas sa critique aux seuls

<sup>356</sup> Procès-verbal de la réunion des chefs d'ELD, 16 et 17 novembre 1960, Alger. ANOM, 5 SAS 45.

<sup>357</sup> Rapport du 4<sup>e</sup> trimestre 1960, SAS d'Oued-Oughat. ANOM, 3 SAS 119.

<sup>358</sup> Hary, Bouc-Bel-Air, le 5 novembre 2009.

<sup>359</sup> Favarel, Chabeuil, le 24 mai 2010.

<sup>360</sup> Hary, *op.cit.*, 251.

intellectuels : « Je m’aperçus rapidement que la Métropole se fichait éperdument des événements d’Algérie. Pire ! Dans sa grande majorité, elle ne voyait dans cette guerre qu’un gouffre financier qui lui « suçait la moelle » ». <sup>361</sup> Nous pouvons également citer Jean Favarel qui dit qu’« il y avait une cassure entre l’Algérie et la métropole » <sup>362</sup> ou René Roesch : « Pour les métropolitains, l’Algérie n’était qu’un problème et une source de concurrence » <sup>363</sup>.

Face à la polémique sur la guerre d’Algérie, les anciens des SAS restent souvent déçus par les jugements exagérément négatifs portés sur cette période turbulente de l’histoire récente de France, des jugements qui, à leur avis, ignorent volontiers toutes les réalisations positives nées de la présence française en Algérie. Jean Favarel a ainsi trouvé « lamentable » que la télévision publique française ait contribué à financer le film franco-algérien *Hors-la-loi*, présenté au Festival de Cannes de 2010 et traitant les massacres de Sétif et Guelma en 1945 à travers les yeux de trois frères algériens. <sup>364</sup>

### 7.10. La relation avec les moghaznis

Puisqu’il s’est montré qu’en réalité seul un nombre minuscule d’officiers SAS ont rejoint l’OAS, notre hypothèse selon laquelle la sollicitude pour les moghaznis les y aurait poussés perd partiellement son sens. Nous pouvons néanmoins confirmer qu’elle est valable pour Jean Favarel, et que, même s’ils n’ont pas fait partie de l’OAS, les autres officiers SAS ont eux aussi été très inquiets pour l’avenir de leurs moghaznis. Cette inquiétude s’est montrée tragiquement justifiée après la fin de la guerre, lorsqu’un nombre allant, selon les sources, de 10.000 jusqu’à 150.000 anciens harkis et moghaznis ont été massacrés en Algérie. <sup>365</sup>

Les officiers SAS semblent pour la plupart être très attachés à leurs moghaznis. Georges Oudinot, lui, les estime comme des soldats extraordinairement valeureux et déplore l’absence de reconnaissance de la participation de plusieurs centaines de milliers de musulmans sous les drapeaux français, surtout pendant les deux guerres mondiales. <sup>366</sup> Roger Eoche-Duval remarque en novembre 1959 que l’état d’esprit de ses moghaznis est excellent, malgré des conditions de logement rudimentaires et des soldes insuffisantes. <sup>367</sup> Cette impression est confirmée la même année par l’ELD de Bône :

Le moral des mokhaznis [sic] reste excellent dans l’ensemble bien que les déclarations du 16 Septembre et la propagande insidieuse qui en a suivi, aient amené momentanément un certain flottement. Les désertions

---

<sup>361</sup> Hary, *op.cit.*, 116.

<sup>362</sup> Favarel, Chabeuil, le 24 mai 2010.

<sup>363</sup> Roesch, Paris, le 25 mai 2010.

<sup>364</sup> Favarel, Chabeuil, le 24 mai 2010.

<sup>365</sup> Guy Pervillé et Cécile Marin, *Atlas de la guerre d’Algérie : de la conquête à l’indépendance* (Paris : Éditions Autrement, 2003), 55.

<sup>366</sup> Oudinot, *op.cit.*, 26-28.

<sup>367</sup> *Rapport mensuel de novembre 1959*. SAS de Champlain. ANOM, 3 SAS 120.

ont été rares, cinq pour l'année 1959. [...] Or, avec l'augmentation du prix de la vie, la situation pécuniaire des mokhaznis devient plus critique.<sup>368</sup>

Pourtant il y a aussi des cas où le chef de SAS reste réticent envers ses moghaznis et met en cause leur loyauté. Claude Hary, par exemple, évoque des exemples d'officiers SAS ayant été trahis et même assassinés par leur maghzen.<sup>369</sup> Grégor Mathias confirme en effet qu'il y a eu des exemples de moghaznis qui ont déserté, mais estime en même temps que la plupart d'entre eux sont restés totalement fidèles, et que leur appui a été essentiel pour le succès des SAS.<sup>370</sup>

Au fur et à mesure que l'indépendance de l'Algérie devient probable, il aurait été tout à fait naturel de voir les moghaznis questionner leur engagement dans le camp français. Il semble certes que de sérieux doutes se soient installés chez eux, mais qu'ils n'aient pas pour autant perdu leur foi en la France, comme l'atteste le rapport synthèse sur le moral de 1961 de l'Inspection générale des AA :

Pris dans la tourmente des courants nationalistes et terroristes, en butte à des vexations et à des provocations dans leur milieu social, souvent préoccupés de soucis matériels, les Moghaznis ont fait front et sont demeurés fidèles et entièrement dévoués à leurs chefs. [...] [L]e volume des désertions et des trahisons reste inférieur à celui des autres unités de supplétifs. [...] Il serait immoral, contraire aux traditions françaises, et par surcroît dangereux d'abandonner ces fidèles serviteurs sans compensation quelconque. Ce problème inquiète non seulement les Officiers des S.A.S. mais tous les échelons du Commandement du Service des A.A. et influe très défavorablement sur leur moral.<sup>371</sup>

Bien que les accords d'Evian stipulent que « nul ne pourra faire l'objet de mesures de police ou de justice, de sanctions disciplinaires ou d'une discrimination quelconque »<sup>372</sup> à cause de leur engagement pro-français, d'aucuns doutaient de la sincérité du FLN à vouloir honorer ses engagements. Dès lors, certains officiers SAS, comme Nicolas d'Andoque, vont entreprendre des efforts pour faire passer en France le plus grand nombre possible de supplétifs musulmans.

Pierre Messmer, Ministre des Armées de 1960 à 1969, a confié au *Monde* en septembre 2001 ses réflexions sur le refus d'accueillir en France les anciens harkis et moghaznis, dont ses fonctions gouvernementales d'alors le rendaient partiellement responsable. Selon lui, les stipulations des accords d'Evian permettaient d'être confiant que les Algériens engagés dans le camp français auraient la vie sauve et seraient intégrés dans la société algérienne postcoloniale sans discrimination, alors qu'une éventuelle intervention de l'armée française auprès des harkis aurait posé un risque hautement réel d'une nouvelle guerre :

Toute la question était de savoir si nous allions réoccuper des villages pour sauver quelques familles de harkis, au risque de relancer la guerre. Le général de Gaulle a tranché : il n'en était pas question. [...] Le souci

<sup>368</sup> *Rapport sur le moral, année 1959*. 20 janvier 1960. SHD, 1H 1211/1.

<sup>369</sup> Hary, *op.cit.*, 104-105.

<sup>370</sup> Mathias, *op.cit.*, 143.

<sup>371</sup> *Rapport sur le moral 1961. Inspection générale des Affaires algériennes*. SHD, 1H 1211/2.

<sup>372</sup> [http://www.tlfg.ulaval.ca/axl/afrique/algerie-accords\\_d%27Evian.htm](http://www.tlfg.ulaval.ca/axl/afrique/algerie-accords_d%27Evian.htm). Consulté le 8 septembre 2010.

de ne pas rouvrir les combats en Algérie a été la raison de notre refus d'organiser des opérations de récupération des harkis persécutés par le FLN. [...] Autant je reconnais ma responsabilité dans le refus des opérations de récupération des harkis, autant je ne me sens nullement coupable de l'absence d'organisation de leur transport vers la France.<sup>373</sup>

Dans la même interview, Messmer a également parlé de « certains officiers des sections administratives spéciales qui rapatriaient des harkis sans accord de la hiérarchie et sans qu'aucun accueil n'ait été organisé », ce qui peut suggérer que les autorités considéraient les officiers SAS exagérément pressés de réaliser le rapatriement. En effet, les conditions d'accueil des supplétifs en métropole étaient souvent rudimentaires, plusieurs milliers d'entre eux ayant par exemple été internés dans le camp de Rivesaltes, ayant précédemment servi à interner des républicains espagnols après la guerre d'Espagne et des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. Pour Claude Hary, les supplétifs rapatriés « eurent la malchance d'arriver dans une France qui, indifférente à leur malheur, les parqua, pour la plupart, et pour de longues années, dans des camps de transit [...] indignes de l'hospitalité française. »<sup>374</sup> Le sous-lieutenant Mazaubrun, ancien de la SAS de Hamman Melouane au sud d'Alger, avance avec amertume la théorie selon laquelle les supplétifs auraient été sacrifiés sur l'autel de la géopolitique :

[Les moghaznis] avaient cru que de Gaulle et son équipe ne pouvaient trahir les harkis. Mais, ils ne savaient pas qu'ils étaient devenus une monnaie d'échange pour permettre à la France de conserver ses intérêts au Sahara (pétrole, expériences nucléaires) derrière la banalité des accords d'Évian.<sup>375</sup>

### 7.11. Les SAS et la torture

Si ce mémoire ne cache pas son intention de vouloir montrer un aspect de la guerre d'Algérie qui peine à trouver sa place dans le débat public – à savoir l'idéalisme et la sollicitude réelle pour les musulmans d'Algérie, s'imposant comme des contrastes aux ratissages et à la torture du côté français, ainsi qu'à la terreur du FLN frappant autant les civils que les militaires – il serait une omission inacceptable de ne pas évoquer l'éventuelle brutalité exagérée de la part des officiers SAS. Puisque la recherche de renseignements, et parfois aussi la participation aux opérations purement militaires, faisaient partie de la mission des SAS, il est tout à fait imaginable que certains officiers SAS se soient engagés dans la torture, voire dans les exécutions sommaires.

Il n'en reste pas moins que peu de sources ne permettent ni de confirmer, ni d'infirmer, que le personnel des AA aurait torturé. D'abord, à lire les mémoires des anciens des SAS, on apprend principalement leur désapprobation de la torture, sur le plan moral tout comme sur le plan stratégique. Tel Nicolas d'Andoque : « Je n'ai aucun goût pour la terreur. Nous n'étions pas en Algérie

---

<sup>373</sup> «Le principal responsable, c'est le FLN, qui les a trompés et les a massacrés,» *Le Monde*, le 25 septembre 2001.

<sup>374</sup> Hary, *op.cit.*, 269.

<sup>375</sup> Bulletin AAAA numéro 23 (mars 2005), 12.

pour nous imposer de cette façon. [...] La torture n'a pas plus servi à la France que les égorgements et les mutilations à la cause du F.L.N. »<sup>376</sup> En surprenant un matin son sergent adjoint « occupé à secouer un suspect dans une indifférence à peu près complète des droits de l'homme », d'Andoque le renvoya immédiatement de la SAS et « défendi[t] expressément qu'à l'avenir on se laissât aller à de pareils égarements. »<sup>377</sup>

Or, les seules paroles d'un ancien des SAS ne suffisent naturellement pas à réfuter que la torture ait eu lieu, même au sein des SAS. Les seules accusations spécifiques d'actes d'une brutalité exagérée que nous connaissons se dirigent contre Georges Oudinot. Lors du procès d'Oudinot, en août 1961, l'instituteur et écrivain algérien Mouloud Feraoun remarque notamment dans son journal : « Il en a des morts sur la conscience ! Il en a fait hurler du Kabyle ! »<sup>378</sup> Un Père-Blanc connaissant bien la région de Beni-Douala aurait, selon le journal, confié à Feraoun : « J'ai vu le capitaine Oudinot tuer un homme et je me suis dit : "Voilà, il fait ce que Dieu lui-même ne peut pas faire". [...] A Béni-Douala, il y a le capitaine et rien d'autre. »<sup>379</sup> Toutefois, Oudinot lui-même ne fait aucune allusion à la torture, ni dans son livre, ni dans le film d'Alain de Sedouy, ni dans les documents conservés aux archives, ni dans l'interview que nous avons réalisée. Il parle pourtant favorablement de Feraoun dans son livre et nous savons, par le journal de ce dernier, qu'Oudinot lui a envoyé un télégramme de condoléance très sincère lorsqu'il a appris le décès de son père.<sup>380</sup>

Il serait en effet difficile de tirer des conclusions de ces témoignages divergents – Feraoun accusant Oudinot d'avoir torturé et Oudinot éludant le sujet, ne décrivant que les réussites de la SAS de Beni-Douala. D'un côté, on peut émettre l'hypothèse que le capitaine Oudinot – par son ardent désir de réussir en Algérie là où son armée avait échoué en Indochine, et par son attirance, il faut l'admettre, pour les méthodes musclées en confrontant la rébellion – était susceptible d'avoir recours à la torture pour obtenir des renseignements d'une importance capitale. De l'autre côté on ne peut pas admettre comme preuve incontestable les paroles de Mouloud Feraoun ; s'il a noté « il en a fait hurler du Kabyle » dans son journal, cela ne donne pas pour autant lieu de croire que Feraoun a été le témoin de tels actes ou qu'il a parlé directement avec des personnes prétendant avoir été soumises aux supplices du chef de la SAS de Beni-Douala.

---

<sup>376</sup> D'Andoque, *op.cit.*, 16.

<sup>377</sup> D'Andoque, *op.cit.*, 50.

<sup>378</sup> Mouloud Feraoun, *LE JOURNAL : 1955-1962*, (Paris : Seuil, 1962), 322. Feraoun a été assassiné par un commando Delta de l'OAS le 15 mars 1962.

<sup>379</sup> Ibid.

<sup>380</sup> Feraoun, *op.cit.*, 284.



Or, Feraoun est soutenu par encore une source, à savoir un article publié en août 2009 dans *La Dépêche de Kabylie* concernant la période de la guerre d'Algérie dans la région de Beni-Douala. Dans cet article on peut lire :

On ne peut pas aborder l'histoire de cette période de la guerre du secteur des Ath Douala sans parler de la fameuse SAS de Béni-Douala symbolisé [sic] par son responsable, le sanguinaire capitaine Oudinot, cet ancien parachutiste, défenseur de l'Algérie Française qui termina dans l'organisation armée et spéciale [sic] (L'O.A.S) avant d'être arrêté [sic] et traduit en justice avec ses copains généraux putschistes.

En plus des restrictions qui ont affamé les habitants, les humiliations de tout genre, les arrestations, la torture et la liquidation physique des prisonniers étaient les pratiques quotidiennes des paras et d'Oudinot qui torture de ses mains femmes et hommes et achève [sic] les prisonniers qui ont résisté à la torture.

Avec la force et la terreur, en prenant en otage la population en appliquant la politique de la carotte et du bâton, Oudinot impose sa politique de pacification.<sup>381</sup>

Au-delà de son langage direct, évoquant sans nuances la prétendue sauvagerie du capitaine Oudinot, cet article ne contient, lui non plus, pas de preuves satisfaisantes. Aucun nom de victime de la torture n'y est cité, et personne n'y a témoigné. En plus, l'article contient suffisamment d'erreurs factuelles pour ne pas pouvoir être admis comme scientifiquement fiable.<sup>382</sup> Quant aux habitants de Beni-Douala eux-mêmes, ils n'ont pas souhaité s'exprimer dans le film d'Alain de Sedouy.<sup>383</sup> Une personne a tout de même décrit Oudinot comme « un tortionnaire impitoyable » dans le forum de débat ouvert sur le site internet du film. Elle prétend également avoir été le témoin d'une exécution sommaire d'un cadre du FLN, commise par les soldats d'Oudinot.<sup>384</sup>

Si Georges Oudinot évite le sujet de la torture, Claude Hary l'aborde volontiers. Il n'essaie pas de nier l'existence de la torture, ni ses effets contre-productifs. Il est pourtant scandalisé que les historiens et la presse aient eu tendance, selon lui, à évoquer exagérément souvent la torture commise par l'armée française, omettant en même temps de faire mention des exactions du camp adverse : « Je suis effaré de constater que cette ségrégation dans l'information perdure encore de nos jours. Allons, messieurs les censeurs ! Un peu d'impartialité, s'il vous plaît ! »<sup>385</sup>

Ainsi, Hary accuse entre autre *Le Monde* de partialité. En effet, ce journal est probablement celui qui a fait le plus pour mettre l'accent sur cet aspect sombre de l'histoire de l'armée française que représente la torture, inaugurant en 2000, avec le témoignage d'une ancienne militante du FLN

---

<sup>381</sup> "La résistance des Kabyles Ath Douala à travers l'histoire : L'exemple des Ath Douala," *Dépêche de Kabylie*, le 28 août 2009. Consultable sur [www.depechedekabylie.com/index.php?news=75301](http://www.depechedekabylie.com/index.php?news=75301). Consulté le 14 août 2010.

<sup>382</sup> Oudinot n'avait, par exemple, aucun rôle dans l'OAS et les généraux putschistes n'étaient point ses « copains ».

<sup>383</sup> "Le destin d'un capitaine," *Le Monde*, les 4 et 5 mai 2008.

<sup>384</sup> <http://ledestinduncapitaine-lefilm.fr/le-forum/428.html#43>. Consulté le 8 septembre 2010.

<sup>385</sup> Hary, *op.cit.*, 254.

torturée par les forces de l'ordre pendant trois mois en 1957, une série d'articles et de débats sur le sujet. Un article de décembre 2000 du journaliste Robert Solé ne laisse certes persister aucun doute sur l'atrocité des actes commis :

[L]a torture ne se limitait pas à l'emploi de la sinistre « gégène », mais prenait des formes dignes des pires régimes totalitaires. Une ambiance détestable conduisait de jeunes Français à adopter des comportements inimaginables ou à assister sans réagir à de terribles souffrances et à des humiliations infligées à des hommes et à des femmes de tous âges.<sup>386</sup>

Mais le même article admet aussi que *Le Monde* a évoqué trop rarement les exactions commises par le FLN. Il donne également la parole à un ancien chef de SAS, le lieutenant Henry Trouja, qui affirme que « je suis fier d'avoir servi en Algérie et d'y avoir accompli, avec beaucoup d'autres, des tâches dignes d'un officier. »<sup>387</sup>

En guise de conclusion, nous pensons qu'il y a lieu de croire que certains officiers SAS ont eu recours – rarement, sans doute – à la torture. Cette conclusion n'émane pas de la lecture des mémoires des anciens des SAS, ni des entretiens que nous avons eu la chance d'avoir avec certains d'entre eux. Nous tenons en effet à souligner que nous n'avons aucune intention d'accuser ni l'un ni l'autre des anciens des SAS présentés ici d'avoir torturé. Pour ce faire, les preuves sont manifestement trop faibles. La conclusion résulte plutôt d'une simple déduction : les historiens et les médias ont établi de manière incontestable – et les anciens soldats et officiers sont nombreux à l'admettre eux-mêmes – que pendant la guerre d'Algérie la torture a non seulement eu lieu sporadiquement mais qu'elle était coutumière au sein de l'armée à point d'être pratiquement institutionnalisée.<sup>388</sup> Il serait donc naïf de croire qu'un corps comme les AA, avec à son apogée quelque 700 antennes répandues sur tout le territoire algérien, aurait été entièrement épargné de ce véritable fléau. Le professeur Frémeaux identifie ainsi quelques cas de violences excessives de la part de certains officiers SAS. Mais il conclut que « [c]es excès paraissent, il faut le dire, ceux d'une minorité. »<sup>389</sup>

---

<sup>386</sup> "La mémoire torturée," *Le Monde*, le 3 décembre 2000.

<sup>387</sup> Ibid.

<sup>388</sup> Voir par exemple Droz et Lever, *op.cit.*, 137-139 ou Pervillé, *Pour une histoire...*, 158-159. Jacques Duquesne estime qu'Alger était le seul endroit où la torture était véritablement généralisée mais que « chaque région l'a connue, à une époque ou l'autre ». Jacques Duquesne, *Pour comprendre la guerre d'Algérie* (Paris : Perrin, 2001), 80.

<sup>389</sup> Frémeaux, *op.cit.*

## 8. Autocritique et conclusion

### 8.1. Autocritique

On peut immédiatement avancer l'argument que les quatre objectifs de ce mémoire, présentés dans l'introduction, risquent, par la manière dont ils sont avancés, d'entacher de partialité nos recherches. Le critère d'objectivité est normalement incontournable pour les historiens. Pourtant, en nous contentant de n'étudier que les anciens des SAS, nous privons le lecteur des éventuels points de vue adverses, notamment ceux des populations administrées par les SAS, et il serait donc légitime de prétendre que les critères d'objectivité ne sont pas respectés.

Nous pensons néanmoins que la délimitation est justifiée, d'autant plus que l'auteur est entièrement conscient de la menace qu'elle constitue à l'objectivité et s'efforce d'en avertir le lecteur. Premièrement, un mémoire de master a toujours ses limites intrinsèques, car une centaine de pages n'aurait en aucun cas suffi à offrir au lecteur la monographie des SAS. Deuxièmement, la qualité de tout travail réalisé par une méthode qualitative risque de se diluer si l'auteur n'arrive pas à tirer les informations essentielles de la base de données en principe illimitée. Certes, on pourra toujours avancer l'argument que l'auteur n'a pas réussi cette ambition, que d'autres sources contiennent des informations qui auraient été plus intéressantes que celles analysées ici. C'est sans doute même un argument entièrement valable car, faute d'avoir étudié absolument tous les documents et tous les livres où les SAS sont mentionnées, nous ne saurions prétendre ne pas avoir négligé des informations essentielles. Or, si le nombre de mémoires des anciens des SAS est restreint, il aurait fallu plusieurs années pour étudier et analyser tous les documents sur les SAS conservés aux archives de Vincennes et d'Aix-en-Provence, ce qu'un auteur de mémoire de master n'aura pas le temps de faire.

Le dernier argument en faveur de notre délimitation est la difficulté qu'on aurait eue à obtenir des témoignages des anciens combattants du FLN ou des Algériens naguère administrés par les SAS. Pour étudier les SAS, l'on peut se baser sur le livre de Grégor Mathias comme point de départ, ainsi que les mémoires de maîtrise déjà réalisés sur le sujet, les mémoires des anciens des SAS et les quelques articles écrits par des historiens comme Jacques Frémeaux. On peut également entrer en contact avec l'Association des anciens des Affaires algériennes pour trouver d'anciens chefs de SAS prêts à raconter leur histoire à l'enquêteur, et on dispose d'une vaste collection de documents consultables dans les archives. Au contraire, il aurait été très difficile de faire un voyage en Algérie pour interviewer les personnes antérieurement administrées par les SAS, à cause des conditions de sécurité dans le bled algérien. Nous avons tout de même offert au lecteur une petite idée de ce que l'on pourrait s'imaginer être l'opinion de certains anciens cadres du FLN, notamment en citant l'article de la *Dépêche de Kabylie*.

Il reste finalement une remarque essentielle : L'auteur risque d'avoir été favorablement influencé par les personnes interrogées et, par conséquent, de manquer de critiquer leur point de vue des événements de la guerre d'Algérie. Nous avons en effet été chaleureusement accueilli par tous les quatre interviewés, dans trois des cas même à leur domicile, où nous avons partagé des repas et discuté amicalement. L'auteur doit donc se méfier de manipuler euphémiquement sa description de ces personnes, tout en honorant son obligation de ne pas tirer des conclusions qui pourraient nuire à leur bonne réputation, sachant en outre qu'ils vont tous lire ce mémoire et sans doute en faire part à l'auteur de leur critique. Pour notre défense, nous ne pouvons offrir au lecteur que la garantie d'avoir fait de notre mieux pour nuancer leurs propos et pour souligner, là où il s'est avéré nécessaire, ce qui les sépare de la majorité des historiens.

## 8.2. Conclusion

Parmi nos quatre hypothèses au départ, la quatrième, selon laquelle les officiers SAS ont agi plus par sollicitude de la population musulmane que par désir de protéger les privilèges des Pieds-noirs, a été la plus facile à confirmer. Exception faite pour Claude Hary et Jean Favarel, tous nos témoins se sont même exprimés défavorablement sur la communauté européenne d'Algérie.

Ensuite nous avons vu que le caractère individualiste des officiers SAS peut les avoir rendus plus susceptibles de définir eux-mêmes les objectifs de leur travail et d'employer des méthodes illégales pour y aboutir. Cependant, cette constatation est uniquement valable à condition d'admettre une large définition du terme « méthodes illégales », car la vaste majorité des officiers SAS ne se sont jamais engagés dans des actes proprement criminels. Ils ont plutôt choisi de « jongler » avec les budgets ou d'interpréter les instructions de leur hiérarchie comme bon leur semblait.

Quant à l'hypothèse concernant le sentiment de solitude et son éventuel effet négatif sur l'état d'esprit des officiers SAS, elle n'a pu être confirmée que partiellement. Certes, d'aucuns confirment s'être sentis seuls à un moment ou autre, mais d'autres n'ont pratiquement jamais eu ce sentiment. En outre, ce qui vaut pour tous, est qu'ils se sont accommodés de la solitude et qu'ils ont même su en tirer avantage.

Finalement, l'hypothèse selon laquelle la sollicitude pour les moghaznis et la peur de ce qui pourrait leur arriver après l'indépendance peuvent avoir poussé certains officiers SAS à rejoindre l'OAS, s'est avéré d'un intérêt minuscule, puisque nous n'avons identifié que deux cas d'officiers SAS basculant dans l'OAS, et puisque l'un d'entre eux est décédé et n'a pas laissé de témoignage sur son parcours dans les SAS.

Outre ces hypothèses, nous avons découvert d'autres caractéristiques qui, si elles ne valent pas pour toutes les SAS, méritent tout de même d'être évoquées ici. Il s'agit d'abord de la *diversité*. Si Claude Hary affirme que « pas une seule SAS ne se ressemblait », c'est bien sûr une exagération rhétorique, car, parmi les quelque 700 SAS que comptaient les AA à leur apogée, il est évident qu'il y a eu des cas similaires.<sup>390</sup> Mais il n'en reste pas moins que les réalités tantôt géographiques, tantôt démographiques, tantôt budgétaires, ainsi que les conditions de sécurité et de logement et la qualité de l'infrastructure, étaient tellement différentes que l'affirmation d'Hary peut bien illustrer la situation.

Ensuite, nous avons vu que les officiers SAS ont trouvé la surcharge de paperasse accablante à point de constituer une menace réelle contre la réussite de leurs projets. Ils ont fait entendre leurs frustrations aux échelons supérieurs, mais, à en juger par l'abondance de documents conservés, pourtant avantageux à l'historien, il ne semble pas que leurs demandes aient eu de suites.

Nous avons également constaté que, sans doute renforcé par leur solitude, un sentiment de mépris et d'amertume ressenti contre pratiquement tout acteur extérieur – que ce soit les Pieds-noirs, les intellectuels, la hiérarchie civile ou militaire s'opposant à leurs méthodes ou, l'ennemi par excellence, le général de Gaulle – a pénétré les esprits des officiers SAS et y reste encore intact. De fait, il n'est nullement exagéré d'utiliser le mot *trahison*, ou aussi bien *abandon*, pour décrire ce qu'ont ressenti les officiers SAS après la mise à mort de l'Algérie française. Il semble que ce soit parmi les officiers SAS ayant déjà servi en Indochine qu'on trouve les tendances antigaullistes les plus radicales, plusieurs d'entre eux ayant sympathisé avec l'OAS et le putsch des généraux.

Mais, en dépit de toutes leurs frustrations, de l'utopie de leurs espoirs et du peu de place qu'ils occupent dans la littérature sur la guerre d'Algérie, les officiers SAS eux-mêmes gardent avant tout le souvenir d'une période exaltante de leur vie, une période marquée par le travail, l'idéalisme, et, pour beaucoup d'entre eux, par le fait d'avoir réussi une mission auprès d'une population qui est parvenue à apprécier leur contribution. Pour aussi déterminé que soit l'auteur de ce mémoire à ne pas renoncer à l'objectivité historique, il se permet néanmoins de conclure que les officiers SAS ont joué un rôle non négligeable pendant les dernières années de l'Algérie française et que leur épopée mériterait certainement d'être mieux connue qu'elle ne l'est aujourd'hui.

---

<sup>390</sup> Pour ne prendre qu'un exemple, plusieurs d'entre elles furent, il faut l'admettre, des échecs totaux, mal commandées, mal équipées et n'arrivant jamais à réaliser le moindre rapprochement de la population musulmane à l'administration française.

## 9. Bibliographie

### Livres

- Droz, Bernard et Evelyne Lever. Histoire de la guerre d'Algérie : 1954-1962. Paris : Seuil, 1982. Edition revue et augmentée 1991.
- Duquesne, Jacques. *Pour comprendre la guerre d'Algérie*. Paris : Perrin, 2001.
- Eoche-Duval, Monique. *Madame S.A.S. : Femme d'officier, Algérie 1957-1962*. Paris : François-Xavier de Guibert, 2007.
- Feraoun, Mouloud. *LE JOURNAL : 1955-1962*. Paris : Seuil, 1962.
- De Gaulle, Charles. Mémoires d'espoir : Le renouveau, 1958-1962. Paris : Plon, 1970.
- Hary, Claude. *L'autre guerre d'Algérie : Révélation d'un officier SAS*. Marseille : Edition à compte d'auteur, 2004.
- Hary, Claude. *Une autre guerre en Afghanistan*. Marseille : Edition à compte d'auteur, 2009.
- Marin, Cécile et Guy Pervillé. *Atlas de la guerre d'Algérie : de la conquête à l'indépendance*. Paris : Éditions Autrement, 2003.
- Mathias, Grégor. Les sections administratives spécialisées : Entre idéal et réalité. Paris : L'Harmattan, 1998.
- Oudinot, Georges. Un béret rouge... En képi bleu ! : Mission en Kabylie 1956-1961. Sceaux : L'esprit du livre, 2007.
- Pervillé, Guy. Pour une histoire de la guerre d'Algérie. Paris : Picard, 2002.
- Quivy, Vincent. Les soldats perdus : Des anciens de l'OAS racontent. Paris : Seuil, 2003.
- Soulet, Jean-François. L'histoire immédiate : Historiographie, sources et méthodes. Paris : Armand Collin, 2009.
- De la Tocnaye, Alain de Bougrenet. *Comment je n'ai pas tué de Gaulle*. Paris : Edmond Nalis, 1969.

### Mémoires de maîtrise

- Bartet, Sylvain. Les sections administratives spécialisées en Grande Kabylie 1955-1962 : Amiguïtés et échecs d'une politique de pacification. Mémoire de maîtrise, Université de Provence, 1997.
- Benferhat, Abdelkader. Les sections administratives spécialisées : Etudes de cas, département de Bône, arrondissements de Tébessa et Clairfontaine (1954-1962). Mémoire de maîtrise, Université de Provence, 1998.
- Beuchard, Francis. La section administrative spécialisée et son action dans le cadre et les perspectives de la déclaration du 16 septembre 1959. Mémoire de maîtrise, Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, 1960.
- Hognestad, Hege. Je vous ai compris ! : Une étude de la politique algérienne de Charles de Gaulle à travers ses discours (1958-1962). Mémoire de maîtrise, Norges teknisk-naturvitenskapelige universitet, 2001.

## **Archives**

Archives nationales d'outre mer (ANOM), Aix-en Provence, carton 3 SAS 119.

ANOM, 3 SAS 120.

ANOM, 3 SAS 121.

ANOM, 5 SAS 45.

ANOM, 5 SAS 201.

ANOM, 5 SAS 208.

Service historique de la défense (SHD), Château de Vincennes, carton 1 H 1211/1.

SHD, 1 H 1211/2.

SHD, 1 H 2556/1.

SHD, 1 H 2556/2.

## **Interviews**

Favarel, Jean. Chabeuil (26), le 24 mai 2010.

Hary, Claude. Bouc-Bel-Air (13), le 5 novembre 2009.

Oudinot, Georges. Meudon (92), le 10 novembre 2009.

Roesch, René. Paris (19<sup>e</sup>), le 25 mai 2010.

## **Revues, bulletins, magazines et journaux**

“La trahison n'est pas le propre du monde politique”. *Historia* 2009, n° 122. Consultable sur <http://www.historia.fr/content/recherche/article?id=26831>.

“Le destin d'un capitaine”, *Le Monde*, les 4 et 5 mai 2008.

Bernard, Philippe. “Le principal responsable, c'est le FLN, qui les a trompés et les a massacrés”. *Le Monde*, le 25 septembre 2001.

Bulletin de liaison de l'Association des anciens des Affaires algériennes 18 (octobre 2002).

Bulletin de liaison de l'Association des anciens des Affaires algériennes 23 (mars 2005) : 9.

*FARAC* 436 (mars 2009).

Frémeaux, Jacques. “Les SAS (sections administratives spécialisées)”, *Guerres mondiales et conflits contemporains* 208 (quatrième trimestre 2002) : 55-68.

La Dépêche Quotidienne d'Algérie, le 7 novembre 1959.

Lasheb, Ramdane. "La résistance des Kabyles Ath Douala à travers l'histoire : L'exemple des Ath Douala". *La Dépêche de Kabylie*, le 28 août 2009. Consultable sur [www.depechedekabylie.com/index.php?news=75301](http://www.depechedekabylie.com/index.php?news=75301). Consulté le 14 août 2010.

Sole, Robert. "La mémoire torturée", *Le Monde*, le 3 décembre 2000.

Triballier, Luc. "De la SAS d'El-Maad au camp des Harkis de Rivesaltes". *L'Algérieniste* 125 (mars 2009) : 34-40.

### **Internet**

<http://ledestinduncapitaine-lefilm.fr/le-forum/428.html#43>. Consulté le 8 septembre 2010.

[http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/de\\_gaulle.asp](http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/de_gaulle.asp). Consulté le 5 septembre 2010.

<http://www.charles-de-gaulle.org/pages/l-homme/accueil/discours/le-president-de-la-cinquieme-republique-1958-1969/discours-sur-l-autodetermination-de-l-algerie-16-septembre-1959.php>. Consulté le 7 septembre 2010.

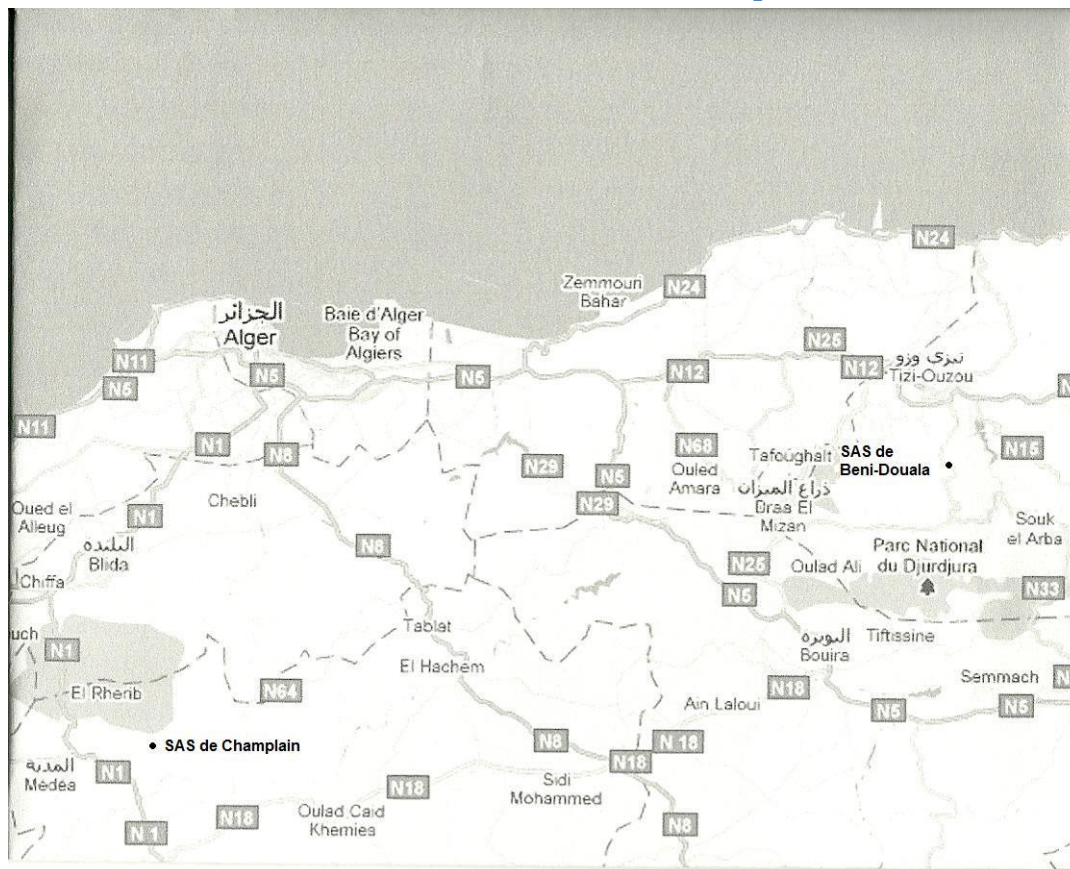
<http://www.charles-de-gaulle.org/pages/l-homme/accueil/discours/le-president-de-la-cinquieme-republique-1958-1969/message-au-lendemain-du-putsch-des-generaux-23-avril-1961.php>. Consulté le 18 août 2010.

[http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/afrique/algerie-accords\\_d%27Evian.htm](http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/afrique/algerie-accords_d%27Evian.htm). Consulté le 8 septembre 2010.



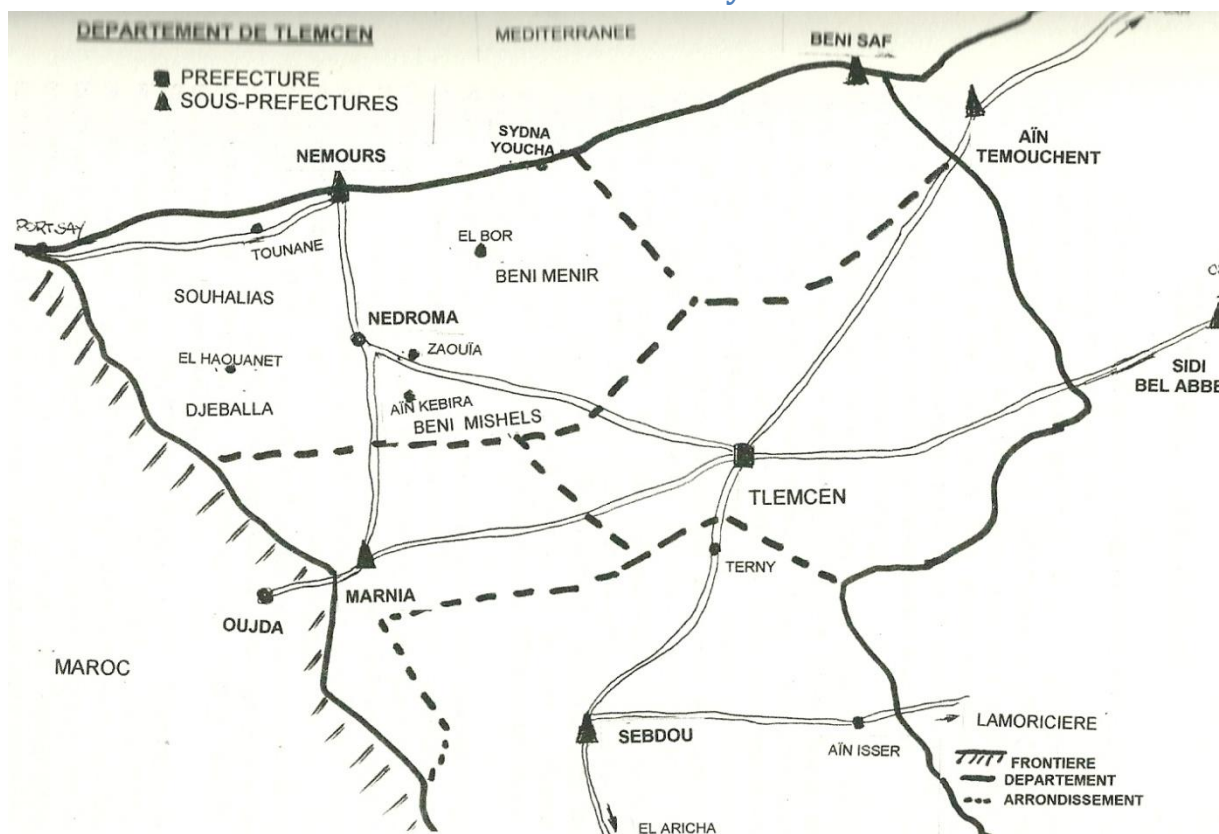
## 10. Annexe : Cartes

### 10.1. SAS de Beni-Douala et SAS de Champlain



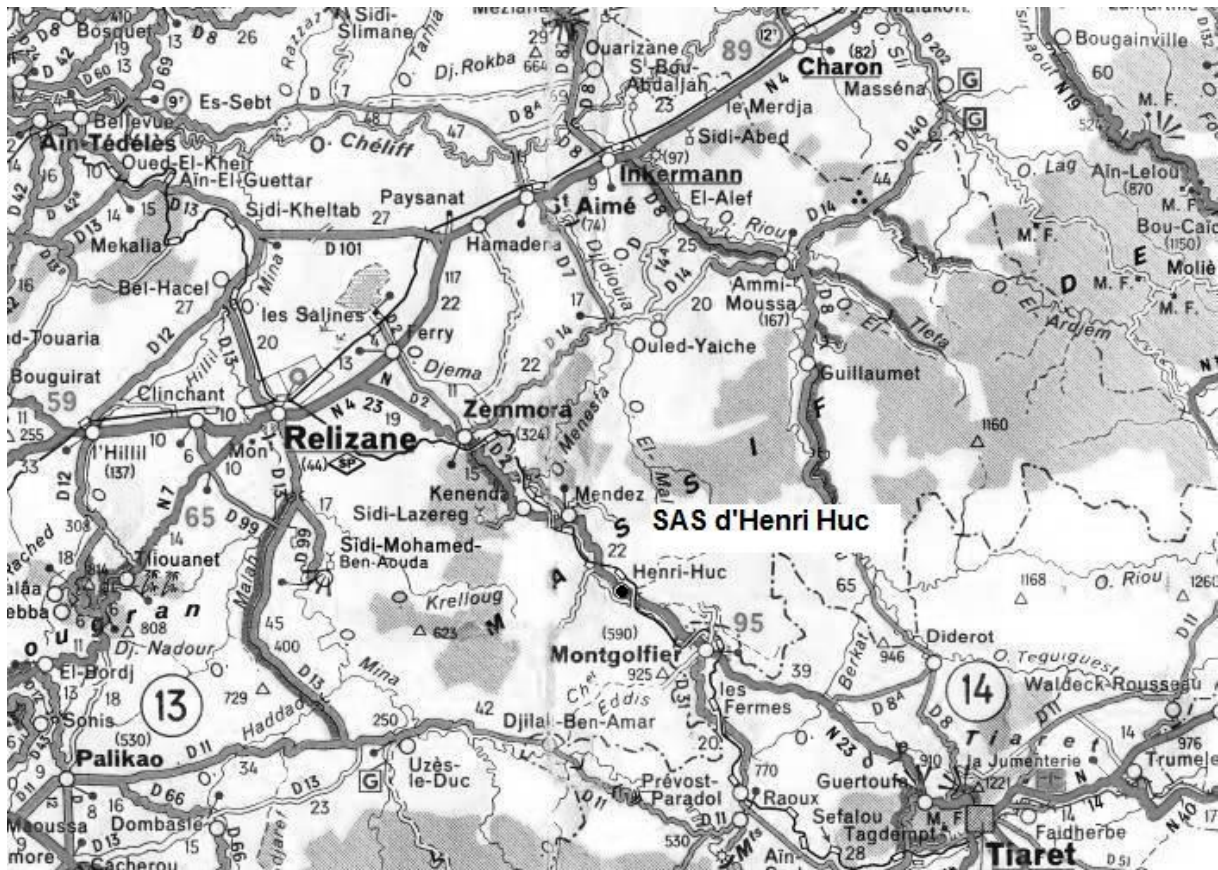
Source : Google Maps

## 10.2. Les différentes SAS de Claude Hary



Source : Claude Hary, *op.cit.*, 31.

### 10.3. SAS d'Henri Huc



Source : Cartes Michelin